

## sem 15 - 18

allemagne.....	2
Allemagne : Nouvelles de la guerre sociale (fin mars – avril 2018).....	2
australie.....	5
Meanjin / Brisbane, So-Called Australia: Arson Attack Against the Commonwealth Games Countdown Clock on South Bank.....	5
canada.....	6
Hamilton, Canada : Cedar en détention préventive jusqu'à son procès le 24 avril prochain.....	6
Hamilton (Canada) : Solidarité avec Cedar, en détention préventive suite à la balade anti-bourges.....	7
Perturbation de la réunion d'En Marche Montréal.....	8
espagne.....	9
Madrid, Spain – Estate agency under attack in the Vallekas neighbourhood.....	9
Barcelone (Espagne) : Attaque explosive contre un concessionnaire Mercedes.....	9
france.....	9
Bataille dans le bocage, bataille pour le bocage.....	9
Après Marseille, Lyon relance le #NikTonBastionGame - Communiqué du CPABS.....	17
ZAD : LES EXPULSIONS CONTINUENT ET S'INTENSIFIENT.....	18
Hautes-Corbières, France : Contre le projet de parc éolien – 28 mars 2018.....	19
Il court, il court, le furet.....	20
La D281 fermée et le bal des faux culs ouvert.....	21
La trahison qui vient.....	21
Communiqué de bilan d'une journée d'expulsion sur la zad et appel général à se rendre sur place pour stopper l'opération.....	23
Bafouille ouverte aux vrai-e-s occupant-e-s de la ZAD.....	24
Communiqué du collectif Libérons-Les suite à la sortie de prison d'Antonin B.....	25
Appel à maintenir rassemblements, actions, occupations et AG à Paris et partout en France pour la ZAD !..	26
St Charles : récit des débuts d'une occupation.....	28
Des nouvelles .....	29
« Cries de joie et reprise de l'ascendant » – Expulsion ZAD – Jour 2.....	29
Sartrouville (Yvelines) : La caméra prise pour cible avant même son installation.....	31
Communiqué d'occupantEs de l'Université de Nanterre du lundi 9 avril.....	31
Communiqué de soutien d'anciens militants du 22 mars.....	32
Die (drôme) Occupation de la mairie [mise à jour].....	33
Rennes "La Zad vaincra" : compte-rendu de la manif du 9 avril en réponse au début des expulsions.....	34
[ZAD] 250 personnes réunies à Rouen contre les expulsions.....	36
Vous ne pouvez pas aller tous ensemble au même endroit !.....	37
Communiqué de l'assemblée de mercredi à la Wardine après 3 jours d'expulsions.....	38
« On gaze nos vieux et nos paysans au moment de la digestion » – Expulsion ZAD – Jour 3.....	38
Lettre aux journalistes mainstreams.....	41
Commes des poulets sans tête ?.....	41
Du Nord au Sud-Ouest, la seule église qu'illumine.....	42
Mercus-Garrabet (Ariège) : Les miradors de chasse tombent.....	43
[Crest] Une vague inquiétante .....	44
Briançon ( Hautes Alpes)une ancienne école est occupée !.....	45
Besançon : La permanence LREM voit noir.....	46
"La vitrine (presque) grande ouverte".....	46
Nantes : Action jeudi 12 avril pour la ZAD et contre la métropole.....	46
La Roche-sur-Yon : En miettes !.....	47
Notre-Dame-de-Landes : Rien n'est fini.....	47
Paris, France : Le député LREM délogé de Tolbiac.....	51
« Ne pas baisser la garde » – EXPULSION ZAD – JOUR 4.....	51
« L'opération s'embourbe, tout comme les blindés » – EXPULSION ZAD – JOUR 5.....	53
Récits Actions/Rassemblements en solidarité PART 2.....	54

Montpellier : Comment accommoder le partiel.....	56
ZAD : Rien n'est fini, tout recommence !.....	57
Répression en cours : dernières nouvelles des arrestations du 28 mars à Ambert.....	57
On est allé à la CN-neu-neu pour que vous n'ayez pas à y aller.....	58
Rap ta RTE #vitrinebrisée.....	60
Crest, France : Ville repeinte à temps pour carnaval – 7 avril.....	60
Aujourd'hui, samedi 14 avril 2018, l'électricité n'était toujours pas rétablie, et ce jusqu'à nouvel ordre de la préfecture.....	61
Récits Samedi 14 Avril.....	61
Chute du mur et diffamation du commandant du Bois : délibérés des procès.....	64
grece.....	65
Grèce : Texte de l'anarchiste emprisonné Nikos Romanos à propos de la décision du tribunal sur le cas des « terroristes individuels ».....	65
italie.....	67
Bologne, Italie : Attaque contre un rouage du contrôle et de la surveillance – 21 mars 2018.....	68
usa.....	68
Philadelphia, PA: Bulldozers Vandalized in Solidarity with the ZAD and Camp White Pine.....	68

## allemagne

### [Allemagne : Nouvelles de la guerre sociale \(fin mars – avril 2018\)](#)

*Des nouvelles de la guerre sociale en Allemagne depuis fin mars 2018, reprises du blog [Chronik](#):*

**Berlin, 12 avril** : deux camionnettes de la société immobilière [Vonovia AG](#) ont été incendiées aux alentours de 2h30 à Oberschöneweide. L'une a été complètement réduite en cendres, tandis que l'autre a été fortement dégradée. Cette société a été visée à de multiples reprises ces derniers temps.



**Berlin, 11 avril** : un véhicule de police de la « protection centrale des biens et des locaux », qui circulait Lohmühlenstraße à Alt-Treptow, s'est fait caillasser

depuis un pont alors qu'il arrivait dans la Kieffholzstraße. Aux premiers impacts sur la carrosserie (faisant des dégâts), la patrouille est partie en trombe. Les deux agents finissaient leur service. Les services de police de la « protection d'Etat » ont lancé une enquête.

**Munich, 10 avril** : au cours de la nuit, la porte du garage souterrain du Consulat de France a été sabotée pour empêcher entrées et sorties des véhicules, en [solidarité avec la ZAD de Notre-Dame des Landes](#).

**Berlin, 10 avril** : tôt dans la matinée à Biesdorf, un véhicule de l'entreprise de métallurgie et d'armement Thyssenkrupp est parti en fumée. « ThyssenKrupp Marine Systems (TKMS) est un partenaire de l'armée turque depuis 50 ans en fournissant des équipements militaires tels que des sous-marins et s'enrichit donc de la guerre menée par le régime turc en Syrie [...] ».

**Wuppertal, 9 avril** : au cours de la nuit, les bureaux des partis de la CDU (chrétiens conservateurs), du SPD (soce-dém) et du FDP (libéraux) ont perdu leurs vitres et leurs façades recouvertes de peinture. L'attaque est dirigée contre tous ces partis en raison de leurs politiques racistes en matière de droit d'asile contre les migrants. Elle est également dédiée aux combattant.e.s d'Afrin au Rojava.

**Berlin, avril** : les vitres de l'agence Allianz de la Strausberger Platz ont été détruites. Cette compagnie assurance finance et investit dans de nombreuses entreprises allemandes d'armement. Parmi elles l'entreprise d'armement Rheinmetall, qui est directement impliquée dans la guerre menée au Rojava en produisant le char d'assaut « Leopard 2 ». Le communiqué dit : « Nous voyons cette action comme faisant partie des multiples et diverses actions de ces derniers mois et appelons à continuer d'attaquer profiteurs et investisseurs de guerre par tous les moyens qui sont à notre disposition ».

**Berlin, 4 avril** : au cours de la nuit, une banque de la Potsdamer Straße à Schöneberg a été prise pour cible : deux fenêtres pétées par un objet non identifié. Logo de la banque repeint à la peinture noire et tag inscrit sur la façade à la peinture rouge. Par ailleurs, le siège de la Commerz-Bank basé à Schöneberg a été attaqué à coups de pierres et de peinture : enseigne de la banque dégradée (jaune plus aussi éclatant) et plusieurs vitres détruites. Sur la façade, l'inscription « la guerre commence ici » (en anglais) a été laissée à la bombe de peinture rouge. « Cette banque finance la guerre contre le mouvement kurde et s'enrichit avec l'exportation d'armes allemandes ».

**Münster, 4 avril** : dans la nuit, «sous la protection de l'obscurité », des anonymes ont tagué le commissariat ainsi que quatre véhicules de patrouille garés devant, Moltkestraße. Les faits se seraient produits entre 21h et 5h10. Mais d'après le porte-parole des flics locaux, l'exploitation des caméras de surveillance n'a rien donné de plus.

**Leipzig, 3 avril** : au cours de la nuit, cinq camions de Dussmann-Service ont été incendiés. Cette entreprise gagne de l'argent en enfermant des gens. Dans le communiqué est notamment mentionné le harcèlement policier constant contre les squats (« Rigaer94 » à Berlin, « Rote Flora » à Hambourg à la suite du G20, « Conne Island » à Leipzig). Le texte se termine par une citation de présentation du groupe lui-même, afin de montrer son arrogance : « Les prisons sont des mondes cachés au sein de notre société et en même temps une partie intégrante de celle-ci. Chaque jour, des centaines d'employés font en sorte que ces mondes existent et parmi eux il y a aussi les experts de Dussmann Service ». Cette action incendiaire est en partie dédiée « aux deux potes du Rigaer94 », à [Nero, compagnon incarcéré pour avoir aveuglé un hélico des flics qui tournait au-dessus du Rigaer94](#)

**Halle-sur-Saale, 3 avril** : incendie de quatre véhicules de l'entreprise SODEXO. Ci-joint le communiqué publié sur [chronik](#) :

« Dans la nuit du 2 au 3 avril, par un feu de pâques tardif, nous avons incendié quatre véhicules de la société SODEXO dans la zone commerciale de Ammendorf. Depuis septembre dernier, le système détesté de bons d'achat a été réintroduit comme moyen de sanction pour les réfugiés à Merseburg et ses environs (secteur de la Saale). Pour mettre cela en pratique, le district se réfère à un décret du land de Saxe-Anhalt. SODEXO est le prestataire de services et bénéficiaire immédiat de cette répression qui, en tant que société de restauration, fournit également près de 27 cantines scolaires à Halle.



Pourquoi SODEXO ?

SODEXO est une multinationale dont le siège se situe en France (SODEXHO ALLIANCE). En plus de travailler comme fournisseur de repas dans divers secteurs publics, SODEXO fournit aux camps de rétention en Allemagne des prestations de services et des gestions de différentes communes via de systèmes de cartes à puces et de coupons-repas pour les réfugiés. Plutôt que de se faire directement verser de l'argent liquide, les réfugiés reçoivent des bons de denrées alimentaires, avec lesquels on peut uniquement payer des biens déclarés comme « denrées alimentaires », et ce dans certains magasins.

Ainsi, les réfugiés sont privés de tout droit à l'auto-détermination et seront donc contraints au départ volontaire ou alors à survivre en marge de la société. Les personnes concernées par cette mesure ne reçoivent pas d'argent, comme par exemple pour des cartes de bus ou de tram, ou d'autres articles importants nécessaires pour vivre chaque jour, qui leur permettraient d'avoir accès à une vie supportable dans cet environnement déjà bien misérable.

D'autres cas sont connus où l'entreprise organise la distribution de tickets-repas à des personnes qui se font réduire leurs prestations-chômage par l'agence pour l'emploi.

SODEXO est également impliqué dans le fonctionnement et l'agrandissement de prisons dans la Hesse et ailleurs. Depuis la privatisation de la justice britannique, l'entreprise gère en Angleterre cinq taules sous son entière responsabilité. D'ailleurs, SODEXO propose ses prestations de services aux armées à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans des zones « out-of-action ».

En Belgique, l'entreprise est sur un liste noire en raison de sa participation dans les camps de rétention.

Tout cela montre les implications de l'entreprise attaquée dans le fonctionnement des prisons, des centres de rétention et les installations militaires nécessaires à leurs interventions.

Nous continuerons à attaquer toutes les entreprises et institutions, qui rendent possible le paternalisme et la discrimination, d'appliquer chaque jour le racisme, et notamment de rendre leur profit aussi cher que possible ».

*Groupe d'action « des coléoptères dans la Hesse »*

**Berlin, 28 et 30 mars + 2 et 3 avril** : Pour Pâques, les flics ont eu droit à des œufs d'un genre un peu particulier. Deux véhicules de patrouille, qui stationnaient au croisement entre la Rigaer Strasse et la Liebig Strasse, ont été bombardés de pierres peu après minuit : plus de trente pavés ont été lancés sur les flics, les forçant à se replier avec plusieurs vitres et pare-brises pétés. Le lendemain (3 avril), alors qu'ils patrouillaient dans la Rigaerstrasse, les trois flics à bord du véhicule se font attaquer à coups de pierres.

**Le 30 mars**, un véhicule de police garée à l'angle de la Rigaer Strasse et la Liebig Strasse, reçoit plusieurs pierres. Les flics, en revenant vers leur véhicule peu avant 23h, découvre au moins un impact sur la carrosserie, et trois pavés autour du véhicule.

**Le 28 mars déjà**, toujours au même carrefour, un groupe de personnes masquées a attaqué un véhicule d'intervention à coups de pierres et de morceaux de mur: les dégâts étaient visibles sur le côté droit du véhicule.

**Hambourg, 3 avril** : à Rahlstedt, une voiture Porsche Cayenne (d'une valeur d'au moins 74.800 euros) a été brûlée. Elle était garée dans la Meiendorfer Straße et s'est consumée aux alentours de 2h20. Les pompiers n'ont rien pu faire : elle est bonne pour la casse, comme nous le montre la photo.



**Berlin, 30 mars** : un voiture de luxe de type Mercedes a été endommagée par les flammes. Garée à Prenzlauer Berg, les flammes commençaient à consumer le pneu droit du bolide lorsque les flics sont intervenus avec un extincteur pour empêcher qu'il ne s'embrase complètement.

Dans un autre secteur de la ville, à Moabit, le Jobcenter s'est fait repeindre à coups de bouteilles de peinture.

**Berlin, courant mars** : peinture sur l'espace de vente du quartier de nouveaux logements yorckstraße baptisé « Neu Schöneberg ». Ce même espace de vente en forme de container a été barbouillé à deux reprises par le passé. C'est la société « allod immobilier » qui en est responsable : culemeyerstraße 2, 12277 berlin

## australie

### **Meanjin / Brisbane, So-Called Australia: Arson Attack Against the Commonwealth Games Countdown Clock on South Bank**

Yesterday in Meanjin (Brisbane, so called Australia) we watched on social media as the police brutalised and arrested peaceful Stolenwealth Games protestors on the Gold Coast. They used excessive force on young people, people with disabilities, and elders.

The police also tried to claim one young person self harmed while in their custody. Allies are urgently needed at Camp Freedom on the last two days of the Commonwealth Games, to join peaceful protests and protect the camp, which over the last two weeks, has been threatened by Neo Nazis, racists, and the Queensland Police force.

Our action is in no way endorsed by Stolenwealth Games organisers and protestors (who have no knowledge of it), but they have our solidarity through this and more practical acts. This surfboard clock was launched in 2015 on this fake beach to count down 1000 days until the Commonwealth Games. Time is now up for the Commonwealth, the State, and the weapons of the state — the police.

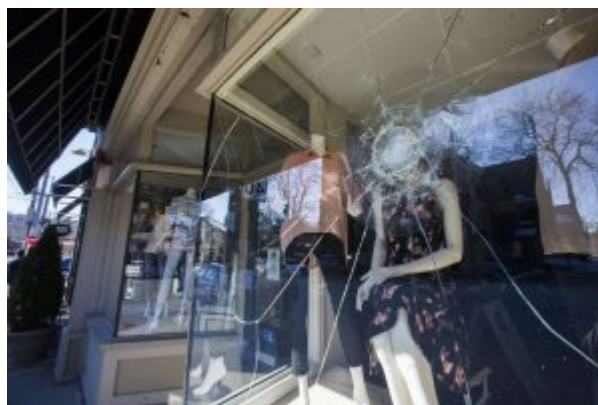
If Queensland wants to slip back so easily to the days of the oppressive and violent Joh Bjelke-Petersen dictatorship, then more resistance can be expected. Fuck the Police. Fuck the Commonwealth. This isn't the Queen's Land. The time to decolonise is now, for healing the land and healing the people of the land.



# canada

## [Hamilton, Canada : Cedar en détention préventive jusqu'à son procès le 24 avril prochain](#)

Nous apprenons par la presse que Cedar, arrêté.e par les flics [le 6 avril](#) pour la [balade saccageuse dans la Locke Street début mars](#), s'est vu refuser sa demande de libération sous caution, lors de sa comparution devant le juge ce mardi 10 avril. De nombreuses personnes étaient présentes en soutien. Cedar est actuellement incarcéré.e en préventive jusqu'à la date de son procès qui aura lieu le 24 avril.



Les enquêteurs partent du principe que cette balade contre l'embourgeoisement était étroitement liée à la foire du livre anarchiste d'[Hamilton](#) qui se tenait durant ce même week-end dans le lycée Westdale et dans les locaux de The Tower, espace anarchiste à Cannon Street East. Pour rappel, iel est inculpé.e pour « complots & association de malfaiteurs ».

Le 6 avril, i.el avait été arrêté.e par les flics à son domicile et directement incarcéré.e à la prison de Barton Street.

En 2011, Cedar avait déjà été condamné.e pour des dégradations dans le cadre du sommet du G20 à Toronto en 2010.

Ci-dessous, le communiqué de The Tower, centre social anarchiste d'Hamilton, à titre informatif :

Tôt vendredi matin, la police d'Hamilton a fait irruption dans une maison de certaines personnes impliquées dans l'organisation de la foire du livre anarchiste. La porte a été fracturée et une grenade *flash* jetée à l'intérieur et un escadron du SWAT est entré : avec leurs fusils d'assaut pointés en notre direction, l'escadron SWAT a fait sortir les personnes présentes de leur lit, dont certaines étaient nues et, à une exception près, à leur mettre les menottes. Trois personnes ont été retenues et une autre arrêtée. Cedar, un membre du collectif The Tower et notre ami précieux, a été arrêté et emmené et se trouve actuellement en détention.

Les personnes qui n'ont pas été arrêtées ont été contraintes d'attendre dehors pendant près de cinq heures, pendant que les flics « fouillaient » la maison. Comme les fascistes qui ont attaqué The Tower le mois dernier, les flics ont complètement saccagé l'espace et même retourné les étagères. Tous les trois étages de la maison ont été mis sens dessus dessous et beaucoup de choses ont été endommagées, notamment une collection de cartes postales féministes encadrées qui ont été déchirées en mille morceaux et jetées dans les toilettes de la salle de bain. Les flics sont des porcs misogynes, purement et simplement, sans exception. De nombreux objets ont été saisis, notamment tous les appareils électroniques (téléphones, ordinateurs, caméras, disques dur externes, etc...), livres, affiches, zines, et un assortiment assez aléatoire de documents (articles de revues universitaires, traductions de textes d'un projet de livre, notes manuscrites, programmes d'événements, brochures...).

En ce qui concerne l'arrestation, Cedar fait face à des accusations de « complots » en lien avec la soit-disant « émeute de la Locke Street ». Nous n'avons aucune envie de nous engager dans la politique de l'innocence. Le concept d'innocence et son versant qu'est la criminalité (entendre « culpabilité ») obscurcissent plus qu'ils

illuminent – personne n’est innocent et les plus « criminels » parmi nous sont à la tête de l’économie et du gouvernement. Au-delà de cela, ces notions perpétuent la logique d’un système juridique colonial enraciné dans la « suprématie blanche ». Ceci dit, il convient de noter que les accusations de complot sont connues pour être douteuses et fragiles, qu’elles sont depuis bien longtemps utilisées comme outil de persécution politique. Cela correspond à un acte de désespoir destiné à ratisser large et à effrayer les gens.

De telles accusations ne sont pas matière à s’engager dans une activité particulière, mais plutôt d’encourager éventuellement une activité particulière.

The Tower est un projet ouvertement anarchiste qui depuis sa création a promu les idéaux d’entraide et de solidarité, d’égalité et d’autonomie des individus, ainsi que l’action directe, la guerre de classe et la riposte. Notre projet a toujours inclus \*à la fois\* les jardins et les émeutes. Nous voulons voir les gens construire de belles alternatives de libération de la même manière que nous voulons les voir attaquer les structures de domination. Rien ne changera à ce sujet, et malgré les défis actuels, notre projet continuera à impulser ces idées. Nous n’avons toujours pas de larmes pour Locke Street et nous continuons de soutenir sans réserve les activités qui ont eu lieu le mois dernier. Ce sont des actions comme celles-ci qui peuvent stimuler des conversations que personne ne cherche à avoir (dans ce cas, l’intensification de la gentrification à travers la ville) et nous voyons cela comme positif.

Comme tout se passe vite, il est important que les gens se rappellent qu’il n’est jamais acceptable de coopérer avec les flics – ne leur parlez pas et ne partagez aucune information avec eux (quelle soit vu comme ). Il ne s’agit pas d’être en accord ou en désaccord avec des tactiques particulières, mais de refuser de prendre des mesures qui facilitent la violence et la répression de l’État. En dehors des discussions sur la Locke street, les médias locaux ont été dominés par des histoires de corruption policière, de mauvaise conduite, de brutalité et, plus récemment, de meurtre. Il y a moins d’une semaine, la police de Hamilton a abattu Quinn MacDougall, un jeune homme de 19 ans non armé qui avait appelé le 911 en détresse pour demander de l’aide. Les flics ne sont pas et ne seront jamais nos alliés. Nous gagnons en sécurité et en force en restant ensemble et en gardant le silence.

[Traduit de [Northshore](#), April 10, 2018]

## **Hamilton (Canada) : Solidarité avec Cedar, en détention préventive suite à la balade anti-bourges**

Les personnes qui n’ont pas été arrêtées ont été contraintes d’attendre dehors pendant près de cinq heures, pendant que les flics « fouillaient » la maison. Comme les fascistes qui ont attaqué The Tower le mois dernier, les flics ont complètement saccagé l’espace et même retourné les étagères. Tous les trois étages de la maison ont été mis sens dessus dessous et beaucoup de choses ont été endommagées, notamment une collection de cartes postales féministes encadrées qui ont été déchirées en mille morceaux et jetées dans les toilettes de la salle de bain. Les flics sont des porcs misogynes, purement et simplement, sans exception. De nombreux objets ont été saisis, notamment tous les appareils électroniques (téléphones, ordinateurs, caméras, disques dur externes, etc...), livres, affiches, zines, et un assortiment assez aléatoire de documents (articles de revues universitaires, traductions de textes d’un projet de livre, notes manuscrites, programmes d’événements, brochures...).

En ce qui concerne l’arrestation, Cedar fait face à des accusations de « complots » en lien avec la soit-disant « émeute de la Locke Street ». Nous n’avons aucune envie de nous engager dans la politique de l’innocence. Le concept d’innocence et son versant qu’est la criminalité (entendre « culpabilité ») obscurcissent plus qu’ils

illuminent – personne n’est innocent et les plus « criminels » parmi nous sont à la tête de l’économie et du gouvernement. Au-delà de cela, ces notions perpétuent la logique d’un système juridique colonial enraciné dans la « suprématie blanche ». Ceci dit, il convient de noter que les accusations de complot sont connues pour être douteuses et fragiles, qu’elles sont depuis bien longtemps utilisées comme outil de persécution politique. Cela correspond à un acte de désespoir destiné à ratisser large et à effrayer les gens.

De telles accusations ne sont pas matière à s’engager dans une activité particulière, mais plutôt d’encourager éventuellement une activité particulière.

The Tower est un projet ouvertement anarchiste qui depuis sa création a promu les idéaux d’entraide et de solidarité, d’égalité et d’autonomie des individus, ainsi que l’action directe, la guerre de classe et la riposte. Notre projet a toujours inclus \*à la fois\* les jardins et les émeutes. Nous voulons voir les gens construire de belles alternatives de libération de la même manière que nous voulons les voir attaquer les structures de domination. Rien ne changera à ce sujet, et malgré les défis actuels, notre projet continuera à impulser ces idées. Nous n’avons toujours pas de larmes pour Locke Street et nous continuons de soutenir sans réserve les activités qui ont eu lieu le mois dernier. Ce sont des actions comme celles-ci qui peuvent stimuler des conversations que personne ne cherche à avoir (dans ce cas, l’intensification de la gentrification à travers la ville) et nous voyons cela comme positif.

Comme tout se passe vite, il est important que les gens se rappellent qu’il n’est jamais acceptable de coopérer avec les flics – ne leur parlez pas et ne partagez aucune information avec eux (quelle soit vu comme ). Il ne s’agit pas d’être en accord ou en désaccord avec des tactiques particulières, mais de refuser de prendre des mesures qui facilitent la violence et la répression de l’État. En dehors des discussions sur la Locke street, les médias locaux ont été dominés par des histoires de corruption policière, de mauvaise conduite, de brutalité et, plus récemment, de meurtre. Il y a moins d’une semaine, la police de Hamilton a abattu Quinn MacDougall, un jeune homme de 19 ans non armé qui avait appelé le 911 en détresse pour demander de l’aide. Les flics ne sont pas et ne seront jamais nos alliés. Nous gagnons en sécurité et en force en restant ensemble et en gardant le silence.

[Traduit de [Northshore](#) par [Sans Attendre Demain.](#)]

## **Perturbation de la réunion d’En Marche Montréal**

*Bande de bouffons, vous pensiez vraiment qu’on allait laisser votre petite clique faire son évènement, pendant que vous essayer de détruire tout ce qu’on construit?*

Portés par la force de l’appel intergalactique de soutien à la ZAD, nous avons décidé d’intervenir lors d’un 5 à 7 d’En Marche ( et oui, ils viennent nous faire chier jusqu’à Montréal) pour rappeler aux macronistes que l’odeur nauséabonde de la marde qu’ils sèment finira toujours par revenir à leurs narines

Tandis que partout en France le gouvernement macron tente lamentablement de mater les grévistes et d’évacuer nos amiEs sur la ZAD et dans les universités, c’était au tour des crapules d’En Marche de se faire expulser.

Alors que notre arrivée festive et nos chants enjoués ont semblés un temps les réjouir, nous avons été surprisEs de leur froideur lorsqu’ils reçurent bombes puantes, pétards et insultes. Nous les aurions cru plus favorables à l’emploi de la violence à voir comment leur monarque déploie ses chiens contre le mouvement.

Nos vie sont belles et elles méritent qu’on les défende. La résistance est en marche: parce que c’est notre projet!!!!



# espagne

## Madrid, Spain – Estate agency under attack in the Vallekas neighbourhood

In the night between 27<sup>th</sup> and 28<sup>th</sup> February the windows of an estate agency were smashed with hammers on Via Monte Igueldo. A message written in paint was left, reading: ‘war on capitalist speculation’.

The action should be seen within the current context of urban transformation in the neighbourhood of Vallekas carried out by capitalism and the State. Video surveillance, building speculation, police controls, racism, persecution of occupations... all behind the media campaign against ‘drug smugglers’ used as a Trojan horse to legitimize the changes in the neighbourhood that the market and the State consider convenient.

An attack on an estate agency needs no justification. We only hope that the practice of signals and attack on the interests of speculators, businessmen and the State will spread.

Neither mafia nor police!

For anarchy!

---

Translated from [Italian](#) by act for freedom now!

## Barcelone (Espagne) : Attaque explosive contre un concessionnaire Mercedes

*ContraMadriz (traduction reçue par mail) / mercredi 11 avril 2018*

Dans la nuit du 31 mars au 1er avril, à minuit, nous avons placé un engin explosif artisanal constitué de deux bonbonnes de gaz avec 100 grammes de poudre à canon comme détonateur, chez le concessionnaire Mercedes à la via Augusta 238.

Nous ne ressentons pas le besoin de justifier une attaque à un concessionnaire Mercedes dans le quartier élégant de Barcelone.

Malgré l’hystérie du contrôle anti-terroriste, l’attaque est possible. Avec les moyens que nous avons tous à disposition, sachant que chaque action compte et que nous sommes tous indispensables.

Liberté pour les détenus.

Vive l’anarchie!

*Bastards&Blasphems*

# france

## Bataille dans le bocage, bataille pour le bocage

Nous sommes étudiants. Nous sommes cheminots. Nous sommes occupants de la ZAD. Nous sommes sans-papiers. Nous sommes organisés au sein de l’Association Française pour la Gréviculture, parrainée par la République En Marche.

Pour célébrer la première journée internationale de la gréviculture, ce lundi matin, **nous avons transformé le bitume du périphérique nantais en grand feu de joie, créant un gigantesque bouchon en heure de pointe.** Histoire de placer un Big Up aux grévistes du rail, aux étudiants qui bloquent les facs et aux barricadiers de Notre-Dame-des-Landes.

Nous appelons tous les gréviculteurs à multiplier les blocages pour paralyser le pays. Nous sommes partout. Nous sommes taquins.

*Commando Nicole*



\*\*\*\*\*

## **Paris : On a perdu ... La zad est vaincue ?**

*Indymedia Nantes / mardi 10 avril 2018*

*Récit parisien, subjectif et partial de cette première journée d'expulsion.*

Lundi. Il pleut sur Paris. Ce matin, 2500 hommes en armes ont envahit un petit bout de bocage nantais, d'autant plus insignifiant que les bétonneurs l'ont finalement déserté.

Il est 18 heures. Le rendez-vous à Belleville est aussi triste que le type de la France insoumise qui dresse une barricade, désolé que les radis-co n'aient pas le cœur à la fête. Car si la « victoire » de certain-es laissait des *perdant-es*, la *défaite* de tou-te-s nourrit une rage sourde, qui ne sait pas exploser faute d'initiatives, et à cause d'un dispositif policier lointain mais présent. Un tour de la place, un tour en métro, et une balade en direction de Tolbiac, nous voilà en assemblée, nombreu-x-ses et déterminé-es comme rarement ces dernières années.

Les orgas sont inexistantes ou *invisible(s)*, et les discours creux sur la fameuse « convergence des luttes » sont ponctués d'*Appels* aux *Amis* à s'indigner car les 100-noms, *eux*, avaient un projet agricole et n'étaient pas légalement expulsables. Trop Inzuste !

Mais un grondement sourd et chaotique appelle à sortir maintenant et répondre directement aux expulseurs.

Lundi soir. La nuit est belle. Depuis ce matin, le periph' nantais a été bloqué par le feu, des manifs et rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes, les gendarmes ont eu chaud dans deux véhicules (11h20), un autre a failli perdre un oeil, Un drone-journaloux a été abattu, une pelleteuse a été embourbée avant d'avoir pu finir sa sale besogne...

Il est un peu moins de 23 heures les portes de Tolbiac s'ouvrent. Sont restées lettre morte les appels à être raisonnables, le comptage forcé des motivé-es pour expliquer que, bien sûr, l'on était trop peu, en somme les ficelles politiciennes pour tenter de récupérer les énergies présentes.

Certain-es espèrent retrouver le sac du [paveur des gobelins](#), i.elles trouveront des morceaux d'échafaudage de l'un des nombreux chantiers présents dans ce quartier nouvellement gentrifié. Pas de flics, les poubelles sont renversées, les bruits sourds des coups se font entendre suivis du fracas du verre en miette. On est 500, 200, 400 ? Peu importe, un fumigène est allumé, quelques slogans gueulés, on est deter ! Les grandes banques du quartier de la gare ( le siège de natixis !), la chambre du commerce, le « mobilier urbain », des autolib... Les

vitres sont défoncées en masse et des tags bien sentis accompagnent les dégâts. « collabo des expulsions » sur un Ibis, « ZAD partout, état nulle part », « aménageurs on vous saccage »... Il est quasiment minuit et la dispersion avant la gare d'Austerlitz avec les bleus en arrière plan se déroule sans accroc.

Il pleut de nouveau. L'euphorie de la *défaite* est palpable.

Il n'a jamais seulement été question de défendre la ZAD, d'empêcher l'ex-futur-aéroport, mais surtout de s'atteler à détruire le monde qui va avec.

Un-e participant-e

\*\*\*\*\*

## **Caen : Quand Lama fâché, lama cracher.**

*Indymedia Nantes / mardi 10 avril 2018*

Ce texte a été distribué un première fois lors de la manif du 31 mars dernier contre toutes les expulsions à Caen. Nous l'avons distribué à nouveau **ce lundi soir alors que quelques 200 personnes ont arpenté les rues avec une belle énergie avant de rejoindre une gare SNCF vide et sans trains au départ.** Les flics se sont fait discrets.

**Nous souhaitons en distribuant ce texte manifester notre solidarité face aux expulsions en cour dont la première de Lama fâché. Mais en même temps signifier d'où cette solidarité s'exerçait et comment elle n'était pas dupes des jeux de pouvoir sur zone, et des appetits de composition qui tracent leur chemin à la ZAD comme dans bien d'autres villes...**

Enfin ce texte écrit fin mars ne rend pas compte de l'agression qui s'est passée sur la ZAD ces derniers jours.

## **Quand Lama fâché, Lama cracher !**

« *Tous les partis, les syndicats, Et leur bureaucratie, Oppriment le prolétariat, Autant que la bourgeoisie. (...)* »  
Comité pour le maintien des occupations (CMDO) [l'original pas la copie] La commune n'est pas morte, juin 1968

LE 17 JANVIER DERNIER, le gouvernement Macron décide de mettre un terme au projet d'aéroport de Notre-Dames-des Landes. Une fois n'est pas coutume, un projet d'envergure est stoppé par ses opposant-e-s. Inutile de préciser que Manu n'est en rien conquis par les vertus d'un bocage débarrassé de ces masses de béton. Ses amitiés et ses intérêts sont tout autres. Seulement, il y a là une occasion stratégique à saisir, celle de désarmer un mouvement de solidarité qui habite davantage qu'un bocage : des vies et des imaginaires. Et ce en normalisant un espace où s'enracinait un lutte remettant en cause, pour nombre de ses protagonistes, bien davantage qu'un aéroport.

Malheureusement, et comme il est souvent de coutume en de telles circonstances, certaines franges du mouvement ont décidé de répondre positivement à cette normalisation. Dans les heures qui suivent l'annonce gouvernementale l'Assemblée du mouvement décide autoritairement de plier aux recommandations de la préfecture en ouvrant la voie à une occupation militaire du site, en acceptant de débarrasser de ses chicanes la D281. Et ce en expulsant, contre des habitant-e-s, deux cabanes occupées ponctuellement ou plus durablement. Rapidement, des troupes de gendarmes mobiles prennent possession des lieux. Drones, appareils vidéos et micros directionnels envahissent le paysage.

Si cette même Assemblée a, dans un texte en 6 points, affirmé vouloir maintenir l'unité des composantes en lutte, s'opposer à toutes les expulsions et prendre en charge l'avenir du mouvement, ses premiers gestes auront

été d'une part de « libérer » une partie de la ZAD et de l'offrir à son nouveau partenaire, l'Etat ; et d'autre part de négocier avec le pouvoir. Le 19 mars, l'Assemblée appelait ainsi à un rassemblement pour soutenir « une délégation intégrant l'ensemble de ses composantes – habitant.e.s, paysan.ne.s, élu.e.s, naturalistes, voisin.e.s. » représentant paraît-il l'ensemble du mouvement. Le vieil adage qu'en Politique il faut avant tout juger les actes plutôt que les paroles s'applique une nouvelle fois...

LORSQU'EN 2012, L'ETAT ORDONNE de lancer l'opération César contre la ZAD, il ne se doutait pas tomber sur un os. En quelques jours l'évacuation s'embourbe dans cette zone humide avant que quelques 50000 personnes ne décident de réoccuper les terres, et de construire des cabanes. Cette journée, où les militants et militantes politiques, associatifs et syndicaux étaient invités à ranger leurs drapeaux respectifs, marquait la prélude d'une résistance massive et déterminée, le fameux « kyste » décrit par Manuel Valls.

Dans ce coin, il y a eu de nombreuses luttes dans le passé, des liaisons entre paysans et ouvriers de 68 aux luttes antinucléaires contre les centrales du Carnet et du Pellerin. Les complicités fragiles mais riches, qui ne manquèrent pas de se tisser, s'enracinaient dans les luttes passées, tout autant que dans un fort sentiment de résistance aiguisé dans des occupations débutées quelques années plus tôt.

Seulement, au fil des ans et du succès de cette lutte, les complicités légitimes tissées dans cette résistance ont fini par laisser place à une manière stratégique et instrumentale de se rapporter à la lutte : *la composition*.

CONTRAIREMENT A L'IMAGE QUE CERTAIN-E-S n'ont eu de cesse de véhiculer, les conflits ont toujours existé sur la ZAD et dans le mouvement contre l'aéroport. Les conflits du quotidien dans la manière de vivre l'occupation entre éleveurs et anti-spécistes, entre antiféministes et féministes, etc. Mais également dans les manières de vivre la lutte entre partisan-e-s de l'action directe et de la désobéissance, entre institutionnels et autonomes, entre assembléistes et affinitaires, entre médiatiques et anti-médiatiques, entre « contre l'aéroport » et les « contre ce monde ».

Ce qui se vit là-bas s'est construit sur la juxtaposition des logiques. Le slogan contre les grands projets inutiles recouvrait dès l'origine des intentions et des modes opératoires totalement opposés. L'extrême-gauche y voit une gabegie économique ; EELV un projet peu compatible avec leur vision du capitalisme vert ; les agriculteurs, des terres qu'on leur vole ; les primitivistes, une atteinte à une nature sanctifiée ; et certains radicaux, un des nombreux aménagement de nos existences par le capital et l'Etat. Les trois premiers espèrent un aménagement du territoire par l'Etat et le capital plus à même de correspondre à leurs désirs, les deux derniers veulent pour des raisons parfois peu compatibles en finir avec l'aménagement du territoire. Par ailleurs certain-e-s sont des gestionnaires, les autres promeuvent horizontalité et auto-organisation.

Ce qui tenait tout le monde ensemble c'est que chacun et chacune a toujours eu besoin de l'autre pour que la lutte continue. L'ACIPA des zadistes pour occuper les terres vouées à la destruction, les zadistes des agriculteurs et des organisations pour leur servir de bouclier et légitimer leur lutte. Les rapports qui nouent les groupes entre eux ne sont plus dès lors que des rapports de dépendances réciproques qui les lient sur un mode instrumental. Même si bien évidemment la lutte et la vie recèlent des moments beaucoup plus chouettes.

Derrière l'image d'unité qui est véhiculée, se terrent des antagonismes profonds qui ne demandent qu'à resurgir à chaque fois que l'occasion se présente comme lors d'un caillassage de flics. Il y aura toujours alors un Julien Durand de l'ACIPA pour dénoncer dans la lignée de Bové ou de Mélenchon, les dangereux irresponsables peuplant le bocage voué à destruction, ou une équipe des Verts pour singer l'ouverture d'une maison équipée de bottes achetées la matin même à Montparnasse. Ce qui ne manqua pas d'arriver à bien des reprises comme lors de la manif de Nantes de février 2014 où l'on vit un Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA, jouer les contorsionnistes en se dissociant de la casse tout en évitant de condamner les casseurs, bref marquer sa

désapprobation tout en cherchant à maintenir l'unité avec les occupants et occupantes de la ZAD dont il avait encore besoin. Dans les mois qui suivent l'entreprise de pacification consistera à refuser toute nouvelle manif à Nantes. Injonction à laquelle ne manquera pas de répondre une partie des « zadistes ».

Cette composition s'organise autour de composantes qui empilent les acronymes. L'ACIPA est une des associations historiques des anti aéroports. La coordination des opposants qui réunit les organisations. Le COPAIN réunit les agriculteurs principalement liés à la Confédération Paysanne. Enfin, l'Assemblée de mouvement, initiée par des occupant-e-s.

*« Pendant longtemps, c'est resté un endroit de débat et de mise en commun des idées et projets des différents bords, sans prétendre y décider de façon unitaire. Pour moi, le « mouvement » était lié à cet espace créatif où différentes tendances s'informent et se répondent, s'affirment et se critiquent, et sans renier leur autonomie d'initiative. Je crois que c'est ça que certains ont commencé à appeler « composition », en tous cas moi c'est là que j'entends ce mot pour la première fois. Sur le coup, j'ai pas fait trop gaffe, ça parlait du « mouvement » et de ses « composantes ». Plus tard, je me suis dit que le concept de composition ressemblait plutôt à une manière de pacifier la situation, d'en parler en mots séduisants sans laisser apparaître le conflit et la contradiction. Bref de nous endormir quoi. Jusqu'à appauvrir cette ébullition en cherchant sans arrêt une « voie du milieu », et que dans « mouvement » on finisse par oublier la diversité qui surprend pour en faire une masse qui bouge « tous ensemble ».*

*Témoignage, Le mouvement est mort vive... la réforme !, Une critique de la composition et de ses élites, Février 2018, par un groupuscule insignifiant.*

IL NE MANQUE JAMAIS D'AUTOPROCLAMES STRATEGES révolutionnaires ou réformistes pour au nom de l'unité, du pragmatisme, de l'urgence imposer une direction et une unicité au mouvement. Des chefs ont fini par se dégager au sein même des occupant-e-s, mobilisant leur force matérielle, leurs réseaux, leur puissance... non pas seulement au profit de l'ensemble de la communauté, mais pour structurer une hégémonie idéologique sur la zone et la lutte. Ils et elles ont condamné au côté des « institutionnels » des actions... comme l'attaque d'une voiture de journaliste. Mais également celle, à l'aide d'un jet de purin, d'une conférence de campagne électorale de la France Insoumise à la Vacherie, lieu occupé de la ZAD. Leur vision de la composition signifie faire taire les divergences et imposer une discipline de mouvement.

A la manœuvre, le Comité pour le maintien des occupations (CMDO) et quelques complices, pompeusement baptisé de la sorte en référence à son ancêtre situationniste de 68. Ancêtre qui ne manquait pas à l'époque de marquer une distance rédhibitoire avec l'ensemble des bureaucraties syndicales et gauchistes. Dans ce comité de vieilles gloires de l'autonomie qui n'hésitent pas à jouer les portes paroles médiatiques, à activer des complicités avec les bureaucrates de tous poils, à accepter le jeu de la négociation avec l'Etat. Bref, à devenir des gestionnaires de lutte.

Ces mêmes gloires, du fait de leur origine de classe, monopolisent les ressources et les discours, disqualifient systématiquement leurs adversaires, les insultent, les menacent. Les derniers incontrôlables qui n'avaient pas encore déserté les Assemblées du mouvement, finissent par s'en barrer, écoeurés.

LA COMPOSITION FINIT PAR MONTRER SES LIMITES une fois l'objectif atteint ou la lutte défaite. Si un texte en 6 points revendique officiellement la gestion de la ZAD par une instance issue du mouvement, les composantes du mouvement cherchent pour l'essentiel la négociation. Pour autant, pour le moment l'Etat ne lâche rien.

Une Assemblée des usages avait marqué depuis quelques mois ce soucis de penser l'après aéroport. Sur ce terrain, certains comme l'ACIPA ou le COPAIN avaient de l'avance. La proximité de nombreux et nombreuses



de leurs protagonistes avec des anciens et anciennes du Larzac leur permet d'agiter quelques vieilles recettes. Celles d'une zone normalisée, sous bail STCL avec l'Etat, cogérée par la confédération paysanne et les écologistes d'Etat. C'est cette option que défend d'ailleurs José Bové militant EELV, ami d'Hulot et de Julien Durant de l'ACIPA, et ancien du Larzac en janvier dernier.

La normalisation de la D281 marque l'emprise de cette stratégie. Habitué à son hégémonie le CMDO ne prend à cette occasion même plus soin des formes, et ne s'appuie même plus sur un vote d'Assemblée. Les jours qui suivent, quelques 200 personnes démontent les barricades non sans bousculer les quelques récalcitrant-e-s qui refusent la décision, devançant à cette occasion le travail de maintien de l'ordre. Lama Faché, une cabane sur la route, est démonté. Certain-e-s le reconstruiront plus loin. Depuis l'Assemblée de lutte qui ne représentent plus qu'une partie, certes sans doute majoritaire des occupant-e-s et des gens en lutte, tente de négocier.

Pour maintenir l'unité, les idéologues de la composition auront rompu l'unité de ceux et celles pour qui cette lutte visait autre chose que conquérir une ferme ou un champ négocié avec l'Etat. Comme quoi cette lutte nous aura rappelé que les « Amis » ne sont pas forcément des amis, les COPAIN pas forcément des copains.

Tout cela nous aura remis également en mémoire qu'une forme ne peut à elle seule assurer une horizontalité. Certain-e-s qui ont pourtant toujours détesté les Assemblées les ont investies. Non pour les potentialités de liberté et d'auto-organisation qu'elles pouvaient offrir, mais au contraire pour les logiques de gouvernement, de contrôle et de soumission qu'elles pouvaient ici promettre. Si nous restons pour notre part attaché aux Assemblées, c'est pour de toutes autres raisons : nous coordonner, pouvoir exposer les jeux de pouvoir de bandes ou de groupes, éviter de nourrir les postures narcissiques de groupe, etc. Bref pour leur potentialité anti-autoritaires.

LA COMPOSITION EST A L'AUTO-ORGANISATION ce que les chaînes sont à la liberté. Nous avons pour notre part toujours défendu les associations d'individus dans des assemblées de lutte, des collectifs, contre la composition stratégique entre organisations ou bandes. Nous sommes de ceux et celles qui ont toujours refusé de cosigner des textes avec des organisations, et pas seulement « politiques ».

L'empilement d'acronymes n'est pas une identité et une force autonome, mais n'exprime au contraire que la soumission à des états-majors. C'est un peu comme s'il y avait une inquiétude à la décomposition de la gauche, qui n'a jamais été qu'une facette de la soumission, qu'il faudrait aider à remettre sur pieds, voire y participer. Composer, c'est jouer un rôle, se grimer en vue d'élaborer un front large. C'est bien porter ses activités à partir d'une approche essentiellement stratégique et non d'un rapport éthique. Et surtout, tout cela ne produit que dépossession, et des espaces où chacun et chacune est sommé de suivre la voie déjà tracée, plutôt que de chercher à nouer des complicités et construire du commun sans taire les divergences et les réalités personnelles différentes. Composer c'est pour l'essentiel renouer avec la vieille tradition Politique dans ce qu'elle a de plus sordide.

Aujourd'hui cet appareil idéologique de milieu semble avoir pris comme une fièvre. Des assemblée de luttes sur les demandeurs d'asile peuvent recevoir une sénatrice EELV jadis alliée de Valls à visiter ses squats, des collectifs anti-répression penser à informer une union locale CGT qui avait condamné les casseurs en 2016 de ses activités, la Maison de la grève accueillir Houria Bouteldja, des membres du cortège de tête parisien protéger des locaux d'Emmaus, complice de la machine à expulser... Il faut dire que pour d'autres ça fait déjà quelques temps qu'« élu-e-s des « territoires qu'ils et elles habitent », jeudi ça peut être zbeul, et le lundi Conseil Municipal ».

Ce que l'idéologie de la composition répand c'est une discipline de milieu privilégiant les liens avec la gauche syndicale, politique et associative à toute radicalité effective. Le spectacle ritualisé de l'action directe sous

contrôle servant tout autant à assouvir les pulsions activistes et les affects guerriers qu'à entretenir une image faussement insurrectionnelle. Le spectacle de la contestation plutôt que la contestation du spectacle.

*Comité El Condor passa.*

Caen, mars 2018.

\*\*\*\*\*

## **Toulouse en soutien à la ZAD**

*IAATA / mardi 10 avril 2018*

Partie de Arnaud Bernard, 200 à 300 personnes se sont promenés dans les rues du centre-ville, entre la place St Sernin et le Capitole.

**Des poubelles renversées (plein), des vitrines de banques pétées (3 ? 4 ?), des tag ici ou là.** Au croisement Alsace-Lorraine et

Boulevard de Strasbourg, la flicaille a balancé des lacrymos, une grenade de desencerclement et a tapé au corps à corps. Plusieurs blessé-es, une personne desarrêtée et une personne arrêtée (à confirmer). Grenade lacrymo en plein visage pour une autre, oeil ok. Violences et insultes racistes, mysogines...

Plus tard, la bac se lâche avec des contrôles identités et prises de photos de personnes plaquées à terre. Dommage que les keufs aient pu si facilement nous disperser alors que nous étions nombreux-ses et déter.

Continuons à les harceler !

\*\*\*\*\*

## **Rennes : « La Zad vaincra » : compte-rendu de la manif du 9 avril en réponse au début des expulsions**

*Expansive / mardi 10 avril 2018*

[...] À 18h, nous sommes 200. Les gens discutent, se donnent les dernières nouvelles de la ZAD, se tiennent chaud. Le ciel est clair, et l'on sent que le printemps est déjà entamé. Le temps passe, tranquillement, et une heure plus tard, nous nous trouvons plus d'un millier. Mine de rien, Sainte-Anne s'est remplie, et l'on y croise toutes sortes de personnes, toutes sortes de drapeaux, mais une même volonté commune, celle de répondre à l'attaque en règle menée contre l'espoir que porte la ZAD, et de défendre notre victoire si chèrement acquise.

Après une longue intervention venant faire le bilan de la journée, et exposant les différents rendez-vous des jours à venir pour mettre la pression sur l'État, les premiers slogans fusent, qui ponctueront toute la manifestation. « *La ZAD vivra / la ZAD vaincra / ce qu'ils détruiront / nous le reconstruirons* », « *Et la ZAD elle est à qui ? Elle est à nous !* », « *Le 15 avril dans les champs / pour que l'État déchanté* », « *Monte une équipe de zadistes / démonte une équipe de fascistes* », ou encore « *Zad partout / police nulle part* ». Autant de scansionnements qui viennent rythmer le cortège qui commence à s'ébranler.

Nous savons la police présente massivement, tout autour de la place. Nous décidons de nous engager dans la rue d'Échange, encore libre, pour essayer de rejoindre la Place des Lices par la rue de Dinan. Au bout de laquelle nous attendait l'inévitable compagnie de CRS, bien déterminée à ne pas nous laisser pénétrer dans ce beau centre-ville, « poumon commercial » de la ville si chère à nos élu.e.s, de peur, peut-être, que nous ne l'égratignions. Pourtant, si nous avons dès le départ fait le deuil de toute possibilité de défilé dans le centre, nous n'en avons néanmoins pas dit notre dernier mot. Remontant la rue de Dinan, puis la rue Legraverend,



nous nous sommes engouffré.e.s sur le boulevard de Chézy, à contre-sens, pour retrouver, une nouvelle fois, la route barrée par les mêmes CRS. À notre approche, l'un d'entre eux s'est passablement distingué par le lancer, fort maladroit, de deux grenades lacrymogènes qui nous firent doucement refluer.

En ces temps de luttes sociales intenses dans de nombreux secteurs, nous avons décidé d'un petit clin d'oeil à nos camarades cheminot.e.s en grève. Ainsi, le cortège a remonté le boulevard du 42e Régiment d'Infanterie pour se diriger vers les rails de la halte ferroviaire toute proche. À l'aide du téléphone de service, nous avons fait savoir notre intention de nous engager sur les voies, forçant ainsi une coupure générale d'électricité sur le réseau ferroviaire et arrêtant les quelques trains impudents qui auraient eu le front de vouloir encore circuler par jour de grève. Si une partie du cortège s'est engagée sur les rails, un certain flottement s'est fait sentir, et il a bien fallu se rendre à l'évidence que la majorité des présent.e.s n'étaient pas vraiment à l'aise avec l'idée d'une gentille promenade sur ballast. Après avoir amoncelé divers matériaux de chantier sur les voies, histoire de retarder un peu plus la reprise du train-train quotidien, nous sommes reparti.e.s.

Direction le Mail, cette fois-ci, pour remettre une nouvelle fois la pression sur le centre-ville. Au bout de celui-ci, une importante ligne de CRS nous attendait de pied ferme, barrant la route vers la place de Bretagne et République. Pourtant, nous nous sommes une fois de plus approché.e.s. Sans sommation, les flics ont de nouveau tiré des gaz lacrymogènes dans notre direction. Nous avons ainsi reflué, puis ravancé, puis reflué de nouveau pour ravancer encore, chaque fois un peu plus hardi.e.s. On raconte que quelques projectiles auraient fusé vers les pandores, toujours sous les chants et les slogans. Une petite charge en notre direction acheva de nous convaincre que nous n'étions décidément pas de taille à engager un affrontement direct ce soir-là, et nous a rappelé que nous préférions rentrer tou.te.s sain.e.s et sauvés, sans arrêté.e.s ni blessé.e.s. Un coup de matraque à la tête, provoquant une entaille superficielle du cuir chevelu, fut néanmoins à déplorer.

Afin d'assurer d'une dispersion en bonne et due forme, le cortège s'est ensuite dirigé vers l'université de Rennes 2, où nous savions pouvoir trouver repos et amitié, notamment grâce à la présence de l'amphi B7 occupé. Nous nous sommes ainsi quitté.e.s, fatigué.e.s, avec toujours la rage contre ce déversement de flics enserrant nos vies et nos luttes sans sembler avoir de fin, mais joyeu.x.ses d'avoir vu tant de monde répondre à l'appel de la ZAD. L'espoir qu'elle dissémine semble être contagieux, même dans ces moments durs, et nous sommes reconnaissant.e.s envers ces foules hétéroclites qu'elle semble faire éclore un peu partout. Nous savons que nous nous retrouverons, bientôt, car la semaine est loin d'être encore finie !

Pour rappel, ce mardi, à 18h, aura lieu à l'université Rennes 2, probablement dans le bâtiment B, une assemblée pour déterminer collectivement les suites à donner à la défense de la ZAD depuis Rennes. Expansive.info se fera le relais des nouvelles dates et propositions, alors consultez-le sans modération. De plus, un point info sur la situation sur place et un espace pour recueillir des dons en direction de la ZAD se tiendra tous les jours à la Maison de la Grève, 37 rue Legraverend, à partir de mercredi.

Et bien sûr, faisons en sorte d'être nombreu.x.ses, visibles, et redoutables pour les deux grands rendez-vous de ce week-end : le samedi, à 14h30, place du Cirque à Nantes, et le dimanche, pour la manifestation de réoccupation et de reconstruction sur la zone (plus de détails dans les jours qui viennent).

\*\*\*\*\*

**Dijon : Vous ne pouvez pas aller tous ensemble au même endroit !**

*Dijoncter / mardi 10 avril 2018*

*Récit du rassemblement de réaction à l'expulsion de la zad de Notre-Dame des Landes.*

C'est alors que nous nous retrouvâmes corps et âmes devant la préfecture maudite de Dijon ville.  
Nous étions environ 300.

Pour soutenir la zad de Notre-dame des Landes en proie à la bleusaille.

Nous étions énervé·es, mais aussi heureux·ses d'être aussi nombreu·ses, d'horizons si différents.

Après moult·es prises de parole, des Lentillères, des étudiant·es, et d'un texte de la zad, la police a fait face à notre énergie et à notre envie de rejoindre la Carotterie pour organiser la suite et faire des plans machiavéliques.

Quand on part,

Le commissaire : « Vous ne pouvez pas vous déplacer tous ensemble ! »

On lui explique qu'on va tous au même endroit...

Le commissaire : « Vous n'avez qu'à vous déplacer par groupe de 10 sur les trottoirs, bien pliés, bien rangés. »

On dit non.

Un ravagé du comité traduit les paroles du flic : Alors ce qu'il faut faire, c'est passer le barrage de flic par groupe de dix, et se retrouver au bout de la rue !

Les flics se sentent un peu cons... Y'en a aussi qui se marrent de leur propre bêtise.

Tout d'un coup le barrage devient une passoire.

Nous nous glissons entre les flics « par groupe de dix ».

Le blocus étant levé, ce ne sont pas 5 mètres qui sont parcourus avant que nos corps se rejoignent pour partir en cortège jusqu'à la Carotterie.

C'est alors que l'orage éclata. Nous criions « L'orage arrive, l'insurrection aussi ». Les deux équipes de bac qui nous collaient aux basques sont rentrées dans leur caisse pourrie, on peut dire que ce sont des poules mouillées.

Zad vaincra, zad vivra, o li o li o la,

\*\*\*\*\*

A **Forcalquier** (Alpes-de-Haute-Provence), 50 personnes ont occupé, le 9 au soir, la mairie, où siège Christophe Castaner, responsable du « parti » d'Emmanuel Macron. (source : Marseille Infos Autonomes)

A **Châteaubriant** (Loire-Atlantique), 70 personnes en plein conseil municipal, le 10 avril, avec une banderole « arrêt des expulsions sinon on part pas ». (source : le suivi d'Indy Grenoble)

## [Après Marseille, Lyon relance le #NikTonBastionGame - Communiqué du CPABS](#)

Bravo aux camarades lyonnais, une salutation fraternelle depuis Marseille ! Extrait : " *les copaines ont muré le local du Bastion Social Lyon dans la nuit. Après ce lundi noir, lundi de la répression, cette nouvelle nous a fait chaud au coeur. Bravo à elleux ! Participant à une petite visite similaire il y a peu à Marseille, nous devons publier un communiqué. Nous avons décidé un soir de mars de donner des couleurs à leur local marseillais.*"

Quelle belle nouvelle nous apprenons ce matin !

Il pouvait sembler à nombre d'entre nous que le combat antifasciste à Lyon fait face à de grandes difficultés (mais il ne s'agit pas de critiquer le travail des camarades dans de telles conditions), et notamment à une place bien trop forte des fascistes, par trop nombreux, par trop organisés, disposants de locaux et de magasins.

Que nenni ! Voilà qu'à la suite des mouvements locaux contre les ouvertures de lieux fascistes, il semble se dégager une grande compétition nationale : le #NikTonBastionGame !

En effet, les copaines ont muré le local du Bastion Social Lyon dans la nuit. Après ce lundi noir, lundi de la répression, cette nouvelle nous a fait chaud au coeur. Bravo à elleux !

A lire aussi sur Rebellyon.info : [À Lyon, nous avons fermé le Bastion !](#).

Participant à une petite visite similaire il y a peu à Marseille, nous devons publier un communiqué.

Nous avons décidé un soir de mars de donner des couleurs à leur local marseillais. Il nous a suffi de trois bombes de tag, un tournevis, de quoi se masquer, un repérage rapide des alentours pour provoquer quelques petits travaux de peinture à nos amis les fascistes.

Conscients de l'expérience Casapound en Italie, et du développement qu'elle a pu avoir (passant d'un tout petit groupe de moins de 200 personnes en 2003 à un parti revendiquant 25 000 adhérents, des centaines de milliers de fans facebook, des centaines de lieux un peu partout, des agressions à caractère fasciste dans toute l'Italie, et même des morts) ainsi que du rôle de Casapound dans le développement de l'extrême droite violente en Europe, nous avons choisi de résister, dans la joie et la bonne humeur. Ce que nous avons fait, n'importe qui peut le faire. Vous aussi. Il suffit d'un peu de préparation, de bien réfléchir à comment vous menez votre action, aux risques encourus, à votre réaction en fonction des divers scénarios. Pas besoin d'être 40 pour réussir.

En tous cas, cette action en appelle d'autres, et nous sommes heureux de voir les lyonnais relever le niveau d'une telle manière.

*Le Commando Pastaga Anti Bastion Social*

#NikTonBastionGame #LImportantCestDeParticiper #PierreDeCoubertin

161 > 88

Voilà quelques photos, en espérant vous voir nombreux, partout, participer au #NikTonBastionGame



Marseille (à savoir que le « ici pute fn » n'est pas de notre visite et nous avons dû faire avec)  
Lyon

## **ZAD : LES EXPULSIONS CONTINUENT ET S'INTENSIFIENT**

## ALERTE ZAD EXPULSIONS ##



Les expulsions continuent toujours, les flics arrivent en renfort, 50 camions et blindés par la D81, ils attaquent de tous les côtés, notamment dans le centre, à la Saulce, aux Fosses Noires, au Gourbi.

## ALERTE ZAD  
EXPULSIONS ##

Les expulsions continuent toujours, les flics arrivent en renfort, 50 camions et blindés par la D81, ils attaquent de tous les côtés, notamment dans le centre, à la Saulce, aux Fosses Noires, au Gourbi.

# BESOIN DE MONDE SUR PLACE

· Pensez à apporter des choses selon vos possibilités : <https://zad.nadir.org/article515>

· Pensez aussi à (pré)venir à B17 si vous avez de la place dans votre voiture pour y aller, il y a un tableau de covoiturages.

# APPEL A ACTIONS DE SOUTIENS (et pas que?)

Initiez sans arrêts des actions partout chez vous pour emmerder, bloquer, foutre la pression aux pouvoirs.

À NANTES, tous les jours, tant qu'il y aura des expulsions (et des keufs (et leur monde (de merde))) :

+ POINT INFO devant la préfecture toute la journée

+ 18H : RASSEMBLEMENT devant la préfecture

+ 20h30 : ASSEMBLEE GENERALE à B17 pour continuer à imaginer et mettre en place des formes de soutiens.

+ SAMEDI, 16H, PLACE DU CIRQUE : Manif de soutien !

+ DIMANCHE : APPEL À CONVERGER SUR LA ZONE

Copiez/partagez ce message partout sur vos réseaux, mails, parlez-en autour de vous, tout où vous pouvez :  
LES EXPULSIONS NE SONT PAS FINIES ET S'INTENSIFIENT !

A LA ZAD, DANS LES FACS, DANS LES RUES :

NE LAISSONS PAS LA FLICAILLE S'INVITER DANS NOS VIES !



## [Hautes-Corbières, France : Contre le projet de parc éolien – 28 mars 2018](#)

La presse locale nous fait part de quelques bribes de la lutte contre le projet de parc éolien dans la région de Narbonne : mercredi 28 mars 2018 à Davejean, lors d'une réunion organisée par EDF, **le directeur des énergies nouvelles a été contraint de rester plus longtemps que prévu dans ce village en raison de deux pneus crevés**. Par ailleurs, **le mat de mesure servant à recueillir des informations sur la faune à Dernacueille a également été détérioré, plusieurs câbles ayant été coupés**. Des constats de gendarmerie ont été effectués et une plainte a été déposée.



## Il court, il court, le furet...

Ces mardi et mercredi 27 et 28 mars, au moins sept perquisitions ont eu lieu dans quatre villes différentes, Limoges, Toulouse, Ambert et Amiens. Neuf gardes-à-vues ont suivi, entre deux et quatre-vingts heures. Depuis samedi, trois personnes sont placées en détention provisoire. Association de malfaiteurs, bande organisée, destruction par moyens incendiaires voilà les termes des accusations dans un flou judiciaire et un silence glaçant. Les dispositifs de gendarmeries qui se déplacent au petit matin ne passent pas inaperçus, pourtant les réactions sont timides.

Ces mardi et mercredi 27 et 28 mars, au moins sept perquisitions ont eu lieu dans quatre villes différentes, Limoges, Toulouse, Ambert et Amiens. Neuf gardes-à-vues ont suivi, entre deux et quatre-vingts heures. Depuis samedi, trois personnes sont placées en détention provisoire. Association de malfaiteurs, bande organisée, destruction par moyens incendiaires voilà les termes des accusations dans un flou judiciaire et un silence glaçant. Les dispositifs de gendarmeries qui se déplacent au petit matin ne passent pas inaperçus, pourtant les réactions sont timides.

Peut-être est-ce l'habitude de se dire que cela pourrait retomber sur nous, qu'au fond tout cela nous concerne que trop. Pour mieux comprendre, quelques éléments de contexte.

Rappelez-vous, l'état d'urgence était décrété en 2015. Militarisation de la surveillance, fiches S par centaines, un millier de perquisitions, interdictions de manifester et assignations à résidence... On habitue la population à la présence policière et se donne dans le même temps les moyens de réprimer toute forme de contestation. Ainsi l'État de droit qui ne trouve le principe de sa conservation que dans la production d'exceptions à la loi, fait ainsi structurellement de la police cette illégalité-instituée qui lui assure l'extension permanente de son pouvoir.

Malgré cette chape de plomb, au printemps 2016 la résistance à la « loi travail » gagne la rue, refusant une loi de plus leur permettant de nous écraser sans mot dire.

Manifestations, émeutes, blocages et piquets de grève se propagent alors un peu partout. L'institution policière s'invite à Nuit debout, et n'est pas en reste de lamentations. Ils s'indignent qu'on les haïsse, et que cette haine s'intensifie face aux coups de flashballs et aux interpellations. Mai 2016, une voiture de police se retrouve coincée dans une joyeuse marche de plusieurs centaines de personnes après un rassemblement contre les

violences policières. En passant, un fumigène est lancé dans la vitre arrière, l'altercation qui suit fait le tour des médias. Les forces de police sont à cran et enchaînent les arrestations pour association de malfaiteurs, accusation qui tombera d'ailleurs au cours du procès. Plusieurs personnes seront en préventive pendant plusieurs mois, et en septembre, le tribunal 2017 lâche des peines se voulant exemplaires. La solidarité pendant le mouvement continue par la suite malgré le fait que le soutien devient lui-même à charge. Dans ce contexte, des structures de l'institution policière sont prises pour cibles en réponse aux vagues successives d'arrestations, à la criminalisation de toute forme de refus, comme en souvenir de Rémi, Adama, Théo et tant d'autres... Si la police est ainsi prise pour cible, c'est bien parce qu'elle est là pour neutraliser toute contestation effective, tout débordement.

Les stratégies policiaro-judiciaires se renouvellent sans cesse, elles font feu de tout bois, il n'est pas de maison où ne puisse se trouver des preuves de conspiration : « Donnez nous un accusé et nous trouverons l'accusation », disait un tchekiste en 1928. Pour ce faire, les termes des accusations s'adaptent pour prendre de cours nos manières de les déjouer.

Nous savons que tapies dans l'ombre, les enquêtes s'accumulent, les perquisitions traquent et fouinent un peu partout où ça conspire autre chose que l'air vicié du fatalisme et de la productivité.

Nous appelons donc à ce que partout se soulèvent voix, rassemblements, actions, toutes réponses en bonnes et dues formes, à leurs tentatives d'intimidation et contre les mises en détention de ce dernier mois.

« — Qui es-tu donc, Pan ? Cria le capitaine Crochet.

— Je suis la jeunesse, je suis la joie, répondit Peter tout à trac, je suis un petit oiseau sorti de l'œuf.

Cette réponse absurde prouvait néanmoins que Peter n'avait pas la moindre idée de ce qu'il était, ce qui est le degré suprême du bon ton. » »

**Peter pan dans ta gueule !**

## **La D281 fermée et le bal des faux culs ouvert**

Aujourd'hui la D281 qui a été réouverte par l'ACIPA ,dites moi si j'exagère ne serait ce qu'un peu ,est fermée depuis ce matin par les troupes de l'Etat ....

Chapeau bas l'ACIPA vous pouvez tel votre pote "mauvais José"participer à leur Europe ,à leur Monde de Merde !

L'Etat vous tend les bras .Vous entrez dans l'histoire.

Acteur des basses oeuvres devant l'histoire de cette lutte: Un aéroport non ! Sinon le monde qui va avec OUI !

Un monde de fauxculs,qui dégouline d'hypocrisie pauvres asservis que vous êtes !

Votre responsabilité quant aux événements à venir est entière

Voir lien 2

## **La trahison qui vient**

Accusé.e.s d'être parano, puis de voir advenir pire que ce qu'on imaginait, il nous vient l'envie de parler. «On s'est tu trop longtemps» dixit un.e voisin.e.

Ces derniers mois s'est construit l'idée qu'il y'a des occupant.e.s qui dégageront aux expulsions et des autres qui resteront. Il y a bien cette prise de position qui dit qu'on veut négocier pour toute la zad via une entité « commune ». Mais la façade se craquelle et les actes se font attendre. Toute une partie des occupant.e.s (qui se nomment eux-mêmes habitant.te.s) n'est pas inquiète, pas stressée mais plutôt bien occupé.e.s par la négociation pour « construire l'avenir », parce qu'elles savent qu'elles seront de celles qui « restent », qu'elles ont des projets (alternatifs!)

Et puis, après nous avoir tou.te.s trimballé.e.s à un rythme politicien de fou, où l'agenda était autant dicté par l'urgence des pro-négociations que par celle du gouvernement, nous voilà fin mars et on arrive peu préparé.e.s aux menaces d'expulsions. Tant de temps passé à faire avaler la pilule.... « Et là c'est le drame »... Au dernier moment, devant l'annonce du nombre de GM mobilisés pour le 9 avril, ça traverse l'esprit de la petite bande de l'avenir qu'elles seront peut être aussi touché.e.s. Alors pire que leurs indifférence, on a le droit à la panique du dernier moment et encore pire : leur crainte d'être associé.e.s à la mauvaise herbe, et, qui sait, de vivre aussi « l'horreur d'une expulsion ».

Cette réalité qu'elles découvrent, c'est celle que vivent pleins de gens près de la route depuis qu'ils ont été vendu (non, donné!!) pour la paix sociale à ce grand méchant loup d'état, ennemi d'avant-hier, allié potentiel d'hier et peut-être demain bourreau? On ne sait plus, ces veste ont trop de doublures et cette politique manque de fond. Ça a senti bon le neo-agriculteur qui gardera une place grâce au départ des parias, et pas de problème moral à « sacrifier » une partie des occupant.e.s et leurs lieux de vies... ahhh ils sont loin les 6 points (tant mieux!) !!

On sait qui ne sera pas sur la route lundi matin, bien trop crispé.e.s de cette soudaine possibilité « d'en être » (peut-être vous avez aussi en tête que vous n'y seriez pas les bienvenus ?). Mais pas d'illusions, ceux qui ont gagné leurs place pour rester ici ne seront pas les premières victimes de la répression : du soutien du réseau, du média, de l'agri, de la thune pour les avocats, pour cantiner, des solutions de replis... il y a tout cela qui isole la classe moyenne de la base. « Isolé.e.s », loin des solidarités de terrains, imperméables aux enjeux de l'autre.

Et la crainte des expulsions ressentie cette fin de semaine pluvieuse est à la hauteur de ce qu'il y a à perdre matériellement, dommage pour eux, ici certain.e.s luttent et n'ont pas tant à perdre que leurs idées, leur éthique...et n'ont pas d'illusions sur « l'élan de solidarité » pour la reconstruction. Pour sûr il y aura de l'aide ! Mais qui en bénéficiera ?

Et c'est pas si mal si enfin les masques tombent, si l'on voit clairement que ceux qui vont être attaqués en premier par les keufs (et qui le sont déjà d'ailleurs) représentent de simples dommages collatéraux pour la survie ici de ceux qui ont des projets, qui « se bougent », qui « avancent ». Des privilèges à la masse dans ce monde pourri qui poussent aux plus dégueulasses stratégies pour sauvegarder ce qu'on a. Comme par exemple avoir la confiance qu'après quelques jours d'expulsion les soutiens afflueront pour protéger les lieux « emblématiques », les lieux en durs, les lieux qui ont des projets. L'élite locale a bien ça en tête et en tire sa stratégie. Débarrassés des embarrassants, se disant que finalement l'état en restera peut être là, car il aura « gardé la tête haute » en expulsant une partie de la zad afin d'assurer ses engagements. Car c'est bien cet argument qui a été avancé pour lâcher la route des chicanes, celui de permettre à l'état de ne « pas perdre la face » après l'abandon du projet.

2 mois et demi plus tard les expulsions sont imminentes.

Aujourd'hui on vient dans la précipitation mettre 3 barricades devant son quartier, par peur, pour se racheter une conscience, qu'importe ça ne comblera malheureusement pas tout ce temps écoulé depuis l'annonce des expulsions le 17 janvier qui aurait pu nous permettre d'être fort « ensemble » et de se préparer aux expulsions. Pour mémoire ce jour là le gouvernement annonçait la fin d'un projet d'aéroport ET qu'il y aurait des

expulsions, trou ou pas trou dans la route, négoc' ou pas négoc' avec l'état, entité du mouvement ou pas, radicaux ou pas... Il a été répété par l'élite zadienne qu'on faisait la division en ne « comprenant pas les enjeux » d'enlever les chicane de la D281, aujourd'hui on dirait qu'on est pas si pourri en stratégie : ne jamais rien attendre de ses ennemis (n'a t'on pas clamé que l'état était notre ennemi?)..

On sent que le soutien tant promis n'est pas là. Bizarre... mais qui serait donc l'interlocuteur.ice privilégié des comités locaux, des agriculteur.ice.s, des médias ? On lit d'ailleurs dans un article de Ouest (F)rance du 7 avril que les milliers d'anti-aéroports n'iront pas « voler au secours des radicaux » de la zad lors des expulsions. Comment ne pas pointer le groupe presse dans ce qu'ils diffusent depuis des mois (des années ouais!) à propos de la zad? Comment ne pas exploser de rage face aux prises de position des dominant.e.s se dissociant de ceux qu'illes ne peuvent pas contrôler, comme celui sur le débitumage de la route des chicanes (cf A propos de l'interruption des travaux sur la d281, des menaces d'expulsions et de nos engagements communs) ?

On ne défendra pas notre maison, on ira s'opposer à la répression là où elle s'abat. On ne défendra pas la zad mais on s'associera à des personnes avec lesquelles on partage du vécu, des idées, de l'affectif, des envies, des solidarités... Parce que c'est ça qu'on a appris ici, ça qui nous a fait tenir jusque là. Parce que des « habitant-es qui résistent » ont un jour ouvert leurs portes a des gens pas comme eux, marginaux et décalés, pour espérer lutter ensemble. Cette force là ne nous lâchera pas ! Et on luttera contre celles qui sont nos ennemies, contre la récupération des luttes du « bas », contre les privilèges et l'autorité de ceux qui en usent.

Contre le monde qui a besoin d'aéroport et de futurs députés européens

## **Communiqué de bilan d'une journée d'expulsion sur la zad et appel général à se rendre sur place pour stopper l'opération**

L'après-midi se finit dans un bocage asphyxié par les gaz lacrymogènes après déjà de longues heures de résistance face à la destruction d'habitats et fermes de la zad. Au moins 7 lieux de vie collectifs ont péri, avec leurs divers habitats particuliers brisés, leurs ateliers en miettes, leurs jardins piétinés : planchettes, planchouette, lama fâché, noue non plu, youpiyoupi, 100 noms...

L'invasion policière a trouvé face à elle diverses formes de résistance : barricades, barrages de tracteurs, mêlées, personnes se hissant sur les toits, chantant, se tenant dans les bras. Dans les champs, face aux gendarmes mobiles et à leur machines de morts, on trouvait des anciens, des jeunes, des voisins, des paysans, des occupants, des camarades de partout. 6 des soutiens mobilisés sur place ont été blessés et 7 personnes arrêtées. Malgré la disproportion des forces en présence, l'absolue supériorité militaire des gendarmes, un peu de ruse et d'imagination a suffi à mettre deux fois le feu à leurs machines. Le dieu de la boue en a embourbé une autre.

A chaque maison expulsée, brisée par les mâchoires des tractopelles, c'est un pan de la vie ici que l'Etat cherchait à éradiquer, et un pan ferme de colère qui se soulevait en nous. Une colère qui s'est diffusée toute la journée à tous ceux qui scrutaient de plus loin ces événements sans avoir pu encore se rendre sur place. Ils seront désormais de plus en plus nombreux dans les prochains jours si l'opération continue. Ils reviendront en masse pour ne pas laisser sans habitat ceux que l'Etat a cru aujourd'hui expulser du bocage...

La destruction du hangar, des serres et de la bergerie des 100 noms, l'évacuation de ses ânes et de ses moutons a achevé de dévoiler l'hypocrisie absolue de la préfecture, y compris sur sa prétention affichée à conserver les projets agricoles. La préfete en profite pour appuyer sur un chantage abject à propos des autres lieux abritant des projets agricoles : abandonnez la vision collective maintenant ou vous connaîtrez le même sort et les mêmes destructions. La maison des vraies rouges, les jardins maîraicher et médicinal du Rouge et Noir, et bien d'autres



pourraient bien être en ligne de mire demain. En ce qui concerne cette ferme, un référé pour voie de fait va être déposé par Me Hurriet à l'encontre de la Préfecture. Les habitants des 100 noms s'étaient en effet identifiés auprès d'AGO-VINCI et de la préfecture dès 2013, puis de nouveau en 2016 et en 2018. AGO-VINCI l'ont sciemment ignoré et ont bafoué le droit de la manière la plus grossière en refusant de les laisser accéder malgré tout à une procédure nominative d'expulsion. Aujourd'hui encore, l'huissier qui accompagnait l'expulsion de ce lieu a refusé de les laisser accéder au jugement d'expulsion et de leur donner son nom.

Toute la journée de nombreux soutiens se sont déjà manifestés : communiqués et appels de diverses organisations (Sud Rail, Greenpeace, etc), occupation de la mairie à Forcalquier, rassemblements partout en France.

Demain, l'Etat annonce la poursuite des expulsions et de sa volonté d'éradication de l'expérience de la zad. Il faudra les empêcher, s'enraciner, rester. Nous appelons tous ceux qui peuvent à se rendre sur place dès l'aube pour leur faire obstacle. Nous appelons à des mobilisations et réactions déterminées partout ailleurs en France.

La zad restera !

## **Bafouille ouverte aux vrai-e-s occupant-e-s de la ZAD**

A vous, habitant-e-s de la zad qui avez participé aux opérations de nettoyage de la D281, un peu parce que vous vouliez être sympas avec les voisin-e-s qui gagnent du temps à passer par cette route si elle n'est pas toute enchicanée et beaucoup parce que vous vouliez commencer les négociations tout propres, en présentant une face acceptable pour la préfecture parce que vous, vous avez "un vrai projet". Agricole en plus ! Pardon, un "vrai projet agricole" ! Manière peu subtile de dire que vous étiez plus légitimes à rester que, non seulement, celles et ceux qui ont un projet agricole un peu moins "vrai" et surtout que celles et ceux qui n'en ont même pas de projet agricole voire qui n'ont même pas encore compris qu'il fallait en avoir des projets, les con-ne-s ! Faut le faire par les temps qui courent, n'avoir pas encore compris ça !

Les pouilleux/euses de la route, c'est moins grave s'ils sont expulsé-e-s, vous disiez-vous sans doute, iels doivent avoir l'habitude de toute façon, d'être chassé-e-s de partout, ça c'est sûr. Alors ça ne vous a pas dérangé de faire le boulot vous-mêmes quand ça servait votre stratégie de présentabilité et que vous esperiez faire votre beurre (Ah non, vous élevez des moutons) sur le dos de vos voisin-e-s qui n'avaient pas, elles et eux, l'opportunité de jouer la carte du "nous on est pas des méchant-e-s anarchistes-qui-refusent-toute-discussion".

Mais non, aujourd'hui, premier jour du remake des expulsions de la ZAD, je ne suis pas content-e. Je ne me réjoui pas de savoir que vos petites trahisons ne vous ont même pas garanti la place au chaud que vous convoitiez. Non, mais je me dis, merde, y'a vraiment un truc à faire à votre place, ce serait de s'excuser, non ? Ah bien sûr ça ne réparera rien. Ce qui est fait est fait. Mais quand on a marché sur la gueule de ces voisin-e-s en espérant en tirer profit puis qu'après ça, on se fait marcher sur la gueule à notre tour et qu'on réalise alors que c'est violent... Alors, y'a un truc qui s'appelle la décence qui veut qu'on reconnaisse qu'on s'est planté, que si c'est violent pour nous alors c'était violent probablement pour les autres aussi, que ça "ne se fait pas" de marcher sur la gueule de son/sa voisin-e de lutte pour essayer de sauver sa peau (et c'est assez pathétique, surtout quand ça ne marche pas).

Alors présentez des excuses aux personnes qui ont subi les coûts de votre froide stratégie foireuse et pleine de mépris. Ne supposez pas que vous le serez, excusé-e-s. Prenez vos responsabilités, reconnaissez vos erreurs,

reconnaissez leurs conséquences tristement et banalement violentes. Les excuses sont politiques... leurs absences aussi.

Ah et si vous pouviez dire à vos allié-e-s de L'ACIPA et consorts (ces ordures), maintenant que vous l'avez peut-être compris vous-mêmes, qu'une expulsion n'est pas moins grave en fonction de si elles touche des personnes qui élèvent des moutons plutôt que des chiens (comme des "punks à chiens", voyez la référence ?). Que c'est violent et très très laid de regarder les derniers se faire expulser tranquillement après l'avoir appelé de ses vœux pour finalement faire la grosse voix devant les médias quand les premiers sont touché-e-s aussi.

Et c'est surtout très impoli de désigner pour bouc émissaires des personnes qui ont participé à faire en sorte que ton combat réussisse, une fois celui-ci gagné... Alors certes, tu n'aimes pas tes voisin-e-s, ça arrive à plein de gens. Mais certain-e-s ont comme une conscience qui ne les fait pas essayer de s'en débarrasser en appelant le 17. D'autres empêcheraient même les gens du 17 d'emmerder leurs voisin-e-s chiant-e-s, mais ça supposerait d'être dans un genre de dynamique de lutte... Une autre lutte que celle simplement contre un voisinage d'avions.

Quelqu'un qui n'a pas de vrai projet dans la vie.

## **Communiqué du collectif Libérons-Les suite à la sortie de prison d'Antonin B.**

Ce communiqué fait suite à la sortie de prison ce matin d'Antonin B., condamné dans l'affaire de « la voiture de police brûlée du quai Valmy » en septembre 2017.

Antonin est sorti de prison ce matin. Il compte parmi les condamné•es dans l'affaire de « la voiture de police brûlée du quai Valmy » dont le procès s'est tenu en septembre 2017 à Paris. Cette affaire venait alors ponctuer plusieurs mois de mobilisation sociale contre la réforme du code du travail et contre les crimes policiers ; l'instruction visait les secteurs actifs dans la lutte contre la loi travail, présents lors d'une manifestation contre un rassemblement appelé par les syndicats de police place de la République, alors que l'occupation Nuit debout battait son plein.



L'épisode de la voiture de police brûlée, montée en épingle à grands renforts médiatico-policiers, et le procès qui a suivi, ont été un temps fort du spectacle répressif s'abattant sur les personnes ayant participé aux luttes sociales du printemps 2016.

Dépourvues de preuves matérielles, les procédures judiciaires ont mis à contribution tous les dispositifs répressifs octroyés par l'état d'urgence et son climat sécuritaire : assignations à résidence, usage massif du renseignement, témoignages anonymes, détentions provisoires de longue durée, recoupements douteux de clichés de manifestant-e-s et autres barbouzeries.

Cette mystification judiciaire s'est soldée par des peines de prison ferme prononcées contre 6 personnes. Si certaines d'entre elles ont pu être libérées après le procès, étant donné que leurs peines ont été partiellement ou totalement effectuées dans le cadre d'une détention préventive, deux d'entre elles sont restées incarcérées jusqu'à aujourd'hui – tandis que l'un des condamnés est recherché par la justice française.

Le 28 mars 2018, un des camarades incarcérés, Antonin, a pu enfin faire une demande d'aménagement de peine avec PSE (placement sous surveillance électronique). Le 6 avril dernier, la juridiction requise a rendu un avis favorable à cette demande.

Si cette nouvelle est un soulagement pour ses proches et ses camarades, qui pourront le voir à nouveau, après plusieurs mois pendant lesquels on leur a refusé tout permis de visite (à l'exception de sa famille et de sa compagne), elle n'annonce pas la fin des mesures répressives à son encontre.

On le sait, le développement des « bracelets électroniques » constituent bien plus une forme d'externalisation de la prison (surveillance à distance, déplacement surveillés, horaires restrictifs) qu'une libération. Ce système, pudiquement appelé "contrôle judiciaire", constitue désormais une véritable prison hors des murs pour les secteurs populaires visés par l'incarcération de masse. Par ailleurs, cette "libération" ne referme pas la page répressive du printemps 2016. En ce qui concerne l'affaire du quai de Valmy, un camarade reste détenu.

Au-delà, la machine carcérale – comme système de contrainte et de contrôle social d'une part considérable des classes populaires et précaires – continue de broyer des vies dans le silence le plus total. À l'heure d'un nouveau mouvement social, qui met aux prises étudiant•e•s, cheminot•e•s, fonctionnaires, qui porte une dynamique de généralisation des fronts de lutte, à l'heure d'une expulsion programmée de la ZAD de NDDL, à l'heure où des nervis fascistes attaquent les occupations étudiantes avec la complicité des autorités, que des fac sont évacuées par la police, nous n'avons pas fini de dénoncer et de nous battre contre la répression.

Libérons-Les !

## **Appel à maintenir rassemblements, actions, occupations et AG à Paris et partout en France pour la ZAD !**

Après une première journée d'expulsion brutale dans le bocage la résistance là-bas et partout en France continue de se construire ! Intensifions-là !

À Paris, comme ailleurs, appel à se rassembler tous les jours, occuper des lieux de pouvoirs, élaborer des AG massives de convergence pour défendre la ZAD !

Infos et outils de covoiturage pour converger vers la ZAD dès que possible !

À Paris, 500 personnes se sont rassemblées en soutien à la ZAD lundi 9 avril à 18h à Belleville. Malgré la pluie, malgré le dispositif de nasse-distante des flics disposés à chaque rue possible à emprunter, malgré le choc de la dizaine de lieux expulsés et détruits dès la première journée, nous étions là, déterminé-e-s et conscient-e-s qu'une nouvelle phase de la résistance et du combat s'ouvre !

Le soir, à 21h, à la Commune Libre de Tolbiac s'est tenue une AG pleine à craquer pour partager les initiatives et réfléchir à la suite.

Environ 400 personnes, pas mal d'idées et de propositions ont été émises pour les prochains jours pour défendre la ZAD partout, et faire circuler son souffle de vie et d'autonomie pour relier tous les secteurs en lutte !

### **Voici un récapitulatif de quelques idées et rendez-vous proposés à l'issue de l'AG ZAD du 9 avril :**

- 1) Appel à des rassemblements de soutien à la ZAD tous les jours à partir du 9 avril, les lieux seront à déterminer au fur et à mesure !
- 2) Manifs sauvages en tout genre, une première a suivi immédiatement la fin de l'AG du 9 avril, 300 personnes sont parties dans le quartier Tolbiac et sont dispersées autour d'Austerlitz !
- 3) Occupation de la fac de l'EHESS en soutien à la ZAD à partir du 10 avril à 8h, [l'occupation est maintenant en cours donc c'est possible de la rejoindre](#) !
- 4) Mardi 10 avril, 18h, appel à rassemblement de soutien à la Fontaine Saint-Michel ! Faites tourner un maximum, soyons très très nombreux-euses !
- 5) Mercredi 11 avril, jeudi 12 avril, vendredi 13 avril, 18h, rassemblement de soutien, lieu à préciser !
- 6) Mercredi 11 avril, 19h30-20h, après le rassemblement, nouvelle grosse AG d'organisation interluttes en soutien à la ZAD et de convergence avec le mouvement social !  
Lieu à confirmer : Commune Libre de Tolbiac ou fac de Paris 8 occupée.  
Le lieu de la CNT était annoncé auparavant mais vu la situation l'échelle d'organisation et la taille du lieu doivent changer !
- 7) Réflexions pour organiser des bus et des covoiturages pour se rendre massivement aux manifs appelées à Nantes et à la ZAD le week-end qui vient du 14/15 avril, infos à suivre bientôt.

Il est déjà possible d'utiliser, pour auto-organiser des covoiturages en direction de la ZAD, l'outil créé pour Bure, « Bure Carburant », très simple d'utilisation (créer un compte, poster son annonce, mettre un contact, et zou !) ==> <https://covoit.vmc.camp/>

### **Appel à organiser le soutien décentralisé dans la durée :**

Ce petit texte qui fait le point sur la situation est également un appel à ce que partout en France :

- la mobilisation décentralisée s'inscrit dans la durée et appelle à des rassemblements quotidiens. Il ne faut pas sous-estimer à quel point des rassemblements, même symboliques, même non bloquants, même de quelques personnes, sont infiniment précieux et donnent de la force pour résister sur place !  
N'attendons pas d'être des centaines ou des milliers pour agir et n'ayons pas peur, comme on peut entendre parfois, de « l'essoufflement », tentons, essayons, parlons-en autour de nous !
- se doter de lieux d'occupation et d'organisation
- instaurer des AG régulières et transversales pour inscrire la défense de la ZAD dans toutes les luttes qui sont menées par ailleurs, pour élargir le cadre des personnes mobilisées en dépassant l'échelle des comités de soutien pour agréger un maximum de personnes se sentant concerné-e-s !

### **Ne nous laissons pas abattre, pas paralyser, chaque geste compte, chaque action participe à nous renforcer et renforcer la ZAD !**

Ce matin, dans le bocage, les copain-e-s résistent depuis des heures à la progression des flics et de leurs blindés, les barricades détruites se reconstruisent aussi tôt ! Par deux fois un blindé et les flics ont dû reculer en essayant

de charger pour détruire le lieu des Vraies Rouges, sur la route entre Lama Faché et les Fosses Noires ! Dans l'Est, les barricades se montent autour du champ de la discorde ! Tenez-bon, tenons-bon !

**Contacts sur Paris-IDF** : [zadmouvement2018@riseup.net](mailto:zadmouvement2018@riseup.net) / [collectifnddlparisidf@riseup.net](mailto:collectifnddlparisidf@riseup.net) / Liste de discussion [collectifnddlparisidf@lists.riseup.net](mailto:collectifnddlparisidf@lists.riseup.net)

**Infos régulières sur les expulsions et la résistance à la ZAD** : [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org) / Radio Klaxon / [reporterre.net](http://reporterre.net) fait aussi un excellent travail .

## **St Charles : récit des débuts d'une occupation**

Le grand amphithéâtre de la fac de St Charles est occupé par les étudiant.e.s. Retour sur les événements et la dynamique de la mobilisation depuis le début de l'occupation.



Le jeudi 5 avril, les étudiant.e.s mobilisé.e.s contre la loi Vidal/ORE et les attaques macronales ont voté l'occupation du grand amphithéâtre. Immédiatement, les lieux ont été investis avec tout le nécessaire pour que l'occupation puisse durer et s'étendre. Slogans et banderoles ont été posés sur les murs pour redonner un peu de vie à un amphithéâtre depuis trop longtemps austère. Une cuisine collective, une bibliothèque autonome et un atelier artistique ont été installés.

L'organisation du lieu occupé et la lutte au sein de la faculté appartient aux étudiant.e.s. Les assemblées sont décisionnaires, aucun parti politique ou syndicat ne peut revendiquer l'occupation et les prises de décisions. Les personnes encartées ne peuvent pas amener de revendication dans les assemblées au nom de leur syndicat et/ou parti.

En parallèle des liens se tissent avec des organisations extérieures (Sud Educ, El Manba, Manifesten, Cheminot.e.s...) qui apportent leur soutien actif à la mobilisation. Dès les premiers jours divers événements ont lieu : débats, séminaires, projections concerts et autres animent l'amphi.

Lundi soir, un Open Mic (scène ouverte rap) fait résonner la fac. Une centaine de personnes de la manifestation contre l'expulsion de la Notre Dame des Landes arrivent en cortège, passant outre le filtrage des entrées imposé par l'université. St Charles est le seul campus d'Aix-Marseille Université à ne laisser entrer que les étudiant.es et personnel.les sur le site. De ce fait le soutien des personnes extérieures a du mal à parvenir à l'occupation. Le passage en force des personnes s'invitant au concert est venu appliquer concrètement la décision de l'assemblée étudiant.es d'ouvrir l'université à toustes.

L'occupation se renforce, le blocage de l'université est imminent.

**Vive l'occupation les ZAD et les FADA (Facs A Défendre Activement) !**

Des membres des collectifs Pogo sur Macron et Zbeul Rotatif à la Fac

Page facebook de la mobilisation : <https://www.facebook.com/Mobilisati...>



## Des nouvelles ...

résistance: la catapulte

bricolée est installée

**L'équipe medic nous fait**

**part d'un bilan non**

**exhaustif de cette journée**

> **très tendue.**

>

> Au moins une trentaine de personnes ont été traitées au point medic du

> Gourbi, tandis que des

équipes mobiles ont pris en charge des blessures

> légères qui n'ont pas été comptabilisées.

>

> 2 personnes blessées gravement ont dû être évacuées pour être hospitalisées, et 4 personnes ont été traitées pour des blessures jugées sérieuses.

La plupart des blessures ont été causées par des éclats de grenades désenclerclantes (dont au visage ou au thorax), des tirs de LBD (là encore au niveau thoracique), et des tirs tendus de gaz lacrymogènes.

Cette liste ne prend pas en compte l'exposition au très très nombreux gaz lacrymogènes qui ont été tirés toute la journée.

Par ailleurs depuis la fin d'après midi, de nombreux tirs de grenades GLI-F4 (qui avaient par exemple causé la blessure très grave au pied d'un manifestant à Bure en août dernier) ont été remarqués. L'équipe medic signifie sa vive inquiétude pour les jours à venir.

## « Cries de joie et reprise de l'ascendant » – Expulsion ZAD – Jour 2

*Nos envoyés spéciaux Rouen dans la rue relatent le deuxième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin.*

A l'heure où nous écrivons, les explosions des grenades offensives résonnent encore sur toute la ZAD. Les affrontements ont éclaté plus tardivement aujourd'hui, aux alentours de 7 heures du matin. Les barricades, quartiers par quartiers, étaient tenues depuis la veille au soir, afin d'anticiper un déploiement policier sur une autre partie de la zone. Finalement les flics ont décidé de rejouer la partie à partir de là où nous l'avons terminée hier. Toute la nuit les blindés s'étaient chargés de balayer toute tentative de re-barricadage de la D281.

A l'aube, les flics sont déjà déployés sur la route des Fosses Noires. Un front s'ouvre ici. Puis un autre au niveau de la Chèvrerie que les escadrons de gendarmerie n'avaient pas réussi à évacuer la veille. L'affrontement se situe d'emblée sur un autre niveau que la veille, en réaction à la violence de l'expulsion et à la rage liée à la destruction de nos lieux de vies et d'organisation. La Chèvrerie est expulsée dans la matinée, puis détruite.





Parallèlement, sur le front des Fosses Noires, les premiers cocktails molotovs pleuvent et les forces de l'ordre se retrouvent face à des escarmouches toujours plus nombreuses. De plus en plus monde rejoignent la zone et nous sommes maintenant des centaines à tenter de repousser les flics et entraver leur opération, à tel point, que face à la détermination croissante, les lignes reculent ! Les cris de joie retentissent et les opposants reprennent l'ascendant. Un nouveau front se forme au niveau des Vraies rouges, qui est probablement la prochaine cabane prévue à la destruction.

D'énormes barricades sont érigées sur la route, et dans le bois sur le flan droit. Des arbres sont couchés par ralentir le déploiement des forces de l'ordre. Les terrains boisés ne les mettent pas à l'aise : les fenêtres de tirs sont maigres, les lacrymogènes et autres grenades qu'ils n'hésitent pas à envoyer rebondissent régulièrement sur des branches pour finir à leur pied. A maintes reprises, le vent est avec nous. Nous anticipons un certain nombre de leur déploiement et réussions à les repousser.

Sur la route, à une trentaine de mètres de la barricades principales, les GM sont déployés avec leur blindé. Ce dernier, à chacune de ses charges accompagnées d'une vingtaine de flics, essuie des tirs de molotov jaillissant des bosquets ici et là. Dans l'après-midi, les grenades offensives sont tirées chaque minute et la stratégie de l'asphyxie est adoptée : des palais de gaz lacrymogène pleuvent littéralement sur les opposants : ceux des premières lignes comme les soutiens restés plus en arrière. On ne voit pas 1 mètre.

Dans l'après midi, leur stratégie nous apparaît plus clairement. Bien que nous les ayons fait reculer ils n'ont pas vraiment l'intention d'avancer plus en avant vers le centre ZAD, pour le moment. En nous contenant de ce côté là de la D281 et en déployant des GM tout du long, ils peuvent assurer serienement la destruction et le « nettoyage » de tout l'Est.



Quand bien même nous sentons, que matériellement et militairement, les forces de l'ordre ont l'ascendant, cette journée fut une montée en puissance dans la lutte contre l'expulsion et ouvre des possibles pour la mise en déroute de l'opération actuellement menée par le gouvernement. L'harcèlement permanent du dispositif et l'assentiment général parmi les différentes franges d'opposants sur les pratiques de lutte renforce l'idée qu'une résistance tenace est possible. La préfète a par ailleurs annoncée aujourd'hui que le plan d'évacuation de 40 lieux illégaux était rabaissé à 30. Edouard Philippe a rejoint vers 18h une cellule de crise ouverte face à l'opération militaire difficile ! Si le gouvernement ne semble pas vouloir s'enliser dans le conflit bocager, notre objectif est de gagner du temps, rendre leur tâche la plus difficile possible et réussir à converger massivement cette semaine pour défendre la ZAD, se retrouver samedi à Nantes et dimanche sur zone !

L'article « [Cries de joie et reprise de l'ascendant](#) » – [Expulsion ZAD – Jour 2](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

## **Sartrouville (Yvelines) : La caméra prise pour cible avant même son installation**

L'intervention des policiers a peut-être évité la dégradation d'une caméra de vidéosurveillance, à Sartrouville. Dimanche soir, un équipage est intervenu vers 20 h 30, rue de Lakanale, dans le quartier des Indes, pour une odeur de gaz sur la voie publique. A leur arrivée à l'endroit indiqué, les fonctionnaires ont immédiatement remarqué que le pied support d'une caméra de vidéosurveillance de la ville en cours d'installation avait été recouvert de substances inflammables puis incendié. Dans la foulée, un groupe d'individus jetait des pierres dans leur direction, sans faire de blessé. Une pierre a juste atteint le véhicule, faisant un impact sur le toit. Formellement reconnu par les policiers parmi le groupe, un jeune habitant de la commune, âgé de 15 ans, a été interpellé.

Ces travaux visent à installer trois caméras autour du collège Romain-Rolland. « Il n'y a pas encore de mat, précise le maire (LR) de Sartrouville, Pierre Fond. Ce sont simplement des fils électriques qui ont été brûlés ». Selon l' élu, rien ne justifie ces dégradations. Il ne ressent pas de tension particulière aux Indes et pour lui, les agressions sur la police sont difficilement explicables. « Ces travaux de sécurisation doivent certainement en déranger certains dans le quartier. Il est probable que l'installation de ces caméras va rendre visibles des zones jusque-là invisibles comme des points de deal ou d'autres trafics », avance Pierre Fond, avant de se réjouir qu'un suspect a été interpellé par la police après les événements de la nuit.

Par le passé, les installations de vidéoprotection du quartier ont régulièrement été prises pour cibles. En 2012, face à la recrudescence d'actes de vandalisme, la ville avait ainsi décidé l'installation de plaques de plexiglas inspirées des boucliers de policiers pour protéger les caméras des jets de projectiles et autres tirs d'arme à feu.

## **Communiqué d'occupantEs de l'Université de Nanterre du lundi 9 avril**

Hier matin, à l'Université Paris X Nanterre, a eu lieu une intervention policière lors de l'occupation des bâtiments de Sciences Sociales en réaction à la Loi Vidal, mais également à l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes.

Après avoir été repoussés sur le toit d'un bâtiment, la trentaine d'occupantEs ont dû attendre trois heures sous la pluie battante, sans vivres. Une négociation avec les policiers a commencé. Face aux dangers de chutes, ces derniers ne voulaient intervenir. Au terme de ces trois longues heures, la police accède aux requêtes des étudiantEs : deux amphes sont mis à leur disposition, et on nous promet que la police quittera les lieux. C'est alors dans une ambiance chaleureuse que toustes (soutiens présents et occupantEs) se retrouvent dans une salle pour faire une assemblée générale et déjeuner tranquillement. Dans la salle, une petite centaine de personnes se réunissent.

Aux alentours de 15h, les CRS reviennent à la charge et interviennent dans les espaces obtenus précédemment : les accès sont bloqués, et un cordon de CRS se forme à l'entrée de la salle occupée. Dans l'incompréhension la plus totale, on cherche à dialoguer avec elleux. Aucune réponse.

C'est à ce moment qu'une charge violente repousse les occupantEs dans la salle, certainEs sont comprimés, proches de l'asphyxie.

Finalement, les CRS pénètrent dans la salle : tout le monde s'assoit, affichant notre pacifisme. On nous dit qu'aucun mal ne nous sera fait, si nous acceptons de nous rendre unE à unE, en laissant tranquillement notre identité être contrôlée. La raison : « on veut vérifier que vous êtes tous étudiants. »

A cela, nous répondons que c'est à l'administration que nous souhaitons nous adresser, non aux policiers. Cette demande sera ignorée, par la police, comme par l'administration qui ne réagira pas à cette intervention. Cette même administration ayant demandé la fermeture administrative de la faculté, et même de la bibliothèque universitaire alors même que nous sommes en semaine de révisions.

Le refus de donner nos identités est collectif.

Les CRS commencent à prendre de l'espace, resserrant petit à petit l'étau. Les occupantEs se retrouvent confinés au fond de la salle, tentant une chaîne humaine. Un premier petit groupe de CRS forcent quelques étudiantEs à sortir, certainEs sont soulevés par les cheveux.

La violence ne fait qu'augmenter graduellement : des charges de petits groupes de CRS s'attaquent aux étudiantEs assis par terre, sans défense. Ils ont des gazeuses à la main, et n'hésitent pas à donner des coups de pied dans le tas en gazant à bout portant. Tous les sont évacués violemment, certainEs sont tirés par leurs écharpes, complètement étranlés.

Il ne reste plus qu'une quinzaine d'étudiantEs dans la salle. On crie : « On veut sortir, laissez nous sortir ! » mais les charges se succèdent.

En somme, plusieurs copainEs interpellés (une dizaine), beaucoup de blessés (blessures superficielles et graves).

Cette violence n'aurait pu exister si la présidence n'avait pas demandé d'intervention. Or, Mr Balaudé a ouvert grand les portes aux compagnies de CRS sans se soucier du sort de ses étudiantEs, enseignantEs et de son personnel.

Nous exigeons sa démission immédiate, il est intolérable qu'un président de faculté, qui plus est célèbre la commémoration de Mai 68 depuis le début de l'année, permette à la police d'intervenir avec une telle violence au sein même de sa faculté.

Nombreuses sont les images témoignant de la violence inouïe qu'ont subie les étudiantEs, professeurEs, personnel de la faculté de la part des quelques centaines de CRS .

Nous rejoignons l'appel des professeurEs de Nanterre à faire grève demain, en solidarité aux personnes mobilisés aujourd'hui.

Plus que jamais, il est impératif de lutter contre la Loi Vidal et contre l'inacceptable répression des forces de l'ordre dans les facultés.

Nous appelons à rejoindre l'assemblée générale organisée par les professeurEs et personnel de Paris X à la faculté de Nanterre en réponse à la répression policière et administrative qui s'est abattue sur les occupantEs, mardi 10 avril à 10h.

## **Communiqué de soutien d'anciens militants du 22 mars**

En solidarité avec la récente répression à l'université de Nanterre

### **Mieux que Pierre Grappin en 1968, prop/ons les CRS en 2018 !**

Le 26 janvier 1968 le doyen de la faculté de Nanterre Pierre Grappin, dont le nom orne maintenant un amphithéâtre, était le premier à violer les franchises universitaires en appelant la police à l'intérieur des locaux pour mater une poignée d'anarchistes qui y manifestaient.

Mais il jouait là petits bras : l'intervention fut menée par quelques pandores gardiens de la paix en képi qui furent rossés.

L'actuel président de la même université, J.-F. Balaudé se devait de fêter l'anniversaire de mai 68 d'une belle autre manière ! Commémorer comme il l'a fait ne suffisait pas, il fallait que la revanche de l'illustre branlée soit prise, il fallait un autre coup d'éclat, c'est fait.

Le 9 avril 2018 les CRS sont intervenus deux fois, la première pour empêcher les étudiants d'occuper le bâtiment E afin de s'opposer aux nouveaux modes de sélection à l'université « Parcoursup », puis, lors d'une assemblée générale, ils ont matraqué les 150 étudiants qui discutaient de ce sujet et ont procédé à sept arrestations.

Ce ne sont plus cette fois des pandores en képi mais des robocop CRS en armes qui ont ratonné les couloirs de la vieille alma mater, à la poursuite de modernes trublions. Il ne faudra pas attendre 50 ans pour que le Balaudé ait un amphi qui porte son nom.

Au moment où les forces du désordre interviennent à Notre-Dame-des-Landes, chargent vigoureusement les manifestations de salariés, matraquent et expulsent des migrants, nous suggérons que sur l'amphi en question soit inscrit en lettres d'or : « Police partout, justice nulle part », amphi Jean-François Balaudé, ou, au choix de la commission d'attribution : « Tout le monde déteste la police ».

Des anciens de l'ex mouvement du 22 mars,  
parmi lesquels

Alain Lenfant, Jean-Pierre Duteuil, Sonia Fayman, Pierre Ploix, Thierry Lancien, Jacques Rémy, Olivier Dumont, Jean-Christophe Bailly, Hélène Arnold, Daniel Blanchard, Jacques Barda, Anne Querrien, Marino Stourdzé-Giraud, Dominique Gougenheim, Francis Zamponi, Georges Goldman, Isabelle Saint-Saens, Herta Alvarez, Florence Prudhomme, Harry Jancovici, Jean-Jacques Lebel, Jean-Luc Le Douarec, Sylviane Failla, etc.

## **Die (drôme) Occupation de la mairie [mise à jour]**

Depuis une heure, plus de cent personnes sont entrées dans la mairie de Die (Drôme) et ont posé des banderoles aux fenêtres annonçant « ZAD partout ». Depuis ce matin, plus de cent cinquante personnes sont sur la place du marché, se lisent des textes chantent des chants populaires, pour crier haut et fort qu'ils.elles ne sont pas d'accord. Une grande banderole a également été installée sur une des façade de la place « DE LA ZAD AU RAIL, NOS LUTTES N'ONT PAS DE FRONTIÈRES »

L'idée de ce regroupement est de faire convergence entre plusieurs luttes : celles des cheminots, des salariés du rail, des exilé.e.s et des étudiant.e.s au niveau national, et plus localement, la fermeture de la maternité et bientôt du guichet de la gare de la ville, bientôt la gare entière ?!

En soutien à la ZAD, nous ne nous laisserons pas faire !

Communiqué distribué dans la rue et photos en Pièce jointe !!!!

**NON À TOUTES LES EXPULSIONS !**

---

Communiqué du 11 avril 2018, depuis la mairie de Die occupée

Aujourd'hui, mercredi 11 avril, nous, habitantes et habitants de la vallée de la Drôme, occupons la Mairie de Die.

Ce lieu est la maison du Peuple, et c'est ici que nous sommes rassemblé.e.; s pour apporter notre soutien à toutes celles et ceux qui à NDDL résistent.

Nous marquons notre très claire opposition au dispositif policier et militaire qui a été déployé pour anéantir la vie sur la Zad. Une vie qui n'obéit pas aux règles du pouvoir et de l'argent, mais à celle de l'entraide et du partage.

Tout comme la Zad de NDDL, notre territoire rural, comme beaucoup d'autres, est mis à mal par des décisions absurdes et destructrices : fermeture du service IVG et de la maternité, services des urgences et de la Gare menacés, multiplication des contrôles au faciès, grignotage des terres agricoles par des projets inutiles, politique migratoire raciste et inhumaine, assignations à résidence d'exilé.e.s, problèmes d'accès aux logements, casse des services publics en général... Face à ces aberrations et violences brutales, nous appelons à un soulèvement massif pour la dignité humaine. Occupons dès à présent dans chaque ville et village, les lieux de pouvoirs économiques et politiques.

Ensemble, reprenons en main notre pouvoir d'agir, réapproprions-nous nos communs pour que demain fleurissent 36000 communes libres en France.

Signé :

La Commune Libre du Diois

## **Rennes "La Zad vaincra" : compte-rendu de la manif du 9 avril en réponse au début des expulsions**

Comme beaucoup d'autres, l'arrivée des expulsions tant annoncées sur la ZAD nous a rempli.e.s de colère, de peine, de douleur, de voir ces lieux que nous aimons être si vilement saccagés par la machine répressive du nouvel ordre macronien. Et nous avons passé cette dure journée de lundi tendu.e.s vers le rassemblement du soir, appelé de longue date par le Comité ZAD. 18h, Sainte-Anne. Y



trouverons-nous les complices tant espéré.e.s, tou.te.s ceux que cette attaque bouleverse et révolte, ou n'y serons-nous qu'une maigre meute, apeurée par toutes ces compagnies de CRS que l'on nous a promises, et encore échaudée par la violence de la répression qui se déchaîne dans les rues de Rennes depuis le mouvement contre la Loi Travail ?

À 18h, nous sommes 200. Les gens discutent, se donnent les dernières nouvelles de la ZAD, se tiennent chaud. Le ciel est clair, et l'on sent que le printemps est déjà entamé. Le temps passe, tranquillement, et une heure plus tard, nous nous trouvons plus d'un millier. Mine de rien, Sainte-Anne s'est remplie, et l'on y croise toutes sortes de personnes, toutes sortes de drapeaux, mais une même volonté commune, celle de répondre à l'attaque en règle menée contre l'espoir que porte la ZAD, et de défendre notre victoire si chèrement acquise.

Après une longue intervention venant faire le bilan de la journée, et exposant les différents rendez-vous des jours à venir pour mettre la pression sur l'État, les premiers slogans fusent, qui ponctueront toute la manifestation. "La ZAD vivra / la ZAD vaincra / ce qu'ils détruiront / nous le reconstruirons", "Et la ZAD elle est à qui ? Elle est à nous !", "Le 15 avril dans les champs / pour que l'État déchanté", "Monte une équipe de zadistes / démonte une équipe de fascistes", ou encore "Zad partout / police nulle part". Autant de scansions qui viennent rythmer le cortège qui commence à s'ébranler.

Nous savons la police présente massivement, tout autour de la place. Nous décidons de nous engager dans la rue d'Échange, encore libre, pour essayer de rejoindre la Place des Lices par la rue de Dinan. Au bout de

laquelle nous attendait l'inévitable compagnie de CRS, bien déterminée à ne pas nous laisser pénétrer dans ce beau centre-ville, "poumon commercial" de la ville si chère à nos élu.e.s, de peur, peut-être, que nous ne l'égratignons. Pourtant, si nous avons dès le départ fait le deuil de toute possibilité de défiler dans le centre, nous n'en avons néanmoins pas dit notre dernier mot. Remontant la rue de Dinan, puis la rue Legraverend, nous nous sommes engouffré.e.s sur le boulevard de Chézy, à contre-sens, pour retrouver, une nouvelle fois, la route barrée par les mêmes CRS. À notre approche, l'un d'entre eux s'est passablement distingué par le lancer, fort maladroit, de deux grenades lacrymogènes qui nous firent doucement refluer.

En ces temps de luttes sociales intenses dans de nombreux secteurs, nous avons décidé d'un petit clin d'oeil à nos camarades cheminot.e.s en grève. Ainsi, le cortège a remonté le boulevard du 42e Régiment d'Infanterie pour se diriger vers les rails de la halte ferroviaire toute proche. À l'aide du téléphone de service, nous avons fait savoir notre intention de nous engager sur les voies, forçant ainsi une coupure générale d'électricité sur le réseau ferroviaire et arrêtant les quelques trains impudents qui auraient eu le front de vouloir encore circuler par jour de grève. Si une partie du cortège s'est engagée sur les rails, un certain flottement s'est fait sentir, et il a bien fallu se rendre à l'évidence que la majorité des présent.e.s n'étaient pas vraiment à l'aise avec l'idée d'une gentille promenade sur ballast. Après avoir amoncelé divers matériaux de chantier sur les voies, histoire de retarder un peu plus la reprise du train-train quotidien, nous sommes reparti.e.s.

Direction le Mail, cette fois-ci, pour remettre une nouvelle fois la pression sur le centre-ville. Au bout de celui-ci, une importante ligne de CRS nous attendait de pied ferme, barrant la route vers la place de Bretagne et République. Pourtant, nous nous sommes une fois de plus approché.e.s. Sans sommation, les flics ont de nouveau tiré des gaz lacrymogènes dans notre direction. Nous avons ainsi reflué, puis ravancé, puis reflué de nouveau pour ravancer encore, chaque fois un peu plus hardi.e.s. On raconte que quelques projectiles auraient fusé vers les pandores, toujours sous les chants et les slogans. Une petite charge en notre direction acheva de nous convaincre que nous n'étions décidément pas de taille à engager un affrontement direct ce soir-là, et nous a rappelé que nous préférons rentrer tou.te.s sain.e.s et sauvés, sans arrêté.e.s ni blessé.e.s. Un coup de matraque à la tête, provoquant une entaille superficielle du cuir chevelu, fut néanmoins à déplorer.

Afin d'assurer d'une dispersion en bonne et due forme, le cortège s'est ensuite dirigé vers l'université de Rennes 2, où nous savions pouvoir trouver repos et amitié, notamment grâce à la présence de l'amphi B7 occupé. Nous nous sommes ainsi quitté.e.s, fatigué.e.s, avec toujours la rage contre ce déversement de flics enserrant nos vies et nos luttes sans sembler avoir de fin, mais joyeu.x.ses d'avoir vu tant de monde répondre à l'appel de la ZAD. L'espoir qu'elle dissémine semble être contagieux, même dans ces moments durs, et nous sommes reconnaissant.e.s envers ces foules hétéroclites qu'elle semble faire éclore un peu partout. Nous savons que nous nous retrouverons, bientôt, car la semaine est loin d'être encore finie !

**Pour rappel, ce mardi, à 18h, aura lieu à l'université Rennes 2, probablement dans le bâtiment B, une assemblée pour déterminer collectivement les suites à donner à la défense de la ZAD depuis Rennes.** Expansive.info se fera le relais des nouvelles dates et propositions, alors consultez-le sans modération. De plus, un point info sur la situation sur place et un espace pour recueillir des dons en direction de la ZAD se tiendra tous les jours à la Maison de la Grève, 37 rue Legraverend, à partir de mercredi.

**Et bien sûr, faisons en sorte d'être nombreu.x.ses, visibles, et redoutables pour les deux grands rendez-vous de ce week-end : le samedi, à 14h30, place du Cirque à Nantes, et le dimanche, pour la manifestation de réoccupation et de reconstruction sur la zone (plus de détails dans les jours qui viennent).**



## [ZAD] 250 personnes réunies à Rouen contre les expulsions

Au premier soir de l'offensive militaire sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes le lundi 9 avril, un rassemblement au théâtre des arts part en manif sauvage dans les rues de Rouen, suivie de près par les flics.

À partir de 18h, une petite foule se masse près du métro du théâtre des arts. Sur une banderole, on lit : "De la ZAD à la fac : Non aux expulsions".

Sur les visages, la rage, la tristesse. Le réconfort malgré tout de se retrouver là ensemble.

Aujourd'hui, au moins neuf lieux de vie ont été détruits, sous les nuages de gaz lacrymogènes et les coups secs des matraques sur les boucliers. Mais nous ne resterons pas sans rien faire.

Une personne au mégaphone prend la parole pour lire un communiqué de la zad :

Dans le cadre des rencontres entamées par la délégation commune du mouvement avec la préfecture, nous avons annoncé notre volonté d'une prise en charge collective des terres. Le gouvernement a affirmé de son côté qu'il expulserait, à partir du 31 mars, les personnes établies au cours des dix dernières années sur la zad et qui ne rentreraient pas dans un cadre d'occupation légale liée à un « projet agricole ou para-agricole ». Il a convenu que cette occupation légale pourrait se traduire par des « conventions d'occupations précaires » pendant la phase transitoire nécessaire à la mise en place d'un projet pérenne pour l'avenir de la zad. Mais à ce jour, aucune des personnes concernées n'a souhaité répondre aux appels à l'envoi de demandes de conventions d'occupation précaire individuelle. Ce choix partagé ne part pas en soit du refus d'une formalisation légale de l'occupation, mais de la volonté de donner un cadre collectif à cette formalisation.

Pour avancer à ce sujet, nous annonçons donc l'envoi aujourd'hui à la préfecture d'une proposition concrète de convention provisoire collective. Cette convention collective en 3 volets couvre les terres agricoles, les espaces boisés, ainsi que les habitats et bâtis à ce jour pris en charge et entretenus par le mouvement. Cette convention provisoire pourrait être signée dès demain par l'association « pour un avenir commun dans le bocage ». Cette association loi 1901 créée le 27 février regroupe différentes composantes du mouvement et usager.e.s du territoire – habitant.e.s, paysan.ne.s ou voisin.e.s.

Nous proposons aujourd'hui un cadre collectif car nous ne pouvons envisager un tri sélectif de la richesse et de la diversité des projets actuels sur la seule base de ceux qui seraient, individuellement, les plus immédiatement intégrables aux cadres habituels de la chambre d'agriculture. Une convention collective permettra au contraire de pérenniser les différentes activités agricoles, artisanales, sociales ou culturelles à l'œuvre aujourd'hui dans le bocage ainsi que les habitats. Elle privilégie l'organisation collective, solidaire et la connexion entre les différents projets fédérés sous une forme coopérative. Une démarche collective a été entamée en ce sens auprès de la MSA. Une convention collective est la mieux à même d'être en accord avec un modèle agro-écologique systémique qui correspond aux pratiques actuelles et part d'une rotation concertée des usages plutôt que d'un morcellement des parcelles et des activités. C'est ce cadre collectif qui peut assurer le maintien d'une vision du territoire soucieuse des communs, du soin au vivant, d'une vision paysanne et de la place nécessaire aux expérimentations sociales. Elle est cohérente à ce titre à la fois avec la volonté affichée par le gouvernement d'un projet d'agriculture innovant et avec la vision portée à long terme par le mouvement.

Alors qu'une opération policière visant à des destructions d'habitat est annoncée comme imminente, cette convention est aussi une proposition très concrète pour sortir de l'ornière. Nous pensons qu'il est encore temps pour le gouvernement de renoncer à cette logique répressive et absolument contradictoire avec la volonté affichée d'une « évolution sereine et apaisée de la situation ». Les conséquences d'une nouvelle intervention, en terme de destruction d'habitats, d'espaces d'activités et de cultures, de risques humains et de tensions pour tout le voisinage, seraient dramatiques et représenteraient un profond gâchis.

Il est encore possible aujourd'hui pour le gouvernement d'ouvrir un vrai dialogue plutôt que de se lancer dans une nouvelle évacuation policière. La délégation commune du mouvement est dans l'attente d'une nouvelle rencontre au plus vite à la préfecture à ce sujet.

De nombreux flics sont postés aux alentours, sans doute prêts à nous bloquer là. Le cortège décide néanmoins de prendre la poudre d'escampette dans la seule rue dégagée et réussit à se faufiler au centre-ville, tallonné de près par les bleus : une dizaine de fourgons, la BAC, des RG.

On scande "La ZAD vivra !", "La rue est à nous". On distribue des tracts. Certains finissent sur les fenêtres des bus pour en faire profiter les voyageurs. Deux marmots juchés sur des épaules se tiennent la main. Demain, ils continueront de clamer à l'école que ça va pas du tout de détruire les cabanes de la ZAD.

Vers 19h, on se disperse tranquillement. Collomb, tu ne perds rien pour attendre.

## **Vous ne pouvez pas aller tous ensemble au même endroit !**

Récit du rassemblement de réaction à l'expulsion de la zad de Notre-Dame des Landes.

C'est alors que nous nous retrouvâmes corps et âmes devant la préfecture maudite de Dijon ville.

Nous étions environ 300.

Pour soutenir la zad de Notre-dame des Landes en proie à la bleusaille.

Nous étions énérvé·es, mais aussi heureux·ses d'être aussi nombreu·ses, d'horizons si différents.

Après moultés prises de parole,

des [Lentillères](#),

des [étudiant·es](#),

et d'[un texte de la zad](#),

la police a fait face à notre énergie et à notre envie de rejoindre la Carotterie pour organiser la suite et faire des plans machiavéliques.

Quand on part,

Le commissaire : "Vous ne pouvez pas vous déplacer tous ensemble !"

On lui explique qu'on va tous au même endroit...

Le commissaire : "Vous n'avez qu'à vous déplacer par groupe de 10 sur les trottoirs, bien pliés, bien rangés."

On dit non.

Un ravagé du comité traduit les paroles du flic : Alors ce qu'il faut faire, c'est passer le barrage de flic par groupe de dix, et se retrouver au bout de la rue !

Les flics se sentent un peu cons... Y'en a aussi qui se marrent de leur propre bêtise.

Tout d'un coup le barrage devient une passoire.

Nous nous glissons entre les flics "par groupe de dix".

Le blocus étant levé, ce ne sont pas 5 mètres qui sont parcourus avant que nos corps se rejoignent pour partir en cortège jusqu'à la Carotterie.

C'est alors que l'orage éclata. Nous criions "**L'orage arrive, l'insurrection aussi**". Les deux équipes de bac qui nous collaient aux basques sont rentrées dans leur caisse pourrie, on peut dire que ce sont des poules mouillées.

Zad vaincra, zad vivra, o li o li o la,

## **Communiqué de l'assemblée de mercredi à la Wardine après 3 jours d'expulsions**

Appel de la zad aux cheminots, aux étudiant-es, aux grévistes d'Air France, de Carrefour et à toutes celles et ceux qui luttent

### **CONTRE MACRON ET SON MONDE**

Des licenciements consécutifs à la loi travail, de la sélection à l'université à la déportation des immigrés, c'est la même logique étatique qui considère les êtres vivants comme des marchandises, le même bulldozer anti-social qui tente de bousiller nos vies. Pourtant, dans les universités occupées et sur les piquets de grèves, sur la ZAD et dans la rue, la colère monte et éclate. Sur les nombreux fronts de lutte, activés en réaction à la politique-carnage du gouvernement, un besoin urgent se fait sentir : s'unir pour que la peur change de camp.

Ici, dans le bocage de NDDL, la résistance à l'opération militaire prend des airs de guerre civile : destructions de nos lieux de vies, véhicules blindés, survols de drones, maîtres chiens, largage de grenades désencercantes par hélicoptère, exhibitions d'armes à feu et plus de trente blessés hier, probablement le double aujourd'hui, dont plusieurs mutilations irréversibles. Malgré cela, la résistance continue à l'image du mouvement anti-aéroport : joyeuse, déterminée et multiforme. Des caillassages et pique-niques de cheveux gris, des bals de tracteurs aux barricades, d'incendies de tractopelles aux jets de peintures en passant par les ravitaillements des cantines, l'énergie déployée ici tire ses sources de vos solidarités. Celle des riverains, des paysan-nes, des habitant-es historiques, des comités de soutiens locaux et à l'internationale, de tous les renforts plus nombreux chaque heure qui passe. Et savoir que des facs sont occupées, des trains et des avions à l'arrêt, des supermarchés bloqués nous fait nous sentir pris dans un mouvement plus global qui tente de stopper ce gouvernement dans sa course folle vers la catastrophe générale.

Malgré le déchaînement de brutalité absurde de cette opération, qui prouve que ce gouvernement n'a plus que la terreur comme seul argument, il reste certain que nous allons continuer à durer et construire ici. Nous sommes trop nombreu-ses à connaître les chemins, bois et prés du bocage. Nous tirons notre force de toute la rage et l'espoir de tous celles et ceux qui veulent changer ce monde. La ZAD est inexpulsable.

Une fois que seront expulsés les véhicules blindés, les hélicoptères, les fourgons et les 2500 flics de notre bocage chéri, soyez sûr-es qu'on se retrouvera dans vos amphis, piquets de grève et dans la rue pour poursuivre nos combats.

Merci pour vos solidarités, vos luttes et votre diversité.

*L'assemblée de lutte contre les expulsions de la ZAD*

## **« On gaze nos vieux et nos paysans au moment de la digestion » – Expulsion ZAD – Jour 3**

*Nos envoyés spéciaux **Rouen dans la rue** relatent le troisième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin.*

De nouveau, nous sommes réveillés très tôt le matin par les détonations toujours aussi impressionnantes de grandes offensives. Nous n'avons que peu d'infos sur le déroulement des événements tout au long de la nuit. Nous apprenons dans la foulée que jusqu'à tard dans la soirée de mardi à mercredi, peu après la retraite des GM, les survivants de cette longue deuxième journée d'affrontements intenses ont érigées de nouvelles barricades jusqu'au Lama Fâché.

Aux alentours de 8h, au moment où beaucoup de monde commence à converger vers ce point de crispation, les flics sont déployés sur la route face à la barricade fumante, et sur les deux champs voisins. D'un côté des carcasses de caravanes font office d'abri, et de l'autre, des centaines de gens dansent, chantent, jouent au volée, renvoient les lacrymos à la raquette de tennis et envoient parfois quelques bouteilles enflammées. Plusieurs incursions



plus loin le long de la route sont tentées vers les fourgons stationnés, obligeant les GM à sortir et se déployer sur des centaines de mètres, mais leurs drones de surveillance empêchent tout effet de surprise.

En fin de matinée, nous assistons à un tir de LBD40 en pleine tête. La balle aurait touché l'oeil, avec une forte probabilité de perte de la vue. Les flics sont sur les dents et tirent à tout va, autant LBD, gaz et grenades offensives au lanceur. Des grenades explosent ici et là, par surprise et dans le tas.

A midi, un pique-nique est organisée avec les « cheveux blancs » dans le champ face aux Fosses Noires. L'ambiance est au rendez-vous, beaucoup de monde et plus d'une quarantaine de tracteurs se sont joints au banquet. Le soutien massif et pluriel commence à se faire sentir aussi sur zone, remontant le moral de toutes les troupes.



15h. Offensive policière éclairée et brutale : on apprend qu'ils déferlent sur le carrefour de la Saulce avec des dizaines de fourgons et blindés,

et que plusieurs escadrons débarquent à pied sur la Grée. Ils semblent vouloir faire le ménage sur toute la route des Fosses Noires. Le point de crispation qu'ils ont choisi du côté du Lama Fâché n'a pas permis une retraite suffisamment rapide pour la défense de la Saulce. Ils arrivent donc au niveau du pique-nique et l'évacuent sous une pluie de lacrymogènes. Nouvelle erreur de leur part : on gaze nos vieux et nos paysans au moment de la digestion.

Nouveau gros coup au moral en ce mercredi après-midi ensoleillé. Les barricadiers ne perdent pas de temps et renforcent assidument le portail des Lascars face à l'Ambazada, pour prévenir toute intrusion dans le centre



ZAD, Wardine etc. Pendant que les personnes présentes dans le quartier Fosses Noires se font évacuées, un nouveau point de cristallisation se forme au niveau de la Saulce, sur la D81. L'ambulance partisane est contrainte de se replier sur la Rolandière.

L'affrontement durera plusieurs heures et sera d'une violence inouïe. Des grenades lacrymogènes sont envoyées toutes les 10 secondes, et les grenades offensives explosent sans cesse. Les mottes de terre volent à chaque explosion et les cratères se multiplient. Les blessés aussi. Des journalistes auraient été sérieusement atteints.

Nous apprenons qu'à minima, le Dôme du Gourbi est tombé, la Sècherie aussi. Il ne reste quasiment plus que les Fosses Noires dans le quartier des Fosses Noires. Un autre escadron accompagné de blindés nous prend à revert et arrive sur le D81 par les Ardillères. Ils ne resteront qu'une petite heure avant de faire demi-tour. A la tombée de la nuit, leur retraite se dessine. Nous tentons des les repousser et eux se montrent de plus en plus violents. Ils protègent le repli des dizaines de fourgons, engins, et camions de munitions et de militaires bâchés qui retournent en direction de Vigneux. Le convoi se fait harceler et déguerpé rapidement.

Une fois retirés, les gendarmes continuent encore de très loin à tirer. Les opposants encore présents s'avancent et reprennent la Saulce dans un nuage de fumée dense et sous le projecteur de l'hélico de la gendarmerie. Malgré tout, le moment est savoureux. Une barricade s'érige spontanément sur la Saulce sur un sentiment de puissance : la ZAD est toujours debout !



Les déclarations de la préfète sont floues et laissent entendre que pour le moment les destructions sont mises en suspend mais que les forces de l'ordre continueront leurs opérations de déblayage et de maintien de l'ordre. La pression continue de leur côté. Nous ne lâcherons rien et appelons toujours au soutien !

L'article « [On gaze nos vieux et nos paysans au moment de la digestion](#) » – [Expulsion ZAD – Jour 3](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

## Lettre aux journalistes mainstreams

Ceci n'est pas un scoop: les journalistes des grands médias de ce pays de merde continuent, apparemment sans aucune pudeur, de se rapprocher du néan question intégrité! Alors que ce qui est en train de se passer à NDDL est un événement encore jamais vu question répression ultra violente dans ces frontières de merde (j'étais pas là en 68), ils se contentent de le décrire vaguement comme un fait divers de maintien de l'ordre!

Cette mini guerre civile aux forces complètement déséquilibrées, déclarée par l'Etat à un ensemble de personnes qui osent chercher une issue à la décadence globale imposée par le capitalisme, est traitée comme une vulgaire échafourée entre quelques "ultra violents anarcho gauchiste" et de braves et courageux militaires.

Nos pleutres de journalistes reprennent en coeurs les paroles méprisantes et hautaines de ces pourritures de politiciens! Ils taisent le dévoiement de leurs intentions. Ils endorment les masses! Ils taisent le barbarisme des flics sur-armés, sur-équipés, de blindés, d'hélicos, de drones, de tonnes d'armement et de munitions, dont certaines qui contiennent du TNT et qui sont équivalentes à celles qui ont tuées Rémy Fraisse. Ils transforment tout ceci en un spectacle décadent. Illes sont même prêt.e.s à rendre d'éventuels décès en simples dégats colatéraux, et à les faire accepter comme tel à la population!

Descendre si bas pour faire des génuflexion à ce gouvernement reflète bien leur aproche du zéro total question dignité et conscience professionnelle. Honte à vous journalistes de merde! Si vous n'étiez pas là, la terre tournerait bien plus rond, car vous êtes les valets des forces de destruction!

Pour vous, les individu.e.s lambda ont toujours tord lorsqu'ils et elles tentent de s'émanciper de ce système infernal. Lorsqu'ils et elles tentent de se battre contre un anéantissement de la vie et pour plus un peu plus de liberté et de justice! Vous n'êtes rien d'autre que des collabos au service des prédateurs de vies. Même votre liberté propre vous la rejetez loin: cette si fameuse liberté de la presse vous intéresse si peu, qu'on entend quasi jamais parler de vos combats en sa faveur. Là encore votre dignité est nulle!

Le jour ou les flics en tous genres dirigeront ce pays en direct, vous resterez les mêmes: leurs plus proches valets et leur meilleurs délateurs, vendus, traîtres que vous êtes! Tant que vous n'aurez pas pris d'autres routes que celle de votre lâche asservissement, il n'y a qu'une chose à vous dire: Honte à vous journalistes de merde!

## Commes des poulets sans tête ?

[Locales](#) | [grèves](#), [syndicats](#)

Il paraît qu'il se passe quelque chose. Depuis plusieurs semaines, l'autonomie s'agite. Quelques dizaines d'étudiant.es essaient de s'organiser dans les facs au moment où les syndicats organisent des « journées d'action » sporadiques à la SNCF, dans la grande distribution et la fonction publique. Mais une multitude de luttes fait-elle un mouvement ? Peut-être. Pas sûr. Dans tous les cas, le dépassement en nombre et en idée de la situation actuelle ne se fera pas tout seul. Ni sur Facebook.

### **Poing levé et pouce en l'air**

Depuis un moment à Lille, la seule lecture en manif est produite par la CGT et la France Insoumise. N'avons nous plus rien à dire ? Dans les têtes et sur les murs, aucune trace d'une analyse critique. Pas une affiche, pas un tag, ni en ville, ni dans les facs : seuls les écrans nous offrent l'impression d'un printemps agité. Pourtant, des slogans tweettables, ressassés et folkloriques ne suffiront pas à dépasser l'action pour l'action et les manif sans lendemain.



De toute évidence, nous ne sommes pas beaucoup et l'époque est morose. Pour autant, resserrer les rangs doit-il nous interdire d'exprimer nos désaccords ? Que les syndicats soient moribonds doit-il nous interdire de critiquer le contrôle qu'ils opèrent sur la lutte ? Si des délégué.es CGT en appellent aujourd'hui à la convergence des luttes, c'est que la centrale syndicale n'est plus assez puissante pour mener des actions seule. Mais demain, lorsqu'elle avouera sa défaite, gare à celles et ceux qui ne se satisferont pas de miettes et ne voudront pas retourner au turbin. Est-ce aussi cette convergence des luttes tant espérée qui nous réfrène de moufter lorsque dans une assemblée à l'université, un permanent cégétiste vient défendre le besoin que l'État poursuive ses investissements dans le nucléaire ? Et est-ce encore la convergence des luttes qui nous a fait tranquillement défilier le 22 février en compagnie des partisans d'Asselineau et des flics de FO ?

Assurément nous avons des divergences. Et des divergences profondes : sur l'État, sur le travail, sur ce que nous désirons et la manière d'y parvenir... Exprimer nos désaccords ne nous empêche pas d'être solidaires dans la lutte. Toutefois, nous avons besoin que les idées soient débattues pour qu'elles ne restent pas l'apanage des avant-gardes plus ou moins formelles. Nous avons besoin de discussions qui ne soient pas réduites à de la stratégie politicienne pour comprendre ce qu'il se passe actuellement et ne pas rejouer une partition périmée. Courir ensemble d'une action à l'autre ne suffira pas à déterminer ce que nous faisons ensemble.

Ainsi, ne peut-on pas voir dans l'héroïsation de la lutte des cheminot.es le regret de voir disparaître le prolétariat encaserné dans les grands secteurs qui firent le triomphe de la société industrielle ? Qu'est-ce qu'un appel à la grève générale lorsque le travail est si morcelé et précaire qu'aujourd'hui et que beaucoup d'entre nous n'ont aucun espoir ni volonté de trouver un taf qui ne soit pas seulement alimentaire ? Ces questions n'ont rien de triviales. Mais si nous ne nous les posons pas, nous sommes condamné.es à nous agiter comme des poulets sans tête. Ce texte est une invitation.

Quelques anarchistes  
Lille, le 10 avril 2018

## [Du Nord au Sud-Ouest, la seule église qu'illumine...](#)

### **Langon (Gironde) : Tentative d'incendie à l'église**

*Sud-Ouest / mercredi 11 avril 2018*

Les pompiers sont intervenus dimanche soir dans l'église de Langon pour finir d'éteindre **deux départs de feu qui n'ont pas fait de dégâts**. Une enquête a été ouverte.

L'église Saint-Gervais-Saint-Prottais de Langon a été la cible d'actes de malveillance dimanche soir, vers 18 h 45. Deux départs de feu ont été déclenchés.

L'un au niveau des lumignons de l'autel de la Vierge, l'autre à l'entrée de l'église où un cierge allumé a été déposé sur les prospectus en papier installés sur un présentoir en bois.



Selon le père Patrick Faurie, responsable de la paroisse, un homme est entré dans l'église au moment où les flammes s'élevaient. Il a appelé les pompiers et a commencé à éteindre les deux feux avec de l'eau bénite.

Arrivés rapidement sur place, les pompiers ont fini le travail.

Seul le présentoir en bois a été détruit. Le père Patrick Faurie, qui était présent sur place dimanche soir, a porté plainte auprès de la gendarmerie de Langon. Une enquête a été ouverte.

D'une manière générale, le responsable de la paroisse déplore « les problèmes récurrents qu'il y a dans les églises ». Il évoque notamment **des actes de vandalisme particulièrement dégradant, que ce soit à l'église de Langon comme à celle de Toulence. « J'ai déjà trouvé des excréments derrière l'autel et de l'urine dans le bénitier. »**

\*\*\*\*\*

## **Fénay (Côte-d'Or) : Le tabernacle à la hachette**

*extrait du Bien Public / samedi 7 avril 2018*

[...] lundi, **le sanctuaire Notre-Dame de Domois a été vandalisé et profané. Le tabernacle aurait été arraché à coups de hachette et profané. Des hosties ont été retrouvées dispersées au sol et piétinées.** D'autres dégradations ont été constatées : vitraux brisés, sono endommagée, cierge pascal mis en pièce, etc.

\*\*\*\*\*

## **Holque (Nord) : La tortue qui s'alcoolise emmerde le bon dieu**

*Le Journal des Flandres / dimanche 9 avril 2018*

Les faits se sont probablement passés ce week-end du 7 et 8 avril. Un ou plusieurs individus se sont introduits dans l'église du village pour la vandaliser.

Selon les premières constatations, les objets de valeur n'ont pas été dérobés. **De petites dégradations ont été relevées, notamment des tags sur les murs intérieurs de l'édifice.** Des graffitis aux messages absurdes comme : « *la tortue qui s'alcoolise.* »

Ce lundi 9 avril, une enquête a été ouverte par les gendarmes. L'après-midi, ils procédaient aux constatations avec le soutien d'une équipe scientifique venue de Lille pour effectuer des relevés d'empreintes.

This entry was posted in [Anticlérical](#) and tagged [Côte d'or](#), [Fénay](#), [Gironde](#), [Holque](#), [Langon](#), [Nord](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Mercus-Garrabet (Ariège) : Les miradors de chasse tombent**

*La Dépêche / mercredi 11 avril 2018*

Ce week-end, les chasseurs de Mercus-Garrabet, dans l'Ariège, ont fait une découverte contrariante à l'heure de retourner sur le terrain privé sur lequel ils ont l'habitude de s'adonner à la chasse aux sangliers. En parcourant le domaine, qui s'étend du col de Rouy au hameau de Saint-Antoine, ils ont constaté avec colère que **sept de leurs miradors avaient été volontairement détruits,** «



certainement au cours des deux semaines précédentes ». Un acte de vandalisme dont ils ignorent la provenance jusque-là et contre lequel ils ont porté plainte auprès de la gendarmerie.

Mais pour Philippe Estaque, président de l'ACCA de Mercus-Garrabet (Association communale de chasse

agrée), il n'y a que peu de doutes sur le profil des « casseurs » de miradors : « Je ne vois pas d'autres chasseurs faire ça par colère, ce serait d'autant plus stupide que les chasseurs savent très bien que les miradors sont là pour des raisons de sécurité avant tout. On ne se met pas légèrement en hauteur comme ça par plaisir, on le fait pour être en mesure de faire des tirs fichants, c'est-à-dire des tirs dont les balles vont finir par se planter dans le sol à une distance raisonnable. »

Au cours des dernières années, les chasseurs ont, en effet, eu à se conformer à de nombreuses nouvelles règles pour garantir autant que faire se peut la sécurité des uns et des autres. « Aujourd'hui, nous devons respecter une organisation plus stricte que par le passé afin de prendre le minimum de risques. On sait où sont les uns et les autres et on n'a pas le droit de tirer dans un angle inférieur à 30° par rapport à nos voisins ; et nous nous efforçons de faire des tirs fichants, car un tir de carabine peut avoir une portée allant jusqu'à 3 km ; donc si nous faisons un tir tendu, même qui ne va pas vers quelqu'un, il peut y avoir des ricochets, ça peut être dangereux. »

Dans l'esprit de Philippe Estaque, **l'acte doit donc venir d'un groupe de personnes qui sont contre le principe de la chasse. « Notre activité est de moins en moins appréciée. Il y a eu un incident aussi, récemment, du côté de Brat-Bonrepos lors d'une chasse à courre. C'est décourageant et il y a moins de chasseurs qu'auparavant. Un jour, ça posera un problème de régulation au niveau de la faune sauvage »,** s'inquiète le chasseur.

Les dégâts causés sur les sept miradors détruits ont été estimés à **un peu plus de 1 500 €** par l'ACCA de Mercus-Garrabet.

This entry was posted in [Liberté animale](#) and tagged [Ariège](#), [Mercus-Garrabet](#), [miradors](#). Bookmark the [permalink](#).

## **[Crest] Une vague inquiétante ...**

Alors que la manifestation FN s'est retrouvée ridiculisée ce samedi à Valence avec 30 manifestant.e.s pour une centaine de militant.e.s antifascistes, à Crest dans la Drôme, l'ambiance était toute autre.

Le carnaval « sous haute surveillance » comme l'avait annoncé Mr Julien Combelles, journaliste corrompu du Dauphiné Libéré, a été bien entouré. Plus d'une dizaine de camions de CRS, des gendarmes et des gardes mobiles postés à chaque coin de rue, à chaque rond-point, et des mandats de perquisition pour fouiller les voitures arrêtées. À l'inverse, le lendemain, dimanche 8 avril, le rassemblement anti-occupation d'un lieu ouvert en centre ville de Crest, un Centre Social Culturel Autogéré nommé AdvitamDeternam, plutôt constitué de têtes blanches et quelques identitaires lyonnais, n'était que peu surveillé. Pendant que ceux-ci étaient sous « protection », les personnes ayant quitté les lieux se sont fait suivre par les forces de l'ordre, jusqu'au lieu où elles se sont réfugiées. Rappelons que la semaine précédente les menaces de mort et autres intimidations à coup de fusil faites aux occupant.e.s n'avaient absolument alerté personne et certainement pas les flics. Les « bon.ne.s citoyen.ne.s » et leurs acolytes fascistes prônant le respect et la protection de la propriété privée et de la légalité ont donc pu se réapproprier les lieux illégalement en toute tranquillité.

La question de la propriété privée a l'air d'être un sujet sensible pour les locaux - et moins locaux - qui ont pris cet événement en grippe jusqu'à se rassembler. Ces dernières années, la ville de Crest a vu plusieurs structures sociales fermer ou être délocalisées dans les villes adjacentes. Une grande partie de la ville est inoccupée. Ce n'est pas un cas isolé. Pour autant, beaucoup de personnes luttent pour trouver un logement, dorment dans la rue, se démènent chaque jour pour payer des loyers indécentes, alors que ces maisons sont vides !!!

## **Mais qui travaille avec qui ?**

Julien Combelles, le journaliste qui a allumé la mèche, formule que « *la pauvre crestoise qui est propriétaire de ce bien ne dort plus depuis 72h* » (voir article du 4 avril dans le Daubé Libéré), mais la réalité est tout autre.

La maison occupée est vide depuis plus de 7 ans. Cette propriétaire ne vit pas à Crest mais à Poissy. Sa maison ?? Elle n'a jamais habité dedans. Elle en a plusieurs autres, dont une villa luxueuse avec piscine juste au dessus, qui est une des ses résidences secondaires. Ce n'est donc pas une « pauvre crestoise » qui s'est fait « violer son domicile » (repensons au sens de ce mot d'ailleurs ...), mais une personne qui laisse vide ses biens, alors qu'elle pourrait les proposer à la location, bref qui est dans une pure logique spéculative. Le groupe de personnes qui a tenté d'occuper ce lieu, l'a fait pour mettre en lumière qu'il y a bien trop de bâtiments vides, et bien trop peu de propositions en face pour résoudre le problème du mal logement et du manque de structures sociales adéquates. Bien entendu, il n'est pas question d'aller occuper, voler, « violer » des maisons habitées ! Quel en serait l'intérêt ? Nous ne sommes pas face à une situation de vol, mais bien de résistance ... c'est peut-être aussi cela qui crée la situation de ces derniers jours. En parallèle, le carnaval populaire qui a investi la rue ce samedi 7 avril en lieu et place de Crest était effectivement surveillé. La municipalité a mis en œuvre des moyens démesurés pour « encadrer » ce carnaval. Quelles images se dessinent dans la tête des habitant.e.s ?

Lire aussi : [A Crest, ouverture tendue du Centre Social Culturel Autogéré "Ad Vitam Deternam"](#).

« *Un carnaval sous haute surveillance* » déclare Julien Combelles dans le daubé du 6 avril. C'est lui même qui avait attaqué l'événement de l'année passé, en révélant ces fameux chiffres que l'on lit encore aujourd'hui : plus de 10 000€ de dégradations, notamment sur les caméras de vidéosurveillance. Caméra qui ont été recouvertes par des cartons ! Ne nous laissons pas berner. De la même manière que les flics bossent pour les identitaires, les journalistes transmettent la parole des gouvernants véreux. Nous parlons de surveillance ? Qui protège qui ? Quand aucune suite n'est donnée à des intimidations au fusil. Quand dans la soirée, l'un des carnavaliers est passé à tabac par les policiers eux-mêmes, voici la réponse des forces de l'ordre. Cela sans compter les multiples arrestations sans suite. La vocation de ce carnaval : reprendre la rue, se sentir enfin libre de crier, de danser, de rire, sans oppression, sans toute l'oppression qui nous berce chaque jour, sans nous laisser le choix d'autres chemins. La tradition du carnaval l'a pourtant emporté ce samedi 7 avril. Si nos mémoires sont trop courtes, ne laissons ni les identitaires, ni les flics, ni les journalistes donner le ton et raconter ce que bon leur semble. La vague fascisante qui s'est soulevée ces quelques jours ne doit pas rester dans l'ombre. Posons-nous la question : est-elle représentative de ce que voulons donner comme ton à nos vies ? Est elle représentative de la réalité ?

## **Briançon ( Hautes Alpes)une ancienne école est occupée !**

La frontière laisse toujours des femmes, des hommes, des enfants dormir dehors!

occupation de l'ancienne école du Prorel

**Organisons nous ensemble! Déterminé à ne pas se laisser Abattre!**

Petit déjeuner dès ce matin....

faites tourner l'infos

dauphiné libéré 12/04 publié à 11h19

Ce jeudi matin, des agents de la police municipale sont venus constater l'occupation de l'ancienne école. Mardi, ce sont les CRS qui sont intervenus pour évacuer la gare SNCF de Briançon occupée depuis dimanche par une cinquantaine de migrants et leurs soutiens.

## Besançon : La permanence LREM voit noir

Indymedia Nantes / jeudi 13 avril 2018

Au lever du soleil, mercredi 11 avril. La façade toute blanche de la permanence de la députée Fannette Charvier n'a pas le même éclat que d'habitude. Et pour cause:

**Des tags en grosses lettres noires recouvrent la façade de plusieurs mètres de long:**

- « Pour l'ensemble de ton œuvre... PRENDS ZAD DANS TA GUEULE »
- « Macron dégage, résistance et sabotage »
- « ZAD vaincra »

On espère que cette petite action enverra force et courage aux barricadier-e-s du bocage qui résistent aux gendarmes !

*zadvaincra*

This entry was posted in [Antiélectorat](#), [Antitech](#) and tagged [Besançon](#), [Doubs](#), [NDDL](#), [ZAD](#). Bookmark the [permalink](#).

## "La vitrine (presque) grande ouverte"

  publié le vendredi 13 avril 2018 à 11:59 | **Le CCCLZ : Communiqué Contre la Casse de La Zad** |

En écho aux blocages, occupations et actions depuis le début des opérations violentes d'expulsion sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

En soutien à la ZAD et à l'ensemble des personnes qui résistent sur place, et partout contre l'Etat et sa répression policière.

Nous apportons nos coups de marteaux à l'édifice, en informant l'hôtel de Région : "cc, c la zad".

Toi aussi, casse ta région\* : c'est très facile et jouissif !

\* ta mairie, ton conseil départemental, ta préfecture, ta banque, ton assurance, ton Vinci, ta poubelle et même ta police (mais des fois c'est moins facile

Soyons plein.e.s d'inventivité et de détermination !

## Nantes : Action jeudi 12 avril pour la ZAD et contre la métropole

Jeudi 12 avril, 18h : lors du rassemblement devant la préfecture en soutien aux combattants de la ZAD (200 personnes environ). RDV est donné pour une action tranquille et bruyante en soirée, à Nantes, carrière Misery Chantenay, lieu du futur "arbre aux hérons", projet phare de la la métropole dans la suite de l'éléphant et du quartier de l'île de Nantes.

La cible : soirée d'inauguration "Complètement Nantes" - ou autrement dit le bla bla "Nantes se réinvente avec vous. 80 jours de festivités pour découvrir NANTES DEMAIN, dialoguer, expérimenter et se divertir. Une initiative made in Ville de Nantes", Johanna Rolland (mairie de Nantes) qui communique à pleine balle à mi-mandat.

L'objectif : faire du bruit et déployer la banderole "Nantes complètement ZAD. Métropole, ras le bol!!!"

déroulement : Vers 18h45, les gens quittent la préfecture et descendent le cours des 50 otages, encadrés par 2 cordons de CRS et suivis par des fourgons; à 19h à la croisée des tram, le rassemblement se termine tranquillement.

19h45, environ 20 personnes se retrouvent sous une pluie battante place Lechat dans le quartier de Chantenay. les flics ont eu l'info et nous attendent pour nous couper la route. certain arrivent à passer, la plupart non... toujours sous la pluie, le groupe se retrouve à l'entrée de l'événement. On déploie la banderole, on fait du bruit. on tire les gavinelles et s'échauffe avec les gars de la sécurité. Nous n'arrivons pas à entrer. Mais pour avoir été de ceux qui ont circuler normalement, dedans : l'ambiance était plutôt absente et regards interloqués par tant de moyens déployés.

Finalement, nous repartons à pieds vers le centre ville en bloquant la circulation. Mission réussie :)

## **La Roche-sur-Yon : En miettes !**

*Ouest-France / jeudi 12 avril 2018*

Dans la nuit du mercredi 11 au jeudi 12 avril, vers 1 h 30 du matin, les policiers sont alertés d'un acte de vandalisme place de la Vendée. **La vitre du bureau de la permanence parlementaire de Patricia Gallerneau, députée LREM, a été entièrement brisée.** Le rideau de fer étant baissé, les coupables n'ont pas pu entrer dans le local.

« C'est une atteinte à mes fonctions. S'exprimer par la violence ne fait pas partie des valeurs de La République en Marche. S'attaquer à des biens publics est regrettable », déplore la députée.

Une plainte a été déposée et le commissariat indique qu'une enquête est en cours pour retrouver les auteurs de cet acte, notamment grâce à des relevés techniques. [...]

This entry was posted in [Antiélectoral](#) and tagged [La-Roche-Sur-Yon](#), [LREM](#), [Vendée](#). Bookmark the [permalink](#).

## **Notre-Dame-de-Landes : Rien n'est fini**

*NdAtt. : Cet article est la continuation du [précédent](#) dédié à la résistance contre l'expulsion de la ZAD, avec un choix des actions de solidarité qui nous ont plus parlé (la source, s'il y a pas mention différente, est le compte-rendu de [zad.nadir.org](#) du jeudi 12 avril).*

### **Sur la ZAD**

*Vendredi 13 au matin, grosse présence de la gendarmerie, même si hier le gouvernement a annoncé la fin de l'opération d'expulsion de la ZAD. Apparemment il s'agirait d'une opération visant à arrêter des gens.*

« Tiré du communiqué du Parquet de Rennes. La perquisition qui a été menée au lieu-dit « La Grée » a été effectuée dans le cadre de l'enquête ouverte après le tir d'une fusée, mardi, sur un hélicoptère de la gendarmerie. « Plusieurs éléments utiles à l'enquête » ont été saisis, selon la cour d'appel de Rennes. Deux personnes ont en outre été placées en garde à vue ce matin, selon la cour d'appel, « sans lien » avec



l'enquête sur la fusée. L'une a été interpellée à 4 heures pour « faits de violences sur personne dépositaire de l'autorité publique », l'autre pour s'être « ruée sur les gendarmes armé d'un marteau » à 7h30. » (source : [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org) vendredi 13 avril)

*Les blessé.e.s sont nombreux.ses, apparemment environ une centaine, dont certains graves, notamment à cause des grenades de désencerclement et des tirs tendus de lacrymos.*

*Selon la Préfecture, 32 gendarmes auraient été blessés entre lundi et mercredi. Parmi eux, les 4 idiots qui se sont fait mal tous seuls avec une grenade (un a été sérieusement blessé au pied et a dû être amené à l'hosto en hélicoptère – un traitement certainement pas destiné aux personnes qui résistent). Selon les journaux, un gendarme aurait eu le nez cassé par un tir de la catapulte (bien visé !).*

*Mercredi, les journaux faisant état de 11 personnes interpellées. Mais aujourd'hui (vendredi 13) ça risque de monter en flèche. Pour l'instant 4 GAV sont confirmées par la presse.*

\*\*\*\*\*

## **Joli coup**

*extrait de Ouest-France / jeudi 12 avril 2018*

*NdAtt. : Les journaux parlent d'une embuscade sur la RD81, lors de laquelle 3 gendarmes auraient été blessés, avec des brûlures aux jambes. Ils auraient été ciblés par des pierres, une bombe agricole et, disent-ils, peut-être une bouteille d'acide.*

Les défenseurs de la ZAD précisent que « Vers 13h30, plusieurs camions de gendarmes sont arrivés au niveau de [la] barricade. Des gendarmes sont sortis des véhicules et ont fait des sommations, assurent-ils. Il y a eu à ce moment là des échanges de projectiles de part et d'autres. Il ne s'agissait aucunement d'une « embuscade » : cette barricade était visible et survolée à de nombreuses reprises par l'hélicoptère et les drones de la gendarmerie. »

## **Bergerac: solidarité avec les ZAD**

*Indymedia Nantes / vendredi 13 avril 2018*

Action de solidarité au tribunal de Bergerac.

Mardi soir, le tribunal de grande instance de Bergerac a été décoré en solidarité avec les habitant.e.s de la ZAD de NDDL et toutes les victimes de la répression.

Soutien aux copain.e.s en lutte du Chiapas à NDDL, en passant par le Périgord.

\*\*\*\*\*



## **Rennes : Apéro ? Non, mieux une manif sauvage !**

*Ouest-France / vendredi 13 avril 2018*

La soirée, qui avait démarré dans une ambiance conviviale, par un apéro géant, place Saint-Anne, s'est brusquement tendue vers 22 h 15, hier soir, à Rennes. Des jeunes, venus rejoindre les quelque 300

participants à l'apéro de soutien à la ZAD, se sont rassemblés en nombre au bas de la rue d'Échange, derrière **une banderole « Notre-Dame-du-Bayou (nom que se sont donnés les étudiants pro-blocage de Rennes 2) défendons les occupations ».**

Ils ont remonté la rue vers la place Sainte-Anne, certains d'entre eux armés de barres de fer et de pavés. Ils se sont aussi emparés de **barrières sur le chantier du Centre des congrès des Jacobins. Arrivés place Sainte-Anne, ils les ont jetées devant les CRS qui les attendaient. Les jets de gaz lacrymogène ont alors répondu aux jets de bouteilles. L'affrontement a duré une dizaine de minutes, avant dispersion. À 23 h, les CRS étaient toujours en place. [...]**

\*\*\*\*\*

### **Morlaix (Finistère) : Du compost pour le local de LREM et un beau blocage routier**

Lundi 9 avril : Salut, depuis chez nous, la rage est intense et la haine envers le gouvernement ne fait que redoubler. Quelques images à partager avec vous.

Rassemblement devant la mairie de Morlaix ce lundi soir : Une cinquantaine de personnes se sont dirigées vers le local de la députée en marche Sandrine Le Feur, armées de sots de compost, de tristesse et de rage.

Mercredi 11 avril : Le toit de la Bretagne s'enflamme pour la ZAD ! Tôt ce matin, à l'heure où reprennent les affrontements à Notre-Dame-Des-Landes, **une barricade illumine le sommet de Roc'h Tredudon, axe de passage entre Morlaix, Brest et Carhaix.**

Cette action de blocage vient, comme d'autres, porter son soutien à la ZAD, première commune libre de Bretagne, attaquée par les forces armées de l'Etat français. Ils veulent nous enterrer oubliant qu'on est des graines, que la ZAD s'abatte sur eux en déluge de grêle ! Bevet ar ZAD hag ar stourmoù liammet ganti, bevet Breizh dieub hag entanet ! BZH Cramage de Bitum Crew



\*\*\*\*\*

### **Montgenèvre (Hautes-Alpes) : Brève blocage... de la frontière !**

Lundi 09 avril une quarantaine de personnes italo-françaises ont bloqué la frontière de Montgenèvre de 19h00 à 20h00 et ont ainsi glorieusement mobilisé les forces du désordre de la région en soutien au zadistes de Notre Dame des landes. Environ 14 voitures de gendarmerie assistées du PSIG ce qui faisait un effectif d'environ une cinquantaine de personnes casquées et armées pour nous signifier qu'ils sont les seuls à se donner l'autorisation

de bloquer les frontières. Nous leur laissons ce « privilège » dégueulasse et sommes fiers de les avoir dérangés. Multiplions les actions afin de les épuiser !!!!

\*\*\*\*\*

## **Blocage sur la 4 voies N165 Nantes-Vannes**

Ce matin nous sommes quelques personnes à avoir bloqué la voie rapide entre Nantes et Vannes. Nous trouvons que c'est une réponse convenable à la fuite en avant du gouvernement et de la préfecture sur la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes. Rien de plus simple à organiser : quelques gilets jaunes et quelques pneus. Nous affirmons notre soutien aux amis sur la ZAD, et espérons que la déviation engendrée par les embouteillages aura un peu déjanté le dispositif policier et, pourquoi pas, fourni l'occasion à des automobilistes de passer faire un tour sur la ZAD. Nous affirmons notre soutien à tous ceux qui luttent en ce moment, cheminots, étudiants etc et invitons tous ceux qui comme nous ne peuvent pas se rendre sur la ZAD, à multiplier ces petits gestes qui grippent le dispositif policier.

*La bande de roulement Pour un mouvement du soutien Continental Happy Good Year*

\*\*\*\*\*

A **Besançon**, la nuit du 10 au 11 avril, [la permanence de la députée Fannette Charvier](#) (LREM) s'est faite tagguer, entre autre d'un « Pour l'ensemble de ton œuvre... PRENDS ZAD DANS TA GUEULE » et d'un « ZAD vaincra ».

\*\*\*\*\*

## **Montréal (Canada) : Perturbation de la réunion d'En Marche**

*Indymedia Nantes/ vendredi 13 avril 2018*

*Bande de bouffons, vous pensiez vraiment qu'on allait laisser votre petite clique faire son évènement, pendant que vous essayer de détruire tout ce qu'on construit?*

PortéEs par la force de l'appel intergallactique de soutien à la ZAD, nous avons décidé d'intervenir lors d'un 5 à 7 d'En Marche ( et oui, ils viennent nous faire chier jusqu'à Montréal) pour rappeler aux macronistes que l'odeur nauséabonde de la marde qu'ils sèment finira toujours par revenir à leurs narines

Tandis que partout en France le gouvernement macron tente lamentablement de mater les grévistes et d'évacuer nos amiEs sur la ZAD et dans les universités, c'était au tour des crapules d'En Marche de se faire expulser.

Alors que notre arrivée festive et nos chants enjoués ont semblés un temps les réjouir, nous avons été surprisEs de leur froideur lorsqu'ils reçurent bombes puantes, pétards et insultes. Nous les aurions cru plus favorables à l'emploi de la violence à voir comment leur monarque déploie ses chiens contre le mouvement.

Nos vie sont belles et elles méritent qu'on les défende. La résistance est en marche: parce que c'est notre projet!!!!

*Vivelavie*

\*\*\*\*\*

## **Solidarité avec la ZAD depuis le territoire des Wiradjuri, dans l'ainsi-dite Australie**

*reçu par mail / vendredi 13 avril 2018*

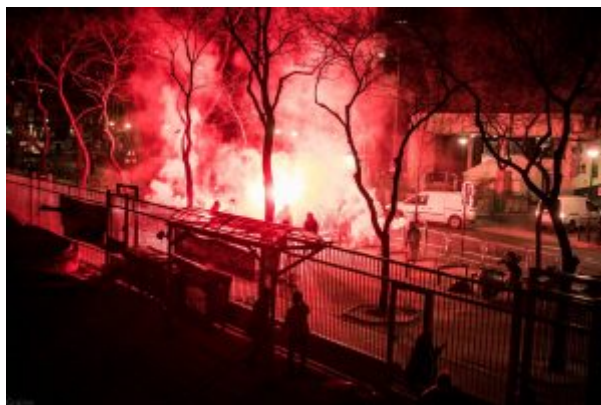
Depuis presque une décennie, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est une zone autonome, libérée de la République française. La zone est en ce moment attaquée par une grosse opération policière qui vise à détruire complètement les semis d'un autre monde possible, un monde libéré de la logique du Capital.

ZAD partout !

## **Paris, France : Le député LREM dégagé de Tolbiac**

[Récapitulatif des luttes dans les facs parisiennes [plus infos disponibles [ici](#)].

Dans la soirée de jeudi 12 avril, les CRS en nombre ont expulsé 200 personnes qui occupaient la Sorbonne en vue d'y tenir une AG, alors que des centaines de personnes étaient devant le bâtiment pour soutenir les occupant.e.s en train d'être expulsé.e.s. Dans le même temps, les CRS se déployaient massivement devant Tolbiac, en blocage illimité depuis début avril. Par crainte d'une expulsion des flics, un appel à venir rejoindre Tolbiac a circulé, rameutant plusieurs centaines de personnes. Finalement, les flics sont repartis. Quelques jours auparavant, un député de la majorité s'est aventuré dans les locaux de l'université occupée. Voici ce qui lui est arrivé:]



Buon Tan, député LREM du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a raconté dans un communiqué, lundi 9 avril, avoir été pris pour cible alors qu'il voulait « établir un échange » avec les occupants de la fac [de Tolbiac] mobilisés dans le cadre des mouvements sociaux. Le parlementaire, qui dit avoir été saisi par « des riverains et des parents inquiets » de ce quartier de Paris, s'est rendu sur place pour « comprendre les revendications des occupants et établir un dialogue constructif » au sujet de la loi Orientation et réussite des étudiants, que les manifestants contestent.

**Buon Tan raconte avoir été « confronté à un refus catégorique de dialoguer, à des jets de projectiles » : sucre, papier toilette, jus de tomate. Il indique également que sa « tablette professionnelle lui a été arrachée et volée ».** « Nous avons apparemment à faire à des individus dont les intentions sont très éloignées de l'intérêt général des étudiants », dénonce l' élu LREM. Qui, manifestement échaudé par son expérience, « invite solennellement les autorités à prendre au plus vite toutes les mesures nécessaires pour débloquer la situation et parvenir à un retour au calme ».

## **« Ne pas baisser la garde » – EXPULSION ZAD – JOUR 4**

*Nos envoyés spéciaux Rouen dans la rue relatent le quatrième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin.*

Toute la nuit encore, l'hélicoptère et parfois deux survolent la zone. Ils maintiennent la pression, c'est une guerre psychologique permanente. Tôt dans la matinée, rien à signaler sur la ZAD. Les gens en profitent pour constater les dégâts effectués la veille par les forces de l'ordre et les machines de chantier. Le dôme du Gourbie est bel et bien à terre : lieu emblématique construit pendant le référendum (et l'événement « refaire un dôme ») en juin 2016 et qui hébergeait jusque là la réunion des habitants et le non-marché. L'isolette est également détruite. Ils viennent, détruisent sans concession, caravanes et affaires personnels comprises. On apprend que l'une des deux quatres voies à proximité de la zone est bloquée dans les deux sens par des barricades de pneus



enflammés. Une action qui semble liée au soutien des opposants, qui a perturbé en tous cas les allées et venues des fourgons de la gendarmerie.

La cantine des Fosses Noires est toujours opérante. Une bonne partie des opposants présents sur zone en profitent pour se restaurer sous les quelques rayons de soleil enfin présents. Une nouvelle fois, la digestion à peine entamée, une alerte est donnée : les flics déboulent sur le carrefour de la Saulce. Sur le chemin pour rejoindre le point de crispation, on aperçoit l'épaisse



fumée noire qui s'échappe de la barricade tout fraîchement enflammée. On apprend dans la foulée que les fourgons de GM ont rebroussé chemin après avoir envoyé quelques grenades lacrymogènes et offensives. Les portes-paroles de la gendarmerie affirment aujourd'hui avoir été victimes d'un guet-apen à ce moment-là, à base de jets de bouteille d'acide. On retiendra la réponse d'un « zadiste » à france-info à ce sujet qui affirme n'avoir pas du tout anticipé cette offensive policière sur la Saulce, et que les manifestants ont simplement défendu la barricade avec le « classique molotov-caillou ».

Avec le départ précipité des forces de police du carrefour de la Saulce, tout le monde s'attend à une diversion et que, comme la veille, ils s'apprêtent à taper vite et autre part. Finalement, c'est de nouveau au niveau de l'intersection route des Fosses/D281, près de Lama fâché que les affrontements reprennent. De la barricade la plus avancée, on aperçoit un camion-grue protégé par un fourgon : une cible évidente pour entraver l'opération. C'est alors qu'un front s'engage pendant plusieurs heures, et dans les champs sur les côtés de la route, sur plusieurs centaines de mètres au Nord et au Sud. Une multitude de groupes harcèlent la lignée de fourgons garés sur la D281, systématiquement défendus par des hommes au sol qui canardent sans cesse. L'hélicoptère et les drones de la gendarmerie leur prêtent main forte. C'est jusqu'à l'heure de la retraite que les affrontements se poursuivent. Les grenades offensives rentissent jusque tard dans la nuit.

De retour sur l'arrière nous apprenons que Macron, doublée de la préfète, annoncent la « fin de l'opération d'expulsion » mais maintiennent la présence policière à des fins de « maintien de l'ordre » et de « déblaiement ». Il apparaît clairement que la résistance large et vivace qui s'est déployée sur la ZAD et ailleurs a rendu compliqué, voir entravé, une bonne partie des plans initiaux de l'opération. L'objectif des lieux à expulser sont passés de 40 à 30 et le gouvernement affirme en avoir frappés 29 en considérant l'objectif atteint. Une comptabilité que l'on peut imaginer très floues : aurait-ils compté des poulaillers ou des cabines de toilettes sèches ?

Toujours est-il que la confiance est reprise du côté du mouvement, qui reste malgré sur sa garde. Un rassemblement de soutien à Rennes part en affrontement urbain à centre-ville.

L'appel à manifester à Nantes samedi et à venir reconstruire la ZAD dimanche est non seulement maintenue, mais d'autant plus important aujourd'hui.



L'article « [Ne pas baisser la garde](#) » – [EXPULSION ZAD – JOUR 4](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

## « L'opération s'embourbe, tout comme les blindés » – EXPULSION ZAD – JOUR 5

*Nos envoyés spéciaux Rouen dans la rue relatent le cinquième jour d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes qui a débuté lundi 9 avril au matin.*

Après quatre jours de résistance intense, de nuits courtes, de lieux détruits, d'affrontements, de blessures, la fatigue se fait ressentir. Elle pèse. Les déclarations de la préfète et celles de Macron tirent les opposants vers une grasse matinée. Mais rien n'y fait, tôt le matin les flics encerclent la Grée : une perquisition à lieu pour rechercher une personne qui aurait tiré une fusée sur un hélicoptère de la gendarmerie. Ils réquisitionnent de nombreux objets et effets personnels, tentent d'obtenir l'identité d'une personne perchée sur le toit, et renoncent.

8h du matin. On apprend que deux arrestations ont eu lieu. C'est la préfecture qui les souhaitait avant sa conférence de presse. Les flics sont déployés à la Saulce et s'avancent vers l'Ambazada et la barricade des Lascars. Ils sont sur la D81 et s'étendent dans la forêt de Rohanne. Ils chargent et réussissent à enfoncer la barricade impressionnante de Lascars, ouvrant la voie pour le chemin de Suez. Le blindé suit et s'embourbe. Un engin de levage a été nécessaire pour l'en sortir.

Les flics stagnent au-delà de la barricade, dans le champ de la Wardine et le long de la forêt de Rohanne. Entre deux salves de lacrymogènes et de grenades offensives, des opposants armés de laser verts éblouissent les flics en faction, ceux armés de LBD ou de lanceurs-cougars les empêchant de viser, et potentiellement blesser comme ils l'entendent. La manoeuvre fonctionne et les sommations d'usage sont doublées de « hé vous, arrêtez avec votre laser, sinon nous ferons usage de grenades assourdissantes » !

Malgré l'ascendant militaire des forces de l'ordre, les GM savent pertinemment que s'enfoncer d'avantage sur le chemin de Suez, c'est engagé un niveau de violence d'autant plus intense, s'exposer à un drame et s'embourber dans un nouveau front à la veille de la manifestation nantaise. Ils se replient, d'abord sur la Saulce et la lignée de fourgon converge vers les Ardillères. Leur retraite, point faible flagrant du dispositif, est de nouveau périlleuse. Des dizaines de manifestants les suivent jusqu'à la Vacherie pour s'assurer de leur retraite, sous une pluie de grenades.

Manifestement, la soi-disante « fin des expulsions » ne signifie pas « fin de l'opération » : les flics marquent leur présence, attaquent les barricades pour libérer les routes, harcèlent les opposants là où ils et là où ils tentent de reconstruire. On apprend que la préfecture souhaite redonner une chance aux occupants pour signer des conventions de régularisation individuelles, simplifiées pour l'occasion, et doivent les rendre sous 10 jours sinon de nouvelles expulsions pourraient avoir lieu. Personne ne semble vouloir céder au chantage. Elle ajoute aussi que la présence des forces de l'ordre sera prolongée pour 3 semaines ou 1 mois, pour « restituer l'état de droit » qui se résume ici à « harceler » les occupants. Pour finir, la préfète laisse entendre aussi que le

rassemblement de reconstruction de dimanche pourrait être interdit. Le directeur de la gendarmerie est en faveur de cette option.

Il y a une importance cruciale à ce que le rendez-vous de dimanche soit massif. Venez avec du matériel de construction, de la nourriture et tout ce qui pourra redonner de la force à la résistance qui se déploie sur la ZAD ces jours-ci et pour le maintien du rapport de force engagé depuis le début de la semaine.

L'article « [L'opération s'embourbe, tout comme les blindés](#) » – [EXPULSION ZAD – JOUR 5](#) est apparu en premier sur [Rouen dans la rue](#).

## **Récits Actions/Rassemblements en solidarité PART 2**

L'Article avec les Récits avant Vendredi 13 au soir sont [ICI](#)

**On recense ici toutes les actions décentralisées/rassemblements de soutien qui sont organisés. Ca nous donne vraiment de la force sur place de voir l'ampleur de la mobilisation. Le fait de voir toutes ces démonstrations de solidarité, de colère et de détermination, doit empêcher la préfète de dormir paisiblement ! SI vous vous organisez par chez vous pour peser dans le rapport de force, faites-nous le savoir à soutienzad (@) riseup.net** ICI sont recensées [les communiqués de soutien](#), ici [les mots de soutien](#) qu'on reçoit par paquets de 1000, et ici [la liste des rassemblements](#)

### **NIORT**

#### **CONCERNANT LE RASSEMBLEMENT DE DIMANCHE 15 AVRIL**

Les conditions que vous connaissez toutes ne nous permettent pas de mettre en œuvre un niveau d'organisation maximal. Voici donc une liste des besoins pour le rassemblement de dimanche sur la zad, la liste sera affinée samedi midi. **Matériaux et outils de construction** Carburant pour les groupes électrogènes (l'électricité est coupée sur une bonne partie de la zone) **En prêt pour la journée :**

Structures et barnums Tables et bancs Groupes électrogènes Systèmes de sonorisation

Merci d'écrire à [zad@riseup.net](mailto:zad@riseup.net) qui transmettra aux personnes concernées.

### **LADIGNAC Haute-Vienne**

Dans l'impossibilité de se joindre à la manifestation prévue le 9 avril devant la Préfecture de Limoges, pour le soutien aux résidents de NDDL, des habitants du sud Haute-Vienne ont décidé de manifester localement à Ladignac le long pour dire non aux expulsions brutales et illégales de militants dont le seul crime est de vouloir faire revivre un terroir autrement que par le bétonnage pour un grand projet inutile.

### **BEAULIEU - Dordogne**

Hier, nous nous sommes réunis pour parler des événements à la ZAD sur la place de Beaulieu sur Dordogne (19)

Nous allions chercher les passants et les faisons venir avec un orgue de Barbarie + jongle. Une caravane de projection qui diffusait des courtes vidéos sur la ZAD afin d'ouvrir les discussions sur "qu'est ce que la ZAD ? Que se passe-t-il actuellement ?".

Une boîte à dons divers a permis de récolter quelques petites choses. Quatre d'entre nous partent cet après-midi vous rejoindre à NDDL.

Les autres se rejoignent à la manifestation de convergence de Figeac à midi aujourd'hui samedi.

On ne lâchera pas ! Merci à tous les zadistes ! La ZAD vivra !

Le comité de soutien de la frontière Corrèze Dordogne

## **COLOGNE**

Zad forever !

This one is for you ! on the fence outside of our place in the Center of cologne. Also posted at our site : <http://wemgehoertdiewelt.blogspot.de/>

Bon Courage.

Wem gehört die Welt

## **BAIONA PAYS BASQUE**

action en ce moment à Baiona Pays Basque à la DDTM. Soutien du Pays Basque !

## **SETE**

dans e moment, samedi 14H

Rassemblement et chants, à Sète on pense à vous !

## **BORDEAUX**

Convergence des luttes à Bordeaux, et blocage économique d'un des gros centres de tri postal de la métropole bordelaise, à Bègles. En soutien aux facteurs en grève, aux cheminots, à la ZAD, et aux Ford... opération réussie, et quelques centaines de milliers d'euros partis en fumées pour quelques heures de retard... ça tient parfois à pas grand chose, leur monde ! Bonne journée à la ZAD !

## **BRUXELLES**

Hier un rassemblement de soutien devant l'ambassade française à Bruxelles s'est fait nasser par les flics. avec photos sur face de bouc : [ici](#) sur indy : [ici](#)

Plein de rage, plein d'amour

## **AUBENAS**

Bonjour à tous !

Quelques photos du soutien à la zad organisé ce matin à aubenas.

Courage à vous !!!!

## **FORCALQUIER**

Hier soir à forcalquier... Coups/rage contre courage Vous êtes trop forts !

## **DIJON**

## **LOCHES**

C'était hier soir jeudi à Loches 37 devant la maison d'état ! Rassemblement comme lundi soir avec en plus tractage... On est avec vous Bravo La zad vivra !!!

## **GRENOBLE**

rassemblement cet après midi devant la mairie de Grenoble pour vous soutenir, vous donner tout le courage et le bon karma que l'on peut de si loin. Des journalistes du Clownistan étaient présents comme le montre cette poignante photo ci-jointe, course dans la marie, discussion avec des élu.e.s furent au programme.

## **RODEZ**

Occupation Rond Point depuis 4H matin

Depuis 4h du matin, nous occupons le grand rond point de Rodez. Puisque l'État poursuit l'évacuation violente de la ZAD de Notre des landes, en détruisant une à une les cabanes, nous avons bâti une cabane au beau milieu du rond point, et nous appelons tous ceux et celles qui veulent se mobiliser contre l'opération policière en cours à Notre Dame à nous rejoindre aujourd'hui avec tentes, palettes, banderoles, pétards, chocolat chaud et parasols. Et tout ce qu'il vous passera par la tête. On est chauds !

Dernière minute : même si nous apprenons que l'opération policière serait suspendue, nous rappelons notre soutien pour les jours et mois à venir !!! Comme nous serons présents tous les jours à venir pour soutenir les cheminots, les étudiants et tous les grévistes et blocages en cours !

Ce matin sur le rond-point, à Rodez des lutins-tines ont fait sortir de terre des cabanes ! Quand le printemps arrive ça fleurit !

## **Montpellier : Comment accommoder le partiel**

Mercredi 11 avril dans l'après-midi, un groupe d'une trentaine de personnes cagoulées, après avoir fracturé trois portes sécurisées, est parvenu à s'introduire dans la pièce où sont stockés les serveurs informatiques de l'université Paul Valéry à Montpellier : les serveurs ont été débranchés, arrachés et/ou coupés.

Ces sabotages ont eu un retentissement jusqu'au sommet de l'Etat. Selon le ministère de l'Enseignement supérieur, ces dégradations n'avaient, a priori, pas d'autre but que d'empêcher la tenue de ces partiels. Mais cet acte de vandalisme a également entraîné la paralysie des services administratifs.

Dans un article du Parisien, en date du 12 avril :

Internet en rade, messageries hors service, logiciels de gestion indisponibles... « Sur ces serveurs, il y a tout : les finances, les ressources humaines, la scolarité, la recherche », énumère Patrick Gilli, qui ignore toutefois si les disques durs ont été touchés. « Un diagnostic est en cours, indique-t-il encore. Quoi qu'il en soit, les données ne devraient pas être affectées, puisqu'il y a des sauvegardes quotidiennes. ».

Dans la matinée, environ 200 personnels et enseignants se sont réunis autour de lui, près de la Maison des étudiants de Montpellier, pour dénoncer un « sabotage de l'outil de travail » et demander une « récupération pacifique » du campus.

[Repris de [Sans Attendre Demain.](#)]

## **ZAD : Rien n'est fini, tout recommence !**

Plus de 20 lieux ont été détruits, 148 personnes blessées, plus d'une dizaine de personnes arrêtées. Cette opération est une tentative d'élimination de notre mode de vie collectif. Le gouvernement, tout en proclamant l'état de droit, utilise des moyens illégaux dans une offensive surviolente. Comme il prétend œuvrer pour le respect de l'environnement, tout en déversant des litres de lacrymo dans les champs.

On ne compte plus les mensonges de la préfète. Dernier en date, l'annonce de la fin des opérations jeudi 12 au soir, alors que 95 fourgons attaquent la zad le lendemain matin même.

Tous ces coups bas n'altèrent en rien notre volonté à résister et à occuper les lieux. Déjà, de partout, les actions de solidarité se multiplient : blocages, rassemblements, occupations... Sur place on est de plus en plus nombreux.ses à tenir le rapport de force face aux gendarmes qui commencent déjà à s'embourber et à essayer de sacrés échecs sur le terrain. Tous ces soutiens font chaud au cœur et nous sommes plus que jamais déterminé.e.s à rester ici pour développer nos projets de vie avec ou sans légalité.

La préfète a d'ores et déjà annoncé sa volonté de reprendre les négociations avec le mouvement en proposant un nouveau rendez-vous avec la délégation intercomposante. Dans les circonstances actuelles où les menaces d'intervention policières sont toujours présentes, il nous paraît très difficile d'envisager la reprise du dialogue.

Nous avons conscience qu'à la fin de la trêve d'hiver, de nombreuses personnes ont été expulsées ou vont l'être ces prochaines semaines, moins médiatiquement, et nous tenons à leur exprimer tout notre soutien.

Ces événements ont lieu dans un contexte de mobilisation générale nationale où toutes ces luttes se renforcent et s'additionnent dans le rapport de force face à l'état.

**Aujourd'hui, samedi 14 avril, nous appelons à rejoindre en masse la manifestation de 16h30 place du cirque à Nantes.**

**Et ce dimanche 15 avril nous appelons à venir nombreux.ses reconstruire les habitats saccagés.**

Rien n'est fini, tout recommence !

*Des occupant.e.s*

## **Répression en cours : dernières nouvelles des arrestations du 28 mars à Ambert**

Depuis le 27 mars, de multiples perquisitions, arrestations et incarcérations touchent des anarchistes et assimilés, dans toute la France (Ambert, Amiens, Limoges, et Toulouse pour le moment). Quelques nouvelles des deux compagnons arrêtés à Ambert puis incarcérés.

Un court article pour partager les dernières nouvelles des deux personnes en détention provisoire suite à la vague de perquisitions du 28 mars dernier à Ambert. La situation de détentions provisoires pour des faits qu'on ne connaît même pas encore nous met dans un embarras qui se traduit dans ce texte.

- Les informations initiales étaient erronées. Il semblerait que les deux personnes en détention provisoire sont incarcérées pour une durée « pouvant aller jusqu'à 4 ans », ce qui laisse penser que l'instruction en



cours est une instruction criminelle et non correctionnelle, contrairement à ce que pouvaient laisser penser les premières informations sur la question.

- Pour ce qui est des chefs d'inculpation, il s'agirait de dégradation et/ou tentative de dégradation en bande organisée. Celui d'association de malfaiteurs aurait été ajouté (qui est un crime à part entière contrairement à la bande organisée qui est une circonstance aggravante). Ces chefs d'inculpation sont évidemment susceptibles de bouger au cours de l'enquête. Le seul fait dont on sait quelque chose serait l'incendie d'une voiture de société à Ambert il y a environ un an.
- Une personne est en taule à Montluçon, l'autre est à Riom. On sait pas encore ce qu'il en est pour les numéros d'écrou, en attendant on peut écrire à [ambertetcontretout@riseup.net](mailto:ambertetcontretout@riseup.net), on transmettra comme on pourra. On a une clé PGP téléchargeable pendant un mois ici : <https://dl.poivron.org/qno5qbogdhoqiz6oacnz-wvlk6k75djsossac>. C'est bien d'utiliser PGP.

Un petit mot aussi pour rappeler que la solidarité c'est très important, et ce, sous toutes ses formes. Et qu'on en a rien à foutre de savoir si ces deux personnes sont coupables ou innocentes.

Enfin, ni ce texte ni les personnes qui l'écrivent ne représentent un quelconque « groupe » de « proches » des prisonniers, et encore moins les prisonniers eux-mêmes.

Force et solidarité à toutes les personnes concernées par ces opérations de répression, à celles qui sont en taule tout d'abord mais aussi à celles qui courent toujours.

des gens

## On est allé à la CN-neu-neu pour que vous n'ayez pas à y aller

Camarade ! Je n'apprends rien à personne lors que je dis que des choses se passent un peu partout en France au sujet de la loi ORE (mais si tu sais, cette loi vide au sujet de la sélection), mais pourquoi pas réunir toutes ces initiatives individuelles et locales pour en faire un mouvement commun et cohérent ? Lumineux ! On retrouverait toutes les facs en lutte, chacun-e pourrait s'exprimer, de manière égale, indépendamment de son appartenance à un parti ou un syndicat, avec des débats profonds et animés. Mais voilà, dans la réalité c'était un fiasco total et ça n'a abouti à rien.

C'est peut être toujours un peu confus, alors venons en aux faits : **samedi 7, Nanterre**, c'est le débarquement : on arrive avec une dizaine de « représentant-e-s » du blocage de Nancy, à la rencontre des autres villes, le cœur gai, on s'attendrait presque à changer le monde mais au espère surtout avoir des échanges riches qui pourront aider le mouvement considérablement. Cet événement porte le nom de « CNE » pour « **coordination nationale des étudiant-e-s** », nous l'avons rebaptisé « CN-neu-neu » pour des raisons évidentes de seum. On y reviendra. Le but de la CN-neu-neu donc, est de trouver un accord et une direction commune, concrète, à communiquer, pour rendre nos revendications claires et harmonieuses.

**Ô rage ô désespoir, ô syndicaux ennemis.** Pour faire simple : la tribune a été conservée, ce qui ne nous a pas beaucoup plu, mais soit, on fait avec, si encore la parole et sa répartition avaient été cohérentes et bien menées : l'ordre du jour est trop long, beaucoup de temps perdu, on vote à l'aveugle, sans débat, on décide de faire une nuit blanche -ça leur paraissait réellement judicieux-, on passe 2h à présenter chaque fac avec un temps de parole de 5min chronométrées, personne ne s'écoute, pas possible de rebondir en raison du chronomètre, de répondre instantanément, non il faut s'inscrire, attendre son moment pour passer, **aucune interaction n'est possible**, tout est tellement encadré, ordonné et lors que tu passes, tu ne peux pas répondre aux autres, c'est un réel monologue, ça valait le coup de faire 4h de voyage pour ça.

Les suggestions (motions à voter) prennent aussi facilement 3h : encore une fois, tu t'inscris, tu passes, tu énumères les choses qui te semblent importantes, aucune réaction du public et pas le temps de donner des arguments ce qui donne juste une grosse liste, avec les revendications de chaque fac, qui souvent sont les mêmes, donc il y a beaucoup de répétitions et c'est une perte de temps incroyable. Au moment du vote (encore plusieurs heures), on revient sur chaque motion, il n'y a pas vraiment d'échange, pas de possibilité de débat en raison du cadre rigide donc une majorité des motions sont rejetées car les « ne prend pas part au vote » l'emportent. En effet, dur de voter quand on ne donne aucun argument.

On passera également sur le manque de neutralité de la tribune, qui lors que certains avaient des réclamations sur l'organisation digne de **tortionnaires bureaucratiques**, on leur répondait simplement « il est temps de passer au vote », ou « on passe à la suite ». Une autre raison qui rendait le dialogue et l'union impossible : les représentant-e-s étaient très majoritairement syndiquée-s ou membres de partis politiques, c'est cela qu'ils venaient défendre avant tout, avant même de penser à une direction commune. Certaines personnalités étaient particulièrement carriéristes et n'avaient qu'une ambition : être nommé-e pour le porte-parolat. Certaines suspensions supposent que les syndicats et partis présents craignant que cette association de nos forces, fasse de l'ombre à leur organisation particulière. Ce qui me fait penser à cette phrase :

« Toutes les fois où j'examinerai n'importe quel problème politique ou social, je m'engage à oublier absolument [...] que je suis membre de tel groupe, et à me préoccuper exclusivement de discerner le bien public et la justice »

critique de Simone Weil adressée aux partis politiques.

**Lors que l'on est préoccupé-e par son intérêt propre, la mise en commun est impossible**, on adopte des mécanismes automatiques, propres à notre groupe, qui nous font réfléchir moins. Je conseille en particulier la lecture de « *Note sur la suppression générale des partis politiques* », dont le propos ne convient que trop bien au contexte de la CNE. (si vous venez en A028 on vous le prête, promis).

Il y avait aussi de grandes disparités dans les actions des différentes facultés et leur capacités : l'immense majorité avaient seulement conduit des Assemblées Générales, qui regroupaient entre 50 et 100 personnes, c'était d'ailleurs de cas de Nanterre qui organisait et qui menait la tribune. Face à eux, rappelons que nous rassemblions la semaine dernière, 1500 personnes, sans tribune, sur la pelouse de la fac, sans débordement et avec une prise de parole libre et tournante. Les facs bloquées (Toulouse, Montpellier, Tolbiac, Nancy) étaient minoritaires en nombre, nous avons appris plus tard que nombreuses étaient celles qui avaient **volontairement boycotté** la CN neu-neu (ex : Lille).

Notre objectif en nous déplaçant à Paris était avant tout d'**établir des contacts**, en plus de définir une direction commune, finalement la distance entre le discours en privé et la prise de parole publique de certains, nous laisse songeur quant à notre envie imminente de reprendre contact. Nous avons néanmoins pris quelques numéros, pour s'organiser. En effet les personnes présentes à la CNE, ne sont pas celles qui sont dans l'action, mais dans le phrasé. Le blabla bureaucrate ne nous intéressant pas, nous nous adresserons aux personnes réellement actives et de bonne volonté, des régions alentours.

Nous passerons également sur l'absurdité de ne pas dormir et de débattre de 19h à 8h du matin, nous encourageant à boire beaucoup de thé et de café. Le repas « pris en charge » coûtait une fois sur place, 1€ pour un plat de coquillettes (rappelons que tout le voyage était à nos frais), de même pour la nuit : partant du principe qu'on se trouvait dans un amphithéâtre, l'endroit pour dormir était tout trouvé, mais nous n'avions ni matériel ni temps pour cela, car l'ordre du jour a duré jusqu'au petit matin.

**Brièvement, qu'est ce que la CN-neu-neu nous a apporté ?** En un mot : **rien**, au mieux une expérience d'une première impasse politique, une critique de ce que peut donner la bureaucratie syndicale et partisane dans son

application la plus stricte, une liste longue comme le bras de modalités inutiles et rejetées, un taux de théine très élevé, des gueules de zombies, beaucoup de colère et d'incompréhension. De même, ils n'en étaient pas à leur coup d'essai et il y a eu plusieurs CNE dans les semaines précédentes, des bruits de couloirs disent que celle-ci était loin d'être la pire. En bref, la CNE cumule auto-sabotage, maltraitance, blabla opportuniste et carriériste, manque évident d'adaptation dans l'organisation, aucun débat, nous en ressortons donc bredouille et ne retenteront plus l'expérience. Néanmoins ce n'est pas pour cela que nous souhaitons couper les ponts avec les initiatives locales disparates dans la France entière, **les contacts se feront, mais sans la CNE.**

## **Rap ta RTE #vitrinebrisée**

contexte : élec coupée à la zad, élec en squat = galères

hier on a fait un coucou à EDF et sa copine RTE réseau transports électricité

On répond aux invitations à péter la ville parce qu'on est vénères

sur l'instru de ton choix :

L'élec c'est trop cher alors entend notre colère

On est grave dans la misère, enchaînéEs aux contrats précaires

Tout ce qu'on veut c'est de l'air, toi tu nous vends du nucléaire

Le même que pour tes guerres, cher Ministère

Le même qu'à Bure t'enterres, ah non le hiboux déters gardent le terter !

A tous nos destinaires... 2018... On prépare ta ruine à coups de brise-vitrine.

Signé : R.

R comme Rien à Déclarer

R car tu sers à R quand tu coupes l'élec

R comme radicaliséEs par la ZAD

## **Crest, France : Ville repeinte à temps pour carnaval – 7 avril**

**Dans la nuit précédant le carnaval, samedi 7 avril, la ville de Crest a été repeinte de slogans contre l'autorité locale, les flics, etc...**

Parmi eux : « Commune libre de Crest », « 1 flic, 1balle », « Squat ta ville », « ACAB » mais aussi d'autres inscriptions prenant directement le maire de la ville pour cible (que la presse locale prend soin de ne pas citer).

Au total, une vingtaine d'inscriptions ont fleuri sur les murs du cimetière, de la médiathèque et sur plusieurs façades du centre-ville.

Si cette année, les autorités locales\* ont déployé les gros moyens pour surveiller le carnaval, [l'édition 2017 avait connu un peu de tumulte.](#)

**NdSAD:**

**\*le maire n'est autre que le Républicain Hervé Mariton**

## **Aujourd'hui, samedi 14 avril 2018, l'électricité n'était toujours pas rétablie, et ce jusqu'à nouvel ordre de la préfecture.**

Aujourd'hui, samedi 14 avril, l'électricité n'était toujours pas rétablie, et ce jusqu'à nouvel ordre de la préfecture.

Certains foyers hors zone se sont vus fournir des groupes électrogènes, mais au moins un d'entre eux est tombé en panne après moins de 24 heures.

Ce sont donc des dizaines de personnes et de familles dans le noir, certaines sans chauffage et sans eau car les pompes pour tirer l'eau des puits sont en panne. Des poussins sont morts à cause de l'arrêt des couveuses, de la nourriture a été gâchée dans les congélateurs. Certains lieux n'ont plus accès à l'eau car les pompes sur les puits ne peuvent plus être utilisées. Pour des témoignages, nous pouvons vous mettre en contact avec des personnes concernées par les coupures.

Nous dénonçons ces tactiques dignes d'occupation militaire, imposant des punitions collectives même sur des personnes n'ayant d'autre tort que d'être restées vivre dans ce bocage. Derrière le discours sur l'arrêt des expulsions, la pression continue par tous les moyens pour faire partir les habitant.e.s de la zad, les empêcher de vivre et s'organiser.

— Liste de communication de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes. 06.95.06.81.49  
zadcontactpresse@riseup.net

Zone A defendre - <http://zad.nadir.org/>

## **Récits Samedi 14 Avril**

### **AUBENAS**

Après une matinée d'information ce matin sur le marché d'Aubenas(07), je vous envoie une petite photo ainsi qu'un poème pour vous soutenir. Ne pouvant être là physiquement je suis avec vous et vous soutiens comme je peux.

zad partout

### **FOIX**

d'autres camarades préparent un communiqué suite à l'occupation du château de Foix qui s'est déroulée tout à l'heure en fanfare ; nous avons improvisé une AG sur la plate-forme tout là-haut pour élargir nos visions et assembler nos points de vue ; puis nous sommes reparti-es sans heurts, chantant en sauvages dans les rues du centre-ville // d'autres actions à suivre - force&bizoux

### **LANCON DE PROVENCE**

Aujourd'hui nous étions une cinquantaine de copains copines rassemblées à Lançon de Provence, l'un des péages les plus gigantissimes que connaisse l'univers.

On compte encore les pièces (et les biftons) mais sachez qu'une jolie cagnotte va arriver jusqu'à vous dans les prochains jours.

De nombreux départs ont été organisés la semaine passée, et nous qui sommes restés pour arroser les jardins, sommes très heureux d'avoir pu mobiliser un certain nombre de bleus, dédésinformé les auditerus-trices du 107.7 Hz local, et nous sentir un peu plus proche de vous.

"On sème toujours", non ?

## **PLOERMEL**

Récit de l'après midi du vendredi 13 avril à Ploermel.

Nous étions une trentaine de soutiens à la ZAD à s'être retrouvés vers 15h à Ploermel pour se rendre au local de Paul Molac, député LREM. Arrivés sur les lieux Paul Molac était présent ainsi que deux autres personnes. Nous nous sommes rassemblés dans son bureau afin de lui lire cette lettre ouverte :

Puisque vous ne brisez pas le silence... : lettre ouverte au député Paul Molac

Motus... Comment interpréter l'absence totale de réaction face aux événements qui ont eu lieu cette semaine sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ? Vous vous étiez positionné contre le projet d'aéroport : mais n'est-ce pas la force collective, reniée aujourd'hui, qui en avait permis l'abandon ? A moins qu'il ne se soit agit que d'une marotte de campagne électorale ?

Comment accepter la violence d'État dont il a été utilisé cette semaine, sans rien dire ? Comment accepter la destruction d'habitats individuels et collectifs, construits au long des années avec entrain et détermination contre le projet d'aéroport, sans rien dire ? Comment accepter le saccage de lieux de productions agricoles, sans rien dire ? Comment accepter la négation de projets collectifs d'expérimentation sociale, sans rien dire ? Comment accepter les mensonges et le non-respect de la parole donnée, sans rien dire ?

Une allégeance sans faille au parti du gouvernement ? L'indifférence pour un projet trop lointain, qui ne concerne en rien la Bretagne ? La peur de perdre le peu de crédit qu'il vous reste encore ? Auprès de qui ?

Oui, nous venons aujourd'hui vous expulser « avec mesure et fermeté », pour non-assistance à personnes en danger. Nous demandons le départ immédiat des gendarmes et autres bleus de la zone, le gel des terres de la ZAD et le temps à la mise en place d'une gestion collective de ce bocage, préservé de haute lutte.

Après cette lecture nous avons commencé à sortir le mobilier du local sur la rue. L'idée de notre côté était que tout se déroule dans le calme. C'était une action symbolique qui ne devait durer que quelques minutes. Mais immédiatement Paul Molac ainsi que les 2 autres personnes présentes se sont violemment emportés, allant jusqu'à agripper un de nos camarade. Le ton est monté très vite de leur côté. Nous avons donc décidé de quitter les lieux ensemble pour éviter tout débordement. Nous avons fait ce que nous voulions ; sortir des meubles, lire cette lettre à Paul Molac et nous ne souhaitons pas aller plus loin. Mais au moment de repartir en cortège Christophe Nayl, attaché parlementaire présent, nous a suivi dans les rues en nous filmant et en appelant les gendarmes. Il les a appelés pour des faits de vol et dégradations causés par un groupe de trente personnes... Nous avons décidé de rester ensemble en essayant d'échapper à sa vue, mais quelques rues plus loin les gendarmes nous ont rattrapés. Nous étions arrivés place du marché, plusieurs voitures ainsi que des motos de gendarmerie sont arrivés ensembles et nous ont stoppés, les gendarmes sont tous sortis des véhicules pour nous encercler certains avec leurs matraque télescopique en mains. Ils nous ont immédiatement demandés nos identités à tous, nous ont fouillés, ont pris un téléphone en échange des identités et pendant ce temps la des

renforts de gendarmerie continuaient à arriver autour de nous... Nous étions tous d'accord. On ne donne pas d'identités. Ils étaient de plus en plus nombreux et nous retenaient là, sur cette place. A aucun moment ils nous ont apportés des précisions sur ce qui nous était reproché. Le sous-chef du chef qui été en fait au ordre d'un autre sous-chef qui lui même n'était pas responsable nous disait qu'ils attendaient des ordres, qu'ils attendaient le constat des faits par le vrai chef qui était dans les locaux de Paul Molac. Ensuite c'était le procureur qui devait se rendre sur place pour décider... Bref tout ça a duré beaucoup de temps et au fur à mesure des renforts arrivaient encore et encore... d'autres motards, un groupe d'intervention de la gendarmerie, tous bien équipés ; flashball, gazeuse, matraques tout ce qu'il faut pour intervenir, nous séparer et nous embarquer 1 par 1. Ils avaient mis en place les véhicules tout autour de nous pour faciliter la chose. Les chef et sous-chef de chaque groupe se réunissaient toutes les 5 minutes. Tout ça sans jamais nous notifier ni nous informer de ce qui nous était reproché. La situation devenaient absurde il y avait au final près de 60 gendarmes, bien équipés, pour une petite trentaine de militant. Un passant, qui n'était pas avec nous, qui a simplement pris une photo de loin de ce qui se passait s'est fait contrôlé. Les gendarmes l'ont même ramené parmi nous alors qu'il passait juste par là... En fait même eux ne savait pas trop ce qui devait se passer. Ils se sont positionnés plusieurs fois, ils mettaient leurs gants puis les enlevaient etc. . . Des personnes ayant eu l'information arrivaient par petits groupes nous soutenir par plusieurs cotés de la place. Puis vers 17h30 les gendarmes, toujours aussi nombreux ,nous on proposés quelque chose : " Vous vous disloquez et on se disloque " . Nous avons alors décidé de rester ensemble. Nous nous sommes dirigés ensemble vers la terrasse du bar qui était sur la place. Et la tous les gendarmes sont repartis. Nous avons patienté un peu avant de regagner ensemble nos véhicules. Personne ne s'est fait contrôlé.

Finalement c'était mieux que prévu ; nous avons fait notre action, Paul Molac s'est ridiculisé dans un communiqué, nous avons eu les médias locaux sur place alors que nous ne les avions pas prévenus, il n'y a pas eu d'identités données ni de contrôle après et surtout nous avons mobilisé beaucoup de gendarmes pour absolument rien !

Nous affirmons tout notre soutien aux habitants, aux occupants et à ceux qui défendent la ZAD sur place et partout ailleurs ! Que vive la ZAD !

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/ploermel-56800/ploermel-des-defenseurs-de-la-zad-vident-la-permanence-du-depute-5694065>

## **PRADES dans les Pyrénées Orientales**

Samedi 14 avril nous avons bloqué/filtré les voitures au rond-point du SuperU en soutien à la ZAD et puis en centre ville nous avons accroché nos banderoles devant la sous-préfecture. Vous êtes magnifiques là-haut ! La lutte est belle ZAD vaincra !

## **SAINTES**

Ce matin à Saintes, une quinzaine/vingtaine de personnes s'est rassemblée en soutien à la ZAD et pour dénoncer les violences policières, tracter et interpeller les passant-es. On a même reconstruit une mini ZAD avec deux trois planches, parce que tout ce qui est détruit peut se reconstruire !

Soutien et plein de force à vous !



## **ST. ETIENNE**

Samedi 14 Avril, environ 500 personnes se sont rassemblées près de l'usine d'armement de la police Verney-Carron à St Etienne, en soutien à la ZAD NDDL. Les flics étaient en nombre pour garder leur usine, mais une belle manif sauvage s'est déroulée dans le centre de St Etienne qui a été zadifié pendant plusieurs heures. Une petite vidéo des évènements ici :

### [VIDEO](#)

La zad vivra !

## **TOULOUSE**

Manif de soutien à Toulouse ! On est avec vous, la ZAD vivra !

## **TRIEVES (38)**

ce samedi 14 avril, un rassemblement sur le marché au village de Mens (trièves 38). on pense a vous !

## **VALENCES**

Salut à toutes et à toutes grosse manif à Valence dans la Drôme(26)

Pour la ZAD avant tout mais aussi pour les cheminots et soutenir une asso qui s'occupe des migrants... nous avons battu le pavé de 12h à 17h... grosse présence militaire et quelques accrochages...

nous avons occupé également pendant 24h la mairie de Die(26)

<http://ricochets.cc/Retour-sur-l-occupation-de-la-mairie-de-Die.html>

Avec vous pour toujours de grosses bises fraternelles...

De la ZAD au Rail, nos luttes non pas de frontières...

## **[Chute du mur et diffamation du commandant du Bois : délibérés des procès](#)**

Les délibérés des procès du 13 février 2018 ont été donnés ce matin.

Les deux Christian ont été condamné à 4 mois de prison, avec sursis simple (5 ans), et obligation de payer 3000 euros à la partie civile (l'ANDRA), et 727 euros de frais. Ils ont donc fait appel.



## Grèce : Texte de l'anarchiste emprisonné Nikos Romanos à propos de la décision du tribunal sur le cas des « terroristes individuels ».

*Act for Freedom Now ! / lundi 2 avril 2018*

Hier, le cycle de nos procès criminels s'est terminé : l'État nous a condamné à des douzaines d'années d'emprisonnement en tant que « terroristes individuels », avec des éléments et pour des accusations qui seraient banales dans une cour officielle qui statue sous les lois criminelles ordinaires.

La décision qu'a prise la cour hier est un moment décisif pour les procès politiques et les nouveaux liens qui sont établis sur la carte de la répression pénale contre le mouvement anarchiste. Ils ont réclamé l'arme légale de l'État, l'instrument du « terrorisme individuel », qui n'est rien de moins que la criminalisation de l'identité politique anarchiste, en tant que preuve suffisante pour condamner des combattant.e.s sous la loi antiterroriste (187A du Code pénal). Même si un.e compa a été acquitté.e de façon irrévocable quant à sa participation à une organisation, comme c'est notre cas [*Nikos et d'autres compagnons arrêtés lors du braquage de Velvento, Kozani ont été accusés de faire partie de la Conspiration des Cellules de Feu, participation qu'ils ont nié, sans pourtant jamais prendre distance avec les compagnon.ne.s de la CCF ; NdAtt.*], son identité politique peut être la raison de sa condamnation pour l'article 187A, comme cela a été dit à de nombreuses reprises de la bouche du Procureur Apostolaki : « ils sont anarchistes, du coup leurs actes sont terroristes », « ils n'ont pas changé leurs idées, donc leurs actions ne peuvent pas être caractérisées différemment ». Au même moment, un nouveau terrain amélioré d'utilisation de l'article 187A est créé, permettant qu'une action anarchiste qui dépasse les bornes de la légalité soit décrite comme « terrorisme individuel », augmentant la longueur des sentences et le temps passé en prison.

Mon propre exemple est caractéristique : tandis que pour l'expropriation de la banque de Velvento, Kozani, j'ai été condamné à 11 ans de prison, sans l'inculpation pour l'article 187A, pour quelques cartouches et trois incendies j'ai été condamné à 18 ans d'emprisonnement ; or c'est évident même pour un étudiant de première année de droit que ces derniers actes ont une prégnance criminelle moins importante que l'expropriation à main armée d'une banque. Du coup, je serais sorti de taule depuis un certain temps, mais pour la simple raison d'être entré en taule, j'y suis maintenu, avec des condamnations à des dizaines d'années sur les épaules, fondées sur l'innovation répressive du « terrorisme individuel », qui est appliqué pour la première fois contre des prisonniers anarchistes.

Bien sûr, ce fait n'est pas une découverte anodine, ni une présentation victimisants de la réalité ; il s'agit de la meilleure preuve que les anarchistes sont une vraie menace pour le système, y compris lors des moments de revers pour le mouvement anarchiste. Parce que, en effet, les condamnations de hier n'ont été rien de moins que la condamnation de l'identité anarchiste. La condamnation de la défense politique de nos actions et de nos choix dans des tribunaux bourgeois, la condamnation du fait que nous ne nous courbons pas pour embrasser la croix de la repentance, nous ne nous agenouillons pas devant nos oppresseurs, comme cela arrive tous les jours dans les salles de la Cour d'Appel et celles de Evelpidos [*le Palais de justice d'Athènes, du nom du quartier où il s trouve ; NdAtt.*], mais nous gardons nos têtes hautes face à eux.

En effet, ce que les sentences d'hier ont voulu imposer c'est un message retentissant de terreur étatique envers ceux/celles qui mènent des batailles subversives dans les rangs du mouvement anarchiste. Une tentative de

répandre le poison de la peur au beau milieu de projets radicaux, afin de jeter le doute sur l'efficacité de la lutte, pour éviter que des nouveaux.elles compagnon.nes allument et diffusent la flamme de la solidarité au sein de la métropole, pour faire le tri parmi les moyens de la lutte anarchiste, entre ceux permis et ceux interdits, sur la base de la répression criminelle et l'extension de l'article 187A, qui n'est rien d'autre qu'un couteau affûté dans les mains de la police et du système judiciaire, afin qu'on devienne des trophées captifs dans le zoo des colonies pénitentiaires, qui seront là pour nous rappeler ce à quoi on peut s'attendre suite à toute tentative d'attaquer le système. En outre, cela n'est pas un hasard si, jusqu'à la condamnation, il y a eu un silence total à ce sujet de la part des médias, et dès que la décision a été rendue elle est devenue la matière de nouveaux articles, tel un rappel permanent du fait que l'État est en train de se venger sur ses opposants politiques.

Et effectivement c'est vrai que l'État et ses mécanismes d'emprisonnement gardent l'attitude la plus vindicative face à ceux/celles qui ont mis en doute sa toute-puissance. C'est aussi un fait que la sincérité amène son lot de douleur pour le cœur. Il souffre à cause des années de notre seule et unique jeunesse jetée dans la poubelle qui est la prison ; il souffre pour nos proches, qui sont en train d'endurer une guerre psychologique sans pitié et deviennent les dégâts collatéraux d'une guerre qu'ils/elle n'ont pas choisie ; il souffre pour les ami.e.s et compagnon.ne.s qui ont grandi ensemble en taule ; il souffre pour nos proches qui quittent les salles du tribunal avec des pas lugubres ; il souffre pour ceux/celles qui pleurent, sentant la rage les étrangler. Mais c'est vrai aussi que cette douleur ne pourra jamais être comparée avec la douleur d'une vie qui s'étouffe dans l'apathie, l'indifférence et le petit intérêt personnel. Ceux et celles pour qui le fait de renvoyer leurs crimes à l'État et au capital n'a jamais été un choix réaliste.

La douleur que l'État et le capitalisme distribuent généreusement dans les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les camps de concentration et les camps pour réfugiés, le long des frontières de terre et de mer, dans les usines de l'Occident civilisé et dans les usines-abattoirs édifiées par les monopoles multinationaux dans les pays du Tiers monde, afin d'augmenter leur base productive en s'appuyant sur les cadavres d'enfants, tout cela ne peut pas être vaincu en regardant ailleurs, en fermant les yeux ou avec une protestation inoffensive qui reste dans le cadre défini pour nous par le système.

La peur qui est ressentie par une personne dévouée à la lutte pour la liberté est celle qui nourrit le cœur de désobéissance et d'insurrection contre l'État et ses serviteurs. Ce sont les personnes qui élaborent les théories radicales, qui deviennent des complices dans la formation historique d'événements subversifs ; c'est le nœud dans l'estomac quand ils/elles se trouvent, un livre à la main, en train d'étudier les comptes-rendus des expériences historiques passées, des compagnon.ne.s qui, de par leur action, ont contribué à notre cause commune, apportant leur pierre au développement de l'histoire révolutionnaire.

À l'opposé, la douleur d'une vie noyée dans les compromis et dans l'apathie c'est une douleur existentielle, c'est la douleur d'une vie nouvelle qui a appris à obéir aux ordres, à être discipliné face aux puissants, à être indifférent à l'oppression et à l'exploitation des autres tant que ça ne nous touche pas, c'est la douleur des personnes qui ont subi des dégâts psychologiques, l'homogénéisation qui se cache derrière les normes sociales produites, l'individualisation diffuse, c'est la douleur du vide existentiel, qui était caché, à l'époque de la prospérité capitaliste, par les locations de voitures, par l'achat d'un nouveau aménagement d'intérieur, par du divertissement à bon marché, et qui reste maintenant coincée dans les files à Pôle emploi, dans les repas pour pauvres fournis par les églises, dans le choix d'accepter ces conditions au lieu d'organiser une résistance pour les renverser.

Par conséquent, peu importe combien de fois nous pourrions revenir en arrière dans le temps, nos cœurs choisiraient encore de marcher à travers la sauvage et inouïe beauté du combat anarchiste, sur les chemins du conflit avec le pouvoir dans toutes ses formes, dans tous ces moments où la classe meurtrière d'un monde

civilisé est dérangée par les esclaves insurgés, par ceux/celles qui refusent d'être des esclaves, par les combattants qui portent en eux/elles la flamme de la liberté.

Les anarchistes sont fier.e.s et toutes ces personnes mesquines et méprisables tel Ganiatsos, Apostolakis, Mouzakis [*des magistrats ; NdAtt.*] et leurs semblables, qui délirent de nous anéantir, peuvent inventer des nouvelles terminologies légales, construire des accusations, détourner même le Code pénal, dans leur fureur envers ceux/celles qui sont devant eux.

Le mouvement anarchiste a perdu de son sang et a prouvé, dans sa longue histoire, qu'il cherchera avec persévérance et persistance les façons de répondre à ceux qui organisent systématiquement son extermination. La responsabilité pour ce coup judiciaire appartient à de nombreuses personnes qui s'attribuent individuellement leur propre contribution. Depuis la responsabilité politique du gouvernement de Syriza, qui fait appel aux lois antiterroriste et à une sensibilité sélective selon les cas où il pourrait y avoir un intérêt politique ; aux bouches cousues du « mouvement » ou des « droit-de-l'homnistes », qui cherchent des solutions pour changer l'agenda politique actuel; aux noms de ceux/celles impliqués dans un coup d'État d'un type particulier ; jusqu'aux unités antiterroristes et aux enquêteurs qui ont fabriqué les preuves et construit les accusations avec la finalité de notre extermination légale.

Une articulation du pouvoir qui, en dépit de ses conflits internes, trouve un terrain d'action commun faisant face à l' « ennemi intérieur » et le combattant avec tous les moyens disponibles.

S'il y a une chose de sûre, c'est que ce coup judiciaire d'un type particulier ne sera pas oublié, mais il sera un tremplin pour lutter contre les politiques antiterroristes, les procès terroristes actuels et le régime d'exception à l'encontre des prisonniers politiques. Les noms de Ganiatsos, Mouzakis, Apostolakis et de tous les autres seront gravés dans la mémoire de tou.te.s ceux/celles qui luttent avec dévouement pour l'anarchie et la liberté et les pieds du mouvement s'assureront de frapper les sièges sous leurs culs, les faisant tomber de leurs piédestal d'arrogance et de vengeance, dans le discrédit et la stigmatisation. Là le faux idole du dieu recouvert de sang que ces gens adorent les verra tomber.

Pour terminer, on peut tranquillement dire que les condamnations infligées par l'État et ses larbins ne nous font pas fléchir ni nous terrorisent, ni nous ni les compas qui sont en train de combattre pour notre cause commune. L'anarchie dans nos cœurs continuera à brûler jusqu'à brûler les derniers restes de ce vieux monde qui génère toute cette laideur technocratique qui couvre chaque centimètre de la planète. Jusqu'à ce jour merveilleux quand les compas, libres et prisonniers, auront un sourire de satisfaction pour le dernier acte de notre combat, imprimé en chaque geste, la lutte continue et elle continuera contre les architectes de tous les petits et grands coups contre nos vies.

Force et solidarité à tou.te.s ces compagnon.ne.s qui nous soutiennent, chacun.e à sa façon.

**L'anarchie vaincra...**

**tout continue !**

*Prison de Korydallos (Athènes), le 27 mars 2018*

*Nikos Romanos*

**italie**

## **Bologne, Italie : Attaque contre un rouage du contrôle et de la surveillance – 21 mars 2018**

Dans la nuit du 21 mars nous avons rendu visite à l'entreprise « DAB-SISTEMI INTEGRATI » via *Niccolo* dans le secteur de Bologne.

DAB-SISTEMI INTEGRATI a remporté le dernier contrat pour l'installation de dizaines de caméras de surveillance dans la commune de Bologne, dont de nombreuses à *Bolognina* [1].

Tous les pneus d'une voiture de l'entreprise ont été crevés et ses vitres cassées. A été écrit sur un mur : « Saboter le contrôle (A) ».

[Traduit de l'italien de [roundrobin.info](http://roundrobin.info), 05.04.2018]

NdT:

[1] Quartier de Bologne, appelé aussi « quartier Navile ».



## **usa**

### **Philadelphia, PA: Bulldozers Vandalized in Solidarity with the ZAD and Camp White Pine**

The following communique was anonymously sent to *It's Going Down*, which we reprint below.

The communique reads:

Dear international anarchist thugs, illegabists, casseurs, and defenders of wildness,

we are reporting live from Philadelphia. An attack has just been made, throwing a wrench in the cogs of the machinery of progress... well more literally some wires were cut and windows smashed on one of their bullshit bulldozers.

We have word that this attack was done in solidarity with the ZAD and Camp White Pine (hi! both of which are facing their own local bullshit bulldozers. The attackers have also sent rebel greetings to area anarchists who've been keeping it live (and especially those who share the specifics of their attacks to allow others to reproduce them).

Fuck work  
Fuck progress

Signing off for now,  
Team Illegal